



BLOC POUR LE RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE AU SENEGAL

Paix – Unité - Développement

PLAINTÉ CONTRE Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsa pour manque de respect et insulte raciste, xénophobe, ségrégationniste envers l'Afrique et l'homme noir.

INTRODUCTION

Ernest Renan disait : « La nature a fait une race d'ouvriers. C'est la race chinoise d'une dextérité de main merveilleuse, sans presque aucun sentiment d'honneur; gouvernez-la avec justice en prélevant d'elle pour le bienfait d'un tel gouvernement un ample douaire au profit de la race conquérante, elle sera satisfaite ; une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre : soyez pour lui bon et humain, et tout sera dans l'ordre ; une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. Que chacun fasse ce pour quoi il est fait et tout ira bien. »

Herbert Spencer renchérissait : « Les forces qui font aboutir le projet grandiose du bonheur parfait ne tiennent nullement compte de la souffrance d'ordre secondaire, et exterminent ces sections de l'humanité qui leur barrent le passage [...]. Qu'il soit humain ou brute, l'obstacle doit être éliminé. »

Et c'est l'honorable **Victor Hugo** qui affirme : « Que serait l'Afrique sans les blancs ? Rien ; un bloc de sable ; la nuit ; la paralysie ; des paysages lunaires. L'Afrique n'existe que parce que l'homme blanc l'a touchée. Est-ce que vous voyez le barrage ? Il est là, devant vous, ce bloc de sable et de cendre, ce morceau inerte et passif qui, depuis six mille ans, fait obstacle à la marche universelle, ce monstrueux Cham qui arrête Sem par son énormité, - l'Afrique.

L'Asie a son histoire, l'Amérique a son histoire, l'Australie elle-même a son histoire ; l'Afrique n'a pas d'histoire.

L'Afrique importe à l'univers. Une telle suppression de mouvement et de circulation entrave la vie universelle, et la marche humaine ne peut s'accommoder plus longtemps d'un cinquième du globe paralysé.

Cette Afrique farouche n'a que deux aspects : peuplée, c'est la barbarie ; déserte, c'est la sauvagerie.

Au dix-neuvième siècle, le blanc a fait du noir un homme.

Au vingtième siècle, l'Europe fera de l'Afrique un monde.

Allez, Peuples ! Emparez-vous de cette terre. Prenez là. A qui ? À personne. Prenez cette terre à Dieu. Dieu donne la terre aux hommes, Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Versez votre trop-plein dans cette Afrique, et du même coup résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires. Allez, faites ! Faites des routes, faites des ports, faites des villes; croissez, cultivez, colonisez, multipliez. »

VILLAS 12 ET 14 RUE NIARD, SICAP RUE DIX, DAKAR, SENEGAL.

B.P 5181 , DAKAR-FANN, TEL : 221 77 444 21 94

e-mail : partirds@yahoo.fr.

RECEPISSE N°12044/MINT/DAGAT/DAPS

« Cette merveille a disparu. Un jour, deux bandits sont entrés dans le Palais d'été. L'un a pillé, l'autre a incendié. La victoire peut être une voleuse, à ce qu'il paraît. Une dévastation en grand du Palais d'été s'est faite de compte à demi entre les deux vainqueurs.

Tous les trésors de toutes nos cathédrales réunies n'égalleraient pas ce splendide et formidable musée de l'Orient. Il n'y avait pas seulement là des chefs-d'œuvre d'art, il y avait un entassement d'orfèvreries. Grand exploit, bonne aubaine.

L'un des deux vainqueurs a empli ses poches, ce que voyant, l'autre a empli ses coffres ; et l'on est revenu en Europe, bras dessus, bras dessous, en riant.

Telle est l'histoire des deux bandits. Nous, Européens, nous sommes les civilisés, et pour nous, les Chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie.

Devant l'histoire, l'un des deux bandits s'appellera la France, l'autre s'appellera l'Angleterre. Mais je proteste, et je vous remercie de m'en donner l'occasion ; les crimes de ceux qui mènent ne sont pas la faute de ceux qui sont menés ; les gouvernements sont quelquefois des bandits, les peuples jamais. »

Ces bandits prenaient justification de leurs actes, des préceptes de Hegel qui qualifiait l'Afrique de « *monde anhistorique non développé, entièrement prisonnier de l'esprit naturel et dont la place se trouve au seuil de l'histoire universelle* ».

Hugo, dans ses propos est approuvé par **Jules Ferry** : « Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le droit de civiliser les races inférieures. Les colonies sont, pour les pays riches, un placement de capitaux des plus avantageux.

Au temps où nous sommes et dans la crise que traversent toutes les industries européennes, la fondation d'une colonie, c'est la création d'un débouché.

Messieurs, dans l'Europe telle qu'elle est faite, dans cette concurrence de tant de rivaux que nous voyons grandir autour de nous, la politique de recueillement ou d'abstention, c'est tout simplement le grand chemin de la décadence ! ».

Friedrich Ratzel constate que « C'est devenu une règle déplorable, que des peuples faiblement avancés meurent au contact avec des peuples hautement cultivés. Cela s'applique à la vaste majorité des Australiens, des Polynésiens, des Asiatiques du Nord, des Américains du Nord et des nombreux peuples d'Afrique du Sud et d'Amérique du Sud.

Les Indigènes sont tués, chassés, prolétariés et l'on détruit leur organisation sociale. La caractéristique principale de la politique des Blancs est l'usage de la violence par les forts sur les faibles. Le but est de s'emparer de leurs terres. »

Anatole France confirme : « Les Blancs ne communiquent avec les Noirs ou les Jaunes que pour les asservir ou les massacrer. Les peuples que nous appelons barbares ne nous connaissent encore que par nos crimes. Non certes, nous ne croyons pas qu'il se commette sur cette malheureuse terre d'Afrique plus de cruautés sous notre pavillon que sous les drapeaux des royaumes et des empires. Mais il nous importe à nous, Français, de dénoncer avant tout les crimes commis en notre nom.

Européens chrétiens, allons nous armer sans cesse contre nous en Afrique, en Asie, d'inextinguibles colères et des haines insatiables et nous préparer pour un avenir lointain sans doute, mais assuré, des millions d'ennemis ? » Car « **L'extermination est le procédé le plus élémentaire de la colonisation** » martèle **Adrien de Gasparin**

C'est ce qu'exprime parfaitement bien **Georges Clemenceau** en réponse à **Jules Ferry** : « **Regardez l'histoire de la conquête de ces peuples que vous dites barbares et vous verrez la violence, tous les crimes déchaînés, l'oppression, le sang coulant à flots, le faible opprimé, tyrannisé par le vainqueur ! Voilà l'histoire de votre civilisation ! Et c'est un pareil système que vous essayez de justifier en France, dans la patrie des droits de l'homme ! Non, il n'y a pas de droit des nations dites supérieures contre les nations inférieures. N'essayons pas de revêtir la violence du nom hypocrite de civilisation. Ne parlons pas de droit, de devoir. C'est l'abus pur et simple de la force que donne la civilisation scientifique sur les civilisations rudimentaires, pour s'appropriier l'homme, le torturer, en extraire toute la force qui est en lui au profit du prétendu civilisateur. Ce n'est pas le droit, c'en est la négation. Parler à ce propos de civilisation, c'est joindre à la violence, l'hypocrisie.**

Races supérieures ! Races inférieures ! C'est bientôt dit. Pour ma part, j'en rabats singulièrement depuis que j'ai vu des savants allemands démontrer scientifiquement que la France devait être vaincue dans la guerre franco-allemande, parce que le Français est d'une race inférieure à l'Allemand. Depuis ce temps, je l'avoue, j'y regarde à deux fois avant de me retourner vers un homme et vers une civilisation et de prononcer : homme ou civilisation inférieure ! ».

Albert Sarraut définit la colonisation sans complaisance : « La colonisation n'a pas été un acte de civilisation, une volonté de civilisation. Elle a été un acte de force, de force intéressée. Les peuples qui recherchent, dans les continents lointains, des colonies et les appréhendent, ne songent d'abord qu'à eux-mêmes, ne travaillent que pour leur puissance, ne conquièrent que pour leur profit. Ils convoitent dans ces colonies des débouchés commerciaux ou des points d'appui politique. La colonisation n'est qu'une entreprise d'intérêt personnel, unilatérale, égoïste, accomplie par le plus fort sur le plus faible. Tell est la réalité de l'histoire. ».

Alain Ruscio nous éclaire sur la nature du crime colonial : « Le crime fondamental de la colonisation est d'avoir interrompu des processus historiques de peuples qui n'avaient rien demandé et d'avoir nié les existences nationales - affirmées ou en gestation. D'où la violence qui a toujours, avec des degrés variés, accompagné le système. Le colonialisme pèse son poids de morts. Les enfumades de la conquête de l'Algérie, les colonnes sanglantes de celle du Tonkin, l'utilisation de l'aviation contre des populations civiles dès 1914 (au Maroc), la guillotine dressée partout, comme une ombre sanglante du drapeau français...

Quant à la « petite » violence, au quotidien, elle s'exprimait par le vocabulaire blessant, le tutoiement, les claques ou coups de pied aux fesses des boys ou coolies. On nous jette au visage, pour tenter de justifier ce bilan, les routes, les hôpitaux, les écoles... Oui, « la France » a construit des routes... Mais c'étaient les « indigènes » qui travaillaient et, le plus souvent, payaient. Oui, le dévouement des médecins coloniaux, des religieuses, a fait souvent reculer les maladies, mais d'autres (tuberculose) sont apparues. Oui, des centaines de milliers d'enfants et d'adolescents ont été scolarisés, mais des millions restaient analphabètes. ».

En effet, il est de notre devoir que de reconnaître tout de même que la colonisation a des aspects positifs. Et pour m'appuyer, je n'aurai jamais imaginé un jour avoir à citer **Adolf Hitler**. Et pourtant, c'est lui qui décrit le mieux les aspects positifs de la colonisation : « Les blancs ont toutefois apporté quelque chose à ces peuples (colonisés), le pire qu'ils pussent leur apporter, les plaies du monde qui est le nôtre: le matérialisme, le fanatisme, l'alcoolisme et la syphilis. Pour le reste, ce que ces peuples possédaient en propre étant supérieur à ce que nous pouvions leur donner, ils sont demeurés eux-mêmes.

Une seule réussite à l'actif des colonisateurs: ils ont partout suscité la haine. Cette haine qui pousse tous ces peuples, réveillés par nous de leur sommeil, à nous chasser. Il semble même qu'ils ne se soient réveillés que pour cela! ».

Dès lors, en plus de tous ses autres crimes, Hitler l'aryen, quoique blanc, ne pouvait plus être de cette race de blancs métissés, français, latins grecs ou sémitiques.

C'est pourquoi **Aimé Césaire** révèle « au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XXe siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon, que s'il vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est que l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique. ». Oui dit **Albert Camus** « Le fait est là, clair et hideux comme la vérité : nous faisons dans ces cas-là ce que nous avons reproché aux Allemands de faire », parlant de la répression à Madagascar en 1947 et la torture.

Rosa Amelia Plumelle-Urbe développe en affirmant que « Hitler ne fut que le révélateur d'une sauvagerie raciste installée et remontant bien avant le XXe siècle, une sauvagerie raciste, un système d'anéantissement de l'homme dont, jusqu'alors, seuls les peuples colonisés avaient fait l'expérience.

Il y a assez pour comprendre que l'entreprise nazie de déshumanisation, s'inscrit dans une continuité, jalonnée sans interruption par la barbarie coloniale.»

La France ne peut être dépositaire d'un fardeau si lourd et se réfugier dans l'arrogance. Elle ne peut après de tels accidents, refuser de regarder dans son rétroviseur et appuyer sur l'accélérateur dans une fuite en avant sans fin. Par devoir et honnêteté vis-à-vis de son histoire, elle doit s'arrêter. Malheureusement, à ce moment là, elle sera rattrapée par l'histoire de l'Afrique et des peuples qu'elle a colonisés et, elle devra leur faire face qu'elle le veuille ou non. Et demain, c'est déjà aujourd'hui : « je répondrai des crimes de mon père devant les fils des victimes.».

C'est ce que conseille **Gilles Manceron** : « Une autre donnée fait de la nécessité de regarder notre passé colonial un enjeu des plus actuels : la diversité croissante de la population de l'Hexagone, résultat du développement de l'immigration originaire d'anciennes colonies après leur indépendance - Maghreb, Afrique noire, Indochine, mais aussi départements d'outre-mer ...- qui a donné aux préjugés racistes d'antan une nouvelle occasion de s'exprimer, cette fois non plus vis-à-vis de populations lointaines, mais d'une partie de la population même du pays. Même si le parallèle entre la situation coloniale et les phénomènes de discrimination et de rejet racistes dans la France d'aujourd'hui ne doit pas être établi de manière trop mécanique, la tendance existe d'un «transfert de mémoire» qui conduit à rejouer sous une autre forme et en France même le passé colonial

Impossible de trouver une réponse à ces discriminations et violences de la société d'aujourd'hui, sans un regard lucide sur la colonisation passée.

Mettre l'accent seulement sur la torture ou les crimes de l'armée française dans la guerre d'Algérie n'incite pas à entamer la nécessaire réflexion globale sur le fait initial - d'où tout le reste a découlé - qu'est le consentement de la République à l'entreprise coloniale et sa légitimation par la doctrine des «races inférieures». Force est de reconnaître qu'admettre la quasi-exclusion de certains hommes de l'humanité ouvrait la porte sur une sorte de tolérance à tous les excès, qui équivalait, dans bien des cas, à un véritable «permis de tuer». En cela, il n'est pas illégitime de rapprocher les manifestations les plus aiguës de la violence coloniale de celle que les conquérants nazis ont déployée en Europe.

L'histoire coloniale de la République ne doit donc pas rester un point aveugle de notre inconscient collectif. Cette histoire est longue et complexe. La condition première de la colonisation, consistant à diviser l'humanité entre Européens civilisés et indigènes coloniaux, ouvrait la voie à la possibilité de tous les crimes et de tous les abus. »

Un regard nouveau porté sur la relation malsaine entre la pensée démocratique et l'Etat d'exception que nécessite la colonisation conduit à constater que l'Etat de droit s'est accommodé dans la patrie de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, de crimes contre l'espèce humaine dont les ressacs envahissent aujourd'hui, notre mémoire collective : Etat de droit pour ceux qui sont dans l'histoire et régime d'exception pour ceux qui n'en sont pas.

Bernard-Henri Lévy répond à tous les nostalgiques de la colonisation en leur disant : « On nous avait fait le coup des aspects positifs de Vichy (bouclier, moindre mal, grandes réformes économiques et sociales...).

Voilà qu'on nous refait celui du rôle positif, voire de l'oeuvre humaniste, de la présence française en Afrique (équipements, santé, Savorgnan de Brazza, Lyautey, nos ancêtres les Gaulois, l'école de la République ...).

Le projet colonial est un projet pervers, fondé sur des règles qui font, en tant que telles, honte à une démocratie : Code de l'indigénat, racisme d'Etat, droit des races dites supérieures à gouverner les inférieures. L'idéologie coloniale, le corps de convictions et de fantasmes qui ont rendu possible la conquête militaire d'une partie du monde par une autre, n'est pas une idéologie génocidaire [...] mais c'est incontestablement, en revanche, une idéologie criminelle [...] : ainsi les 700 000 morts de la conquête de l'Algérie par Bugeaud et Pélissier ; ainsi les 45 000 morts de Sétif ; ainsi les 90 000 victimes de la pacification de Madagascar; j'en passe.[...] l'idée coloniale était, en soi, une idée perverse ; l'aventure coloniale a été, en son principe, une page sombre de notre Histoire ; et il y a dans le geste de ceux qui veulent réviser cette évidence, il y a dans leur aplomb, leur passion, leur enthousiasme repu de beaufs qui se lâchent, un parfum de bond en arrière que l'on n'avait pas senti depuis longtemps. »

Et comme les mauvaises habitudes sont comme la mauvaise herbe, elles sont coupées mais elles repoussent toujours. C'est M. **Jacques CHIRAC**, Président de la République française, à l'occasion de l'inauguration à Paris d'un monument à **la mémoire des victimes civiles et militaires tombées en Afrique du Nord de 1952 à 1962** qui félicite ceux qui sont tombés pour la colonisation en oubliant les victimes : « Pour ceux qui connaissent les déchirements du oui et du non, du midi et des minuits, de la révolte et de l'amour, pour ceux qui aiment les bûchers devant la mer, il y a, là-bas, une flamme qui les attend. Cette flamme vacillante et pourtant si vivace, c'est celle de la mémoire. C'est autour d'elle que nous sommes réunis aujourd'hui, au pied de ce monument où **nous nous retrouvons pour rendre hommage à tous ceux qui, jusqu'en 1962, ont servi la France en Afrique du Nord.**

Pacification, mise en oeuvre des territoires, diffusion de l'enseignement, fondation d'une médecine moderne, création d'institutions administratives et juridiques, voilà autant de traces de cette oeuvre incontestable à laquelle la présence française a contribué non seulement en Afrique du Nord mais aussi sur tous les continents...A cet hommage que nous dictent le respect, l'admiration et la reconnaissance, nous joindrons aussi celui que nous devons à tous ceux et à toutes celles qui ont contribué à la grandeur de notre pays en incarnant l'oeuvre civilisatrice de la France. Nous ne saurions oublier que ces soldats furent aussi des pionniers, des bâtisseurs, des administrateurs de talent qui mirent leur courage, leur capacité et leur coeur à construire des routes et des villages, à ouvrir des écoles, des dispensaires, des hôpitaux ».

Jean-Paul Sartre leur crie aux oreilles : « Vous savez bien que nous sommes des exploiters. Vous savez bien que nous avons pris l'or et les métaux, puis le pétrole des "continents neufs", et que nous les avons ramenés dans les vieilles métropoles. [...] L'Europe, gavée de richesses, accorda de jure l'humanité à tous ses habitants : un homme, chez nous, ça veut dire un complice puisque nous avons tous profité de l'exploitation coloniale».

« [Le colonialisme] est notre honte, il se moque de nos lois ou les caricature ; il nous infecte de son racisme [...]. Il oblige nos jeunes gens à mourir malgré eux pour les principes nazis que nous combattons il y a dix ans ; il tente de se défendre en suscitant un fascisme jusque chez nous, en France. Notre rôle, c'est de l'aider à mourir. Non seulement en Algérie, mais partout où il existe. [...] La seule chose que nous puissions et devrions tenter – mais c'est aujourd'hui l'essentiel –, c'est de lutter à ses côtés pour délivrer à la fois les Algériens et les Français de la tyrannie coloniale. Quel bavardage : liberté, égalité, fraternité, amour, honneur, patrie, que sais-je ? Cela ne nous empêchait pas de tenir en même temps des discours racistes, sale nègre, sale juif, sale raton ».

Pour **Enzo Traverso** « la violence nazie fut perpétrée au milieu d'une guerre de conquête et d'extermination entre 1941 et 1945, conçue comme une guerre coloniale au sein de l'Europe. Une guerre coloniale qui empruntait largement son idéologie et ses principes - mais avec des moyens et des méthodes bien plus modernes, puissants et meurtriers - à celles menées tout au long du XIXe siècle par l'impérialisme classique.

Si les victimes de la "Solution finale" incarnaient l'image de l'altérité dans le monde occidental, objet de persécution religieuses et de discriminations raciales depuis le Moyen Age, les circonstances historiques de leur destructions indiquent que cette stigmatisation ancienne et certes particulière avait été revisitée après l'expérience des guerres et des génocides coloniaux. Le nazisme réalisait la rencontre et la fusion entre deux paradigmatiques : le Juif, l'"autre" du monde occidental, et le "sous-homme", l'autre du monde colonisé.

Les lois nazies de Nuremberg étaient choquantes dans l'Europe des années trente dans la mesure où elles frappaient un groupe émancipé depuis un siècle, parfaitement intégré dans la société et dans la culture allemande, mais elles avaient déjà été envisagées par l'ensemble des puissances coloniales comme des mesures normales et naturelles à l'égard du monde non européen.

Dans la culture occidentale du XIXe siècle, colonialisme, mission civilisatrice, droit de conquête et pratiques d'extermination étaient souvent des synonymes. Une vaste littérature, tant scientifique que populaire, faite d'ouvrages savants, de revues anthropologiques, de récits de voyage, de romans et de nouvelles adressées aux couches cultivées comme aux classes laborieuses, propageait le principe du droit occidental à la domination mondiale, à la colonisation de la planète et à la soumission, voire à la destruction des "peuples sauvages". Les conséquences catastrophiques du colonialisme seront perceptibles à long terme, non pas dans les champs de bataille, où les pertes furent somme toute limitées, mais sur l'ensemble des territoires conquis, à cause d'un déclin démographique qui, dans plusieurs cas, ne peut être qualifié autrement que sous l'appellation de génocide. [...] Selon les estimations les plus fiables, le nombre de victimes des conquêtes européennes en Asie et en Afrique au cours de la seconde partie du XIXe siècle tourne autour de **50-60 millions**, dont la moitié environ due à la famine en Inde.

Les dispositifs de déportation, les mesures de déshumanisation et les projets d'extermination raciale mis en œuvre par l'Allemagne de Hitler recouvrent des idées anciennes, bien ancrées dans l'histoire de l'impérialisme occidental.

L'idée que la civilisation implique la conquête et l'extermination des "races inférieures" ou "nuisibles", la conception instrumentale de la technique comme moyen

d'élimination organisées de l'ennemi n'ont pas été inventées par le nazisme, elles constituaient un "habitus mental" de l'Europe depuis le XIXe siècle et l'avènement de la société industrielle. Entre les massacres de l'impérialisme conquérant et la «Solution finale» il n'y a pas seulement des «affinités phénoménologiques», ni des analogies lointaines. Il y a une *continuité historique* qui fait de l'Europe libérale un laboratoire des violences du XXe siècle et d'Auschwitz un produit authentique de la civilisation occidentale. »

Franz Fanon explicite le comportement du système colonial : « Ordre est donné de ravalier les habitants du territoire annexé au niveau du singe supérieur pour justifier le colon de les traiter en bêtes de somme. La violence coloniale ne se donne pas seulement le but de tenir en respect ces hommes asservis, elle cherche à les déshumaniser. Rien ne sera ménagé pour liquider leurs traditions, pour substituer nos langues aux leurs, pour détruire leur culture sans leur donner la nôtre ; on les abrutira de fatigue ».

Simone Weil : « L'hitlérisme consiste dans l'application par l'Allemagne au continent européen, et plus généralement aux pays de race blanche, des méthodes de la conquête et de la domination coloniales. [...] Si on examine en détail les procédés des conquêtes coloniales, l'analogie avec les procédés hitlériens est évidente. [...] L'excès d'horreur qui depuis quelque temps semble distinguer la domination hitlérienne de toutes les autres s'explique peut-être par la crainte de la défaite. Il ne doit pas faire oublier l'analogie essentielle des procédés, d'ailleurs venus les uns et les autres du modèle romain. Cette analogie fournit une réponse toute faite à tous les arguments en faveur du système colonial. Car tous ces arguments, les bons, les moins bons et les mauvais, sont employés par l'Allemagne, avec le même degré de légitimité, dans sa propagande concernant l'unification de l'Europe. Le mal que l'Allemagne aurait fait à l'Europe si l'Angleterre n'avait pas empêché la victoire allemande, c'est le mal que fait la colonisation, c'est le déracinement. Elle aurait privé les pays conquis de leur passé. La perte du passé, c'est la chute dans la servitude coloniale. Ce mal que l'Allemagne a vainement essayé de nous faire, nous l'avons fait à d'autres. [modifier] Simone Weil

Je n'oublierai jamais le moment où, pour la première fois, j'ai senti et compris la tragédie de la colonisation. [...] Depuis ce jour, j'ai honte de mon pays. Depuis ce jour, je ne peux pas rencontrer un Indochinois, un Algérien, un Marocain, sans avoir envie de lui demander pardon. Pardon pour toutes les douleurs, toutes les humiliations qu'on lui a fait souffrir, qu'on a fait souffrir à leur peuple. Car leur oppresseur, c'est l'Etat français, il le fait au nom de tous les Français, donc aussi, pour une petite part, en mon nom. C'est pourquoi, en présence de ceux que l'Etat français opprime, je ne peux pas ne pas rougir, je ne peux pas ne pas sentir que j'ai des fautes à racheter. »

Fanon « Entre colonisateur et colonisé, il n'y a de place que pour la corvée, l'intimidation, la pression, la police, le vol, le viol, les cultures obligatoires, le mépris, la méfiance, la morgue, la suffisance, la muflerie, des élites décérébrées, des masses avilies. J'entends la tempête. On me parle de progrès, de "réalisations", de maladies guéries, de niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes. Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, des cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées. On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de routes, de canaux, de chemin de fer. Moi, je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan. Je parle de ceux qui, à l'heure où j'écris, sont en train de creuser à la main le port d'Abidjan. Je parle de millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la danse, à la sagesse. Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme. On m'en donne plein la vue de

tonnage de coton ou de cacao exporté, d'hectares d'oliviers ou de vignes plantés. Moi, je parle d'économies naturelles, d'économies harmonieuses et viables, d'économies à la mesure de l'homme indigène désorganisées, de cultures vivrières détruites, de sous-alimentation installée, de développement agricole orienté selon le seul bénéfice des métropoles, de rafles de produits, de rafles de matières premières.

Nicolas Sarkozy

Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation. Cessons de noircir le passé.

L'Occident longtemps pécha par arrogance et par ignorance. Beaucoup de crimes et d'injustices furent commis. Mais la plupart de ceux qui partirent vers le Sud n'étaient ni des monstres ni des exploiters. Beaucoup mirent leur énergie à construire des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux. Beaucoup s'épuisèrent à cultiver un bout de terre ingrat que nul avant n'eux n'avait cultivé. Beaucoup ne partirent que pour soigner, pour enseigner. On peut désapprouver la colonisation avec les valeurs qui sont les nôtres aujourd'hui. Mais on doit respecter les hommes et les femmes de bonne volonté qui ont pensé de bonne foi oeuvrer utilement pour un idéal de civilisation auquel ils croyaient. [...]

A tous ceux d'entre vous qui sont revenus des colonies en ayant tout abandonné, n'emportant avec eux que leurs souvenirs de jeunesse et cette nostalgie qui ne les quittera plus jamais, je veux dire que si la France a une dette morale, c'est d'abord envers eux. [...]

Faire une politique de civilisation, voilà à quoi nous incite la Méditerranée où tout fut toujours grand, les passions aussi bien que les crimes, où rien ne fut jamais médiocre, où même les Républiques marchandes brillèrent dans le ciel de l'art et de la pensée, où le génie humain s'éleva si haut qu'il est impossible de se résigner à croire que la source en est définitivement tarie. La source n'est pas tarie. Il suffit d'unir nos forces et tout recommencera.
Nicolas Sarkozy, 7 février 2007, meeting de Toulon, dans Sarkozy.fr, paru 7 février 2007.

La vérité, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales dans le monde qui aient tant oeuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation. On peut condamner le principe du système colonial et avoir l'honnêteté de reconnaître cela.

Nicolas Sarkozy, 9 mars 2007, meeting de Caen, dans Sarkozy.fr, paru 9 mars 2007.

Pourquoi donc les preux chevaliers de l'occident sont venus à l'aide de ce gros caillou anhistorique qu'est l'Afrique ?

Depuis le tyran Napoléon, la Grande France n'a connu que des défaites. L'orgueil national français exigeait de cette France là, une revanche des défaites contre le voisin anglais. La vieille Europe en outre était devenue pauvre en matières premières et l'Afrique était là, consentante pour un viol collectif. Ce fut la curée vers des contrées dont on décrétait les populations « inférieures ».

C'est alors l'Indochine. Après 9 ans de guerre où l'Afrique a perdu beaucoup de ses fils, c'est l'humiliante capitulation de Diên Biên Phu.

C'est ensuite la Tunisie et le Maroc où la France pour éviter une récurrence de la gifle vietnamienne, « négocie » son retrait et l'indépendance de ces deux colonies.

Mais la France a besoin de l'or noir algérien. Il lui est donc impensable de se retirer de ce juteux filon. Alors, rebelote : des tirailleurs sont recrutés dans toute l'Afrique Noire pour aller « tuer » de l'algérien au nom de la mère patrie, la France,

pour lui assurer un approvisionnement continue en pétrole. Le fier peuple algérien met tout ce beau monde au pas et le boute hors du pays.

De Gaulle qui n'a rien compris en disant aux algériens « je vous ai compris », veut rester en se proposant une paix des braves. Les algériens le renvoie en métropole, avec ses 3 millions de pieds noirs et la civilisation française en prime dans ses bagages.

Le 18 mai 1962, date anniversaire de la rédaction de ma plainte contre un président français en l'occurrence Monsieur Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsá, l'Algérie est libre.

Il reste au pays des droits de l'homme à donner leur droit d'homme à l'Afrique Noire et aux territoires d'outre mer. En Afrique noire, le système colonial utilisé est celui de l'indigénat qui procède à l'extermination pure et simple des autochtones : 10 millions de mort au Congo sous Léopold 2, 10 000 morts à Madagascar, 20 000 morts au Cameroun, 65 000 morts en Afrique du Sud. La liste est longue d'où la nécessité de la création d'une cour pénale africaine pour juger les crimes contre l'espèce humaine commis en Afrique.

La France capitule partout et substitue un nouveau système d'exploitation au brutal système colonial : c'est de le début de la néo colonisation avec une France omniprésente : coopération militaire (la France « gendarme de l'Afrique », au Tchad, au Zaïre, en Centrafrique...) ; coopération monétaire et financière (franc CFA) ; coopération économique et culturelle (sommets africains et sommets de la francophonie).

« L'association Survie estime à près de 10 millions de morts, dans les dix dernières années, le nombre des victimes directes (par massacres, assassinats, génocides) des politiques de l'État français, sans parler des « morts indirectes » (par famines, épidémies, absences de soins, etc., dues notamment au fait que les économies africaines sont pillées, dévastées, exsangues).

C'est que, depuis quarante ans, la politique française en Afrique vise essentiellement à exploiter ses ressources naturelles et géopolitiques. Les profits sont immenses. C'est pourquoi les armes importent peu : la corruption, le meurtre, la manipulation et la guerre. Loteries aux amputations, tortures, viols, disparitions forcées, emprisonnements : tout est valable. La France, « patrie des droits de l'Homme », a par exemple soutenu par tous les moyens les inspireurs et auteurs du génocide rwandais.

C'était il y a dix ans. Plus d'une vingtaine de réseaux politiques, d'officines mafieuses, de filières occultes, se partagent aujourd'hui le gâteau du protectorat néoconial de la France en Afrique. A peine 2 ou 3 % de l'aide publique française au développement sert réellement à combattre la misère infligée à des dizaines de millions d'humains. La majeure partie sert à financer les dictatures « amies », des opérations commerciales des grosses entreprises françaises, ou bien tout bonnement les partis politiques de gouvernement en France, qu'ils soient de gauche ou de droite.

L'« opinion » française est ce qu'en font les médias, et la population française, passive, n'est pas informée des agissements en son nom de « ses » élus, de « ses » chefs d'entreprises, etc. De toute évidence, ça l'arrange. En fait, appeler démocratie un régime capable de mettre des moyens considérables dans le soutien à un génocide, sans que les gouvernés ne le sachent ni ne cherchent à le savoir, pose en soi un problème ».

Comment ne pas être ému par cet article de Yves Bonnardel et Sem Laforêt :

Le génocide au Rwanda (avril-juin 1994) :

Rwanda 1994, le dernier génocide du XXe siècle : une grande partie des victimes ont été torturées abominablement avant d'être tuées de la plus effroyable manière. Il s'agit du génocide généralisé de plus d'un million de Tutsi et des massacres systématiques de dizaines de milliers de Hutu accusés d'être leurs complices. Les armes (des machettes, surtout) ont été achetées avec le soutien financier de la France, qui a également financé le renforcement de l'armée rwandaise génocidaire, et dont des officiers ont entraîné les milices meurtrières. Des membres de l'armée française étaient présents au Rwanda pendant les massacres et participaient parfois aux contrôles racistes et dénonçaient à leurs tortionnaires des rescapé-e-s venu-e-s naïvement chercher une aide désespérée auprès d'eux !

De fait, pendant tout le temps que dure l'extermination, on assiste au soutien concret de la France au gouvernement intérimaire qui mène le génocide au vu et au su de la communauté internationale : ce gouvernement génocidaire se constitue au sein même de l'ambassade française ! Fin avril 1994, le général français Huchon prodigue des conseils aux génocidaires pour « retourner l'opinion » en leur faveur. François Mitterrand, qui suit jour après jour toute l'affaire, déclare à ses proches : « dans ces pays-là, un génocide, ce n'est pas trop important ». La France et d'autres pays du Conseil de sécurité de l'ONU obtiennent de l'ONU la décision de retirer ses troupes du Rwanda, au moment même où elles auraient pu enrayer l'entreprise d'extermination ; les diplomaties française et américaine à l'ONU résistent aussi longtemps que possible à la qualification de génocide des événements, afin d'éviter l'obligation d'intervenir ; puis, lorsque les génocidaires devront militairement battre en retraite devant leurs adversaires, ce sera encore la France qui obtiendra de l'ONU d'envoyer une force armée d'interposition (ce sera l'opération Turquoise) qui permettra aux génocidaires de s'enfuir et de continuer de ci de là à massacrer dans les zones qu'elle contrôle ! Dans cette prétendue « zone humanitaire sû », Radio Mille Collines continuait de diffuser ses appels à « éradiquer les cafards ».

La complicité des médias français à la politique du gouvernement et à celle du Hutu Power est généralisée : aussi longtemps que cela restera possible, il n'y aura aucune fausse note dans un concert de légitimation de ce « nazisme tropical », dont un ministre est accueilli en France bras ouverts dans le même temps que d'innombrables charniers se remplissent, que les fleuves charrient des dizaines de milliers de cadavres. Jean d'Ormesson parle en esthète dans le Figaro de «massacres grandioses dans des paysages sublimes ».

Après le génocide, la France (ainsi d'ailleurs que le Vatican, très actif lui aussi) sauvera et accueillera des génocidaires et se fera l'écho des thèses révisionnistes, voire négationnistes.

Comment en arrive-t-on là ? retour sur le passé...

Le désir d'émancipation des anciennes colonies émerge fortement dès la fin de la seconde guerre mondiale, renforcé non sans arrière-pensées par les États-Unis et l'URSS. La pression politique est forte pour De Gaulle. Mais il ne souhaite pas l'indépendance de l'ancien empire colonial français, et ce pour au moins cinq raisons :

- deux raisons politiques : garder un cortège d'États clients (un réservoir de votes) permettant à la France d'occuper une position importante dans les institutions internationales ; tenir la

place assignée à la France dans la "Guerre froide", en évitant la propagation du communisme dans les anciennes colonies.

- deux raisons économiques : l'accès aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole ; la perpétuation des rentes des sociétés coloniales (cacao, banane, bois, café, etc.).
- une raison supplémentaire : le détournement des rentes africaines pour financer son propre mouvement gaulliste (via des circuits qui irrigueront par la suite les autres partis de gouvernement, de gauche ou de droite, ainsi que l'extrême-droite!).

Politiquement acculé, de Gaulle enclenche le processus de décolonisation dans les années 60. Mais, tout en proclamant ce nouvel état des relations internationales, il s'emploie à maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par un ensemble de moyens occultes.

Sa principale stratégie sera la mise en place de dirigeants africains favorables à la France par l'élimination physique des leaders indépendantistes ou des élections truquées. Bon nombre des chefs d'État choisis ont été formés dans les écoles françaises de sous-officiers ou d'officiers. Plusieurs appartiennent aux services secrets français. Des accords militaires secrets sont passés avec les dirigeants de ces pays officiellement indépendants. Depuis plus de quarante ans, les pays francophones au sud du Sahara vivent avec des accords de coopération, notamment monétaires et militaires, conçus comme s'ils ne devaient jamais être indépendants.

Se met ainsi en place un réseau contrôlé et entretenu par une série de correspondants : officiers des services secrets, hommes d'affaires, fonctionnaires, conseillers de tout poil. Chaque président africain est chaperonné par un colonel des services secrets français, soi-disant chargé de sa sécurité, et de multiples conseillers. Par exemple, tous les conseillers du président ivoirien Houphouët-Boigny étaient français.

Encouragée entre autres par l'impulsion américaine, la notion de « développement » émerge avec le mouvement de décolonisation : les pays industrialisés occidentaux doivent aider les pays sous-développés. Comme la plupart des pays de l'OCDE, la France met en place toute une gamme d'institutions chargées de la coopération et du développement. Les dépenses affectées à cet effet sont rassemblées sous l'appellation « Aide Publique au Développement » (APD). L'État français y consacre 30 à 40 milliards de francs (4 à 6 milliards d'euros environ) chaque année.

Loin d'œuvrer pour le développement, cette APD a en réalité plusieurs fonctions :

- maintenir en place les régimes « amis » et si possible étendre l'influence de la France en Afrique.
- favoriser le détournement des ressources africaines.
- aider à vendre un certain nombre de productions françaises.

L'association SURVIE estime que la moitié du total de l'APD est directement détournée et que moins de 2 % sert effectivement à réduire l'extrême misère de plus d'un milliard d'humains.

En réalité, le « développement » économique, social et politique est au contraire littéralement saboté. Malgré les dépenses gigantesques officiellement consacrées aux États d'Afrique francophone, la situation de ces pays après quatre décennies de "coopération" est révélatrice : on devine que la rente a très peu profité aux populations. Pire, leurs dettes sont gigantesques.

Pendant toute cette période, les discours des différents gouvernements se sont drapés de vertu: la France « meilleure amie de l'Afrique et du développement », les droits de l'Homme, la grandeur culturelle, la Francophonie, la lutte contre l'influence hégémonique anglo-saxonne, etc. Notons à ce propos que même si le gouvernement affiche une distanciation avec les États-Unis, les passerelles entre les services secrets, les hommes d'affaires ou les militaires français et américains sont beaucoup plus fortes que l'on ne l'entend dire. Les réseaux franco-africains sont en lien étroit avec le dispositif clandestin de la Guerre froide : la France joue son rôle dans l'échiquier géopolitique occidental.

En plus des trafics de drogue et du blanchiment d'argent via les loteries, casinos ou paris hippiques, quantité de PME et de petites entreprises (fournitures, armements, trafics divers) financent les services secrets. Une partie des fonds gigantesques de la rente du pétrole ou des matières premières, et des commissions sur les ventes d'arme, est récupérée par ces services qui multiplient ainsi par trois ou davantage les crédits votés à leur intention par le Parlement français.

La convertibilité du franc CFA et la prolifération des paradis fiscaux permettent enfin la multiplication des circuits parallèles d'évasion de capitaux et de blanchiment d'argent en toute opacité.

Pendant le règne de Giscard, le réseau initial, dont la stratégie de « raison d'État » était directement contrôlée par l'Élysée et sa fameuse cellule africaine, va se dissoudre en une quinzaine de réseaux ayant chacun ses propres stratégies. La politique africaine de la France semble alors ne plus relever de décisions centralisées, aussi criminelles soient-elles, mais être le résultat aléatoire d'un jeu de fléchettes autour d'enjeux alléchants : détournement de l'APD ou de la rente des matières premières, financement parallèle de la vie politique française, "terrain de jeux", de primes et de promotions pour les militaires, blanchiment d'argent, trafic d'armes et de drogues, etc.

Ce gâteau attire une multitude d'acteurs entremêlés :

- Les réseaux politiques français (Chirac, Pasqua, Madelin, Roussin, Rocard, etc.)
- Les services secrets
- Le lobby militaire
- Des multinationales (TotalFinaElf, Bouygues et Suez (BTP, eau), Bolloré (transports), Rougier (bois), Pinault (distribution), Castel (boissons), etc.)
- L'extrême droite
- Un certain nombre d'excroissances de la franc-maçonnerie
- Des sectes comme la Rose-Croix ou les Templiers
- Ajoutons des ONG de façade, des trafiquants en tout genre et bien sûr la mafia transnationale.

Ces réseaux s'entremêlent. Des « solidarités » initiatiques se sont tissées entre la classe politique, la hiérarchie militaire, les Services, la justice, les médias, les groupes industriels, la haute finance, les administrations. Elles sont un gage d'assistance mutuelle et d'omerta.

La Françafrique, c'est tout un système de connivences entre des potentats africains installés ou protégés par Paris, et leurs parrains français, politiques, militaires et financiers.

Un bilan partiel, provisoire, de la Françafrique

En quarante ans, ce sont des dizaines de millions de morts, des centaines de milliards détournés, des peuples maintenus sous le joug de dictatures sanglantes, des économies réduites à peau de chagrin. Voyons un peu :

- Génocides, massacres, tortures : notamment, massacre des Bamilékés au Cameroun de 1957 à 1970 (des centaines de milliers de victimes), complicité de génocide au Rwanda en 1994 (au moins un million de morts), litanie de massacres au Tchad (au moins 100 000 morts depuis 1980, des dizaines de milliers de personnes violées et torturées), soutien aux politiques d'extermination dans le Sud-Soudan (deux millions de morts depuis 20 ans), et plus généralement installation, formation, équipement et absolution de polices tortionnaires, de gouvernements se maintenant au pouvoir par des politiques criminelles de masse, etc.
- Des assassinats de personnalités symbolisant l'émancipation de l'Afrique : les présidents togolais et burkinabé Sylvanus Olympio (1963) et Thomas Sankara (1987), l'assassinat en plein Paris de l'opposant tchadien Outel Bono (1973) ou de Dulcie September (1988), représentante du parti anti-apartheid de Nelson Mandela, etc. Sans compter les innombrables assassinats ou morts sous la torture de "gêneurs" ordinaires, tel le journaliste burkinabé Norbert Zongo (1998), et, de ci de là, des assassinats aussi de ressortissants français (juges, coopérants, etc.).
- Des guerres : notamment, guerre du Biafra en 1967, guerre civile en Angola de 1975 à 2001, au Liberia entre 1989 et 2003, en Sierra Leone depuis 1991, au Congo-Brazzaville (1997-2003). Quelque trois millions et demi de morts au total. La France dans de nombreux cas de conflits n'hésite pas à armer les deux camps : les bénéfices sont doublés, et « on » est sûr de gagner sur tous les tableaux.
- L'investiture démocratique des dictateurs par un truquage systématique des élections (au Cameroun, au Togo, au Tchad, au Gabon, à Djibouti, en Mauritanie, au Congo-Brazzaville, etc.).
- La prédation des richesses pétrolières, minières et agricoles, remplacées par une dette abyssale.
- Le « gel » de tout développement économique, social et politique, afin que nulle opposition ne trouve les moyens de se développer.

Tous les Présidents de la République et les Premiers ministres depuis 1958 tolèrent parfaitement ce système d'embrée criminel, devenu chaotique et incontrôlable, dont les caisses noires sont phénoménales. L'opposition gauche/droite est largement dépassée. Presque toutes les personnalités de ces partis « de gouvernement » - c'est-à-dire la droite et le PS - sont pris dans l'engrenage françafricain.

« Plus jamais ça ! », Une invocation creuse ?

Il faut arrêter dans ces conditions de tant s'indigner de l'impérialisme américain, et de si peu se pencher sur la politique de notre État : une telle dénonciation sélective frise la complicité ! La critique des États, et tout particulièrement du nôtre, ne doit pas non plus s'arrêter à ce qui se passe sous nos yeux, en Métropole, qui n'est pas toujours le plus important ou le plus urgent ! Le capitalisme, l'impérialisme et le fascisme français, ce n'est pas en France qu'ils trouvent leur expression la plus achevée, mais dans nos (néo)colonies (ou nos DOM-TOM, d'ailleurs, comme en Guyane).

Il faut que la question de la politique étrangère de notre pays devienne enfin une question publique, centrale, objet de débats politiques elle aussi ! Même s'il s'agit de la face cachée de l'iceberg, c'est bien là que tout se joue, et que se trouve le centre de gravité de la vie politique française !

Nos démocraties occidentales sont coutumières de crimes à grande échelle. Le phénomène est trop général pour que l'on puisse croire à des accidents. Le problème n'est pas celui d'individus qui abuseraient indûment des responsabilités qui leur sont confiées. Si des pratiques telles que celles de la Françafrique perdurent depuis si longtemps, si on en retrouve de similaires dans presque tous les pays occidentaux, c'est parce que les institutions politiques de ces pays les permettent, voire les favorisent. Nos démocraties représentatives ont pour conséquence de créer une classe dirigeante à qui elles donnent tout pouvoir. Elle est composée des gens qui sont les décideurs dans les domaines politique, économique, militaire, journalistique, etc. Il n'y a tout simplement aucune raison de penser que leurs intérêts sont les mêmes que ceux du reste de la population.

Dans ces conditions, tolérer ce système, c'est non seulement renoncer à décider pour soi-même, mais c'est aussi accepter que des crimes comme le soutien au gouvernement génocidaire rwandais soient commis en notre nom, c'est en accepter une part de responsabilité.

Agir dans nos pays est une nécessité qui peut s'avérer vitale pour les millions de personnes qui sont aujourd'hui à la merci de nos dirigeants. La lutte contre notre propre complicité est politique, bien sûr, mais aussi sociale et culturelle. Nous ne savons pas vraiment comment établir des contre-feux. Nous ne le saurons qu'en essayant. La première chose à faire est de toute façon de rendre public, partout où faire se peut, la réalité de cette politique française.

Pour l'instant, pratiquement seule l'association Survie travaille vraiment sur la question de la politique française en Afrique (et fait un travail fantastique !), mais que peut-elle si personne ne se soucie de relayer l'information ; si nous ne nous y mettons pas aussi, qui s'y mettra ? Nous autres professeurs n'avons pas à demeurer complices, par le silence ou l'indifférence, de la politique criminelle de nos gouvernements. Bien au contraire, notre rôle auprès des élèves doit être l'information, ainsi que l'éveil de l'esprit critique, l'indépendance d'esprit par rapport aux pouvoirs, quels qu'ils soient, et tout particulièrement ceux qui s'exercent en notre nom. Notamment, en avril 2004, nous sommes au dixième anniversaire du dernier holocauste en date. Dix ans plus tard, alors que nous avons maintenant depuis des années des informations clés à disposition, n'est-il pas temps de réagir ? »

Ségolène Royal à Dakar, le lundi 6 avril 2009 :

Merci, chers amis de votre hospitalité, dont je sais qu'en wolof, elle se dit teranga. Un mot magnifique qui exprime une valeur que, de longue date, les civilisations africaines exaltent. Ce n'est pas d'aujourd'hui que je parle de l'Afrique. À Villepinte, dans le discours d'ouverture de la campagne présidentielle, ce continent était au coeur de mes préoccupations ("De quoi souffre-t-elle l'Afrique ? D'une économie mondiale absolument débridée qui ne laisse aucune chance à des produits agricoles fragiles et incapables de rivaliser avec les politiques de pays bardés d'atouts financiers et technologiques !").

Elle était là aussi, l'Afrique, dans l'ouvrage coécrit avec Alain Touraine, *Si la gauche veut des idées*. J'y annonçais : "L'Afrique est notre avenir. Le développement de l'Afrique sera l'oeuvre des Africains", et dans *Femme debout*, écrit avec Françoise Degois.

Oui, je veux devant vous porter une parole de respect, de fraternité et de justice, celle qu'aurait dû porter le G20 en associant davantage l'Afrique dans son ensemble. Au-delà des avancées positives qu'il faut saluer et qui viennent poser d'autres règles du jeu, pourquoi l'Afrique ne s'y trouve-t-elle pas ? Pourquoi avoir écarté un milliard d'habitants et un tiers des ressources naturelles de la planète ? Ce n'est ni juste ni efficace. Tout comme n'est ni juste ni efficace l'absence de ce continent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies ou encore sa sous représentation dans les conseils du FMI et de la Banque mondiale. L'Afrique doit enfin avoir toute sa place dans les instances internationales, car nous avons besoin d'elle, de sa vision, de ses talents, de sa faculté de don, de ses idées.

Chers amis, nous vivons une époque historique, avec une crise sans précédent, faite de drames, mais aussi d'opportunités. L'opportunité de nous en sortir en décidant des changements profonds et des valeurs nouvelles qui nous permettront d'inventer le monde d'après, un monde plus humain et plus juste.

Partout, les peuples se révoltent. Il n'y aura pas de paix sans justice. Et il n'y aura pas de justice sans respect

Lorsque j'étais à Belém, j'ai entendu Lula dire qu'il en avait assez d'être convoqué dans les grandes capitales du Nord par de jeunes banquiers qui lui disent comment gérer son pays, alors qu'ils n'y ont jamais mis les pieds et savent à peine où il se situe.

Sous la plume d'Aminata Traoré, j'ai lu que les Maliens en avaient assez que ceux qui n'ont jamais vu une boule de coton leur disent ce qu'ils devraient en faire.

Dans les textes d'artistes comme Tiken Jah Fakoly ou le rappeur Didier Awadi, j'ai entendu la colère que provoque l'injustice. De nombreux universitaires et responsables politiques africains demandent que l'Europe tire la leçon d'accords de partenariats économiques qui ont échoué et qui sont perçus non comme une aide, mais comme un rapport de force.

L'aide au développement ne doit plus être une version moderne de la charité, condescendante, assénant ses certitudes depuis Washington, Bruxelles ou Paris. Elle doit être construite avec, et non pas pour. Mais des progrès ont été faits, il faut le dire, et je voudrais vous rappeler comment nous nous en sommes inspirés.

Dialoguer même lorsqu'il n'y a plus de mots pour le faire.

Chers amis, pour le meilleur et parfois, hélas, le pire, nos destins ont été liés. Ils sont liés.

Le pire : ce fut l'esclavage, cette "déportation la plus massive et la plus longue de l'histoire des hommes", comme l'a écrit Christiane Taubira dans l'exposé des motifs de notre loi de 2001 qui reconnaît ce "crime orphelin" pour ce qu'il fut : un crime contre l'humanité.

Le pire, ce fut la colonisation, dont une partie de la droite, dans un projet de loi, a essayé de nous faire croire, en 2005, qu'elle eut des "aspects positifs".

Voici ce que je disais en 2005 au ministre de l'Intérieur à ce sujet :

"La vive réaction de nos compatriotes des Antilles vous a permis de mesurer l'offense faite à la République par la loi adoptée par votre majorité, qui promeut une lecture révisionniste de la colonisation et heurte, dans l'Hexagone comme outre-mer, celles et ceux pour qui l'adhésion à la France ne peut s'inspirer que des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, bafouées hier par le colonialisme et aujourd'hui par les discriminations.

L'honneur de la République, c'est la lucidité d'une histoire partagée dans une France accueillante à tous les siens."

Permettez-moi d'être très claire. Qu'il y ait eu, à cette époque, des hommes et des femmes sincères de bonne volonté, cela est sûr. Mais on n'a rien dit quand on n'a dit que cela. Le problème est que la colonisation fut un système. Ce système doit être condamné pour ce qu'il fut : une entreprise systématique d'assujettissement et de spoliation. Ses séquelles doivent être combattues sans fléchir.

Les colonisés n'avaient pas le choix. Le travail forcé et le code de l'indigénat étaient la règle. Et le mépris. Et le racisme. Et la violence d'un système qui fit les uns ployés sous le joug des autres.

Je crois que nous avons le devoir de poser les mots justes sur ce qui fut. Car les mots font plus que nommer : ils construisent la réalité et le regard qu'on porte sur elle. Nos plaies d'histoire ne sont pas toutes cicatrisées. Le devoir de mémoire n'a pas besoin de permission. Chacun s'en acquitte avec la subjectivité et l'héritage qui est le sien. Ce dont, en revanche, nous sommes collectivement comptables et responsables, c'est du droit à l'histoire et du devoir de vérité.

Ce droit à l'histoire et ce devoir de vérité, c'est ce qui permet de regarder les faits en face et de partager un récit qui ne soit pas ressassement du passé, mais moyen de le dépasser sans amnésie et de se projeter ensemble dans l'avenir.

Dans la dernière lettre qu'il a écrite à sa femme avant d'être assassiné, Patrice Lumumba a dit sa foi inébranlée dans l'établissement de la vérité historique : "L'Histoire dira un jour son mot. L'Afrique écrira sa propre histoire."

Honneur aux maîtres de la parole qui conservèrent et transmirent. Honneur aux historiens de l'Afrique qui ont rappelé au monde que non seulement l'Afrique était le berceau de l'humanité, mais qu'elle était, avec l'Asie mineure, le berceau de la civilisation humaine.

Honneur aux historiens de l'Afrique qui ont rappelé au monde l'existence des grands royaumes et des grands empires de l'Afrique. Honneur aux historiens de l'Afrique qui ont retracé les mille et une relations nouées bien avant la conquête, en des temps où le Sahara, la Méditerranée et l'océan Indien n'étaient pas des frontières, mais des points de passage et de mise en contact.

Quelqu'un est venu ici vous dire que "l'Homme africain n'est pas entré dans l'Histoire".

Pardon pour ces paroles humiliantes et qui n'auraient jamais dû être prononcées et qui

n'engagent pas la France. Car vous aussi, vous avez fait l'histoire, vous l'avez faite bien avant la colonisation, vous l'avez faite pendant, et vous la faites depuis.

Et ce que Léopold Sedar Senghor et Aimé Césaire ont magistralement accompli avec le concept "négritude", vous l'avez poursuivi avec le mot "Afrique ", cet étendard d'une dignité reconquise.

C'est pour cela que les oeuvres des historiens Cheikh Anta Diop du Sénégal et de Joseph Ki-Zerbo du Burkina Faso constituent non seulement un sommet de la science, mais aussi un sommet de la lutte pour la liberté.

C'est pour cela qu'il était si important de démontrer comme ils l'ont fait que la Grèce ancienne devait tant à l'Égypte ancienne qui elle-même devait beaucoup à l'Afrique. Ils ont montré que les langues africaines permettent le même déploiement de la rationalité humaine que les langues européennes.

Il leur a souvent été reproché d'être partisans.

En insistant sur leur engagement indépendantiste et panafricain, on a voulu mettre en doute la rigueur scientifique de leurs recherches.

Alors oui, il est temps que nous pratiquions davantage entre nous l'égalité vraie, loin des paternalismes, des misérabilismes, des ostracismes, loin des doubles langages qui masquent mal les doubles jeux.

Oui, la France doit honorer sa dette à l'égard de l'Afrique et que les Français doivent apprendre à l'école ce qu'ils ont reçu de l'Afrique.

Quand notre territoire national fut envahi, l'Afrique fut un refuge et une aide pour les forces de la France libre.

Les soldats africains ont contribué, sur tous les champs de bataille, à inverser le cours de l'histoire.

Le 8 mai 1945, sans l'Afrique et les Africains, jamais la France n'aurait retrouvé sa liberté.

Alors comment oublier la sanglante répression menée au **camp de Thiaroye** contre des tirailleurs qui réclamaient simplement le respect, leur dû et le droit de porter leurs galons car ils croyaient qu'à l'égalité du sang versé devait succéder l'égalité des droits. Ils avaient raison. Il y a des mots que le peuple français doit au peuple sénégalais et à tous les peuples africains qui ont souffert pour nous et par nous, ce sont des mots simples mais puissants, trois mots que j'ai envie de dire ici en tant que citoyenne et élue de la République française :

Pardon. Merci pour le passé. Et s'il vous plaît, pour l'avenir, bâtissons ensemble.

Je veux que nous ayons la force de reconnaître enfin tout ce que nous vous devons et tout ce que nous pouvons ensemble.

Et c'est parce que j'aime la France, parce que je la crois suffisamment forte et généreuse, que

je la veux capable de regarder son histoire en face. Je le veux capable d'assumer son devoir de vérité et son devoir de responsabilité

Le rôle de l'Afrique dans cette profonde mutation est majeur. Parce que l'Afrique a subi plus que tout autre endroit du monde, souffert plus que tout autre continent, elle peut imposer l'être humain au coeur du système et devenir un phare pour le monde. Qui mieux qu'elle peut saisir l'impasse de la déshumanisation, elle qui a subi à travers les siècles cette déshumanisation. C'est dans le feu qu'on forge les plus belles lames, c'est dans les larmes que l'on peut aussi forger les plus grandes joies. Alors imaginons ensemble, agissons ensemble, réussissons ensemble le nouveau monde qui vient. »

Ségolène Royal

« L'Afrique a soif de JUSTICE et de RESPECT : Aucune atteinte à la dignité, aucune arrogance ne peuvent résister à la force de conviction et à la détermination d'un peuple qui a soif de respect et d'actions justes. »

« En 2006, Jacques Chirac, alors président de la République s'est engagé personnellement à revaloriser la pension principale des combattants des colonies. Trois ans après, des inégalités de traitements subsistent. La pension militaire de retraite, qui concerne la majorité des soldats, est bloquée. Les « Oubliés de la République française » continuent à mourir de leur belle mort, dans l'indifférence totale.

Un collectif de 80 000 combattants des colonies milite en vain depuis 1945, pour un alignement des pensions militaires de retraite sur celles de leurs frères d'armes français. Alain Rousset milite pour l'adoption d'une proposition de loi demandant la « dé cristallisation » des pensions pour tous ces anciens combattants issus des colonies, il déclare « qu'il faut mettre un terme à une injustice et à cette absence de dignité face aux anciens combattants venus appuyer les forces démocratiques contre les forces nazies ».

Cette situation est imputable à la loi dite de « cristallisation » du 26 décembre 1959, promulguée par le général de Gaulle en pleine décolonisation. Les pensions des anciens combattants du Maghreb, d'Afrique noire, de Madagascar et d'Asie sont gelées et transformées en indemnités non indexées au coût de la vie. Ainsi, leurs pensions peuvent-elles être jusqu'à huit fois inférieures à celles des soldats français.

De Gaulle a fait voter cette loi pour « *punir les États qui ont voulu l'indépendance* ». Les tirailleurs sénégalais ont été trompés par la France qui les a engagés par force dans des guerres qui n'étaient pas les leurs en Afrique, en Europe, en Indochine, en Algérie, au Tonkin et au Laos. Ils n'attendent rien d'autres qu'une reconnaissance de l'état français et une valorisation de leurs pensions de misère. Ils disent tous le même refrain « *Je suis déçu, à l'époque on avait le même habillement, la même arme que les soldats français. A mon âge, je n'attends rien, juste la reconnaissance.* »

Les française qui savent et se souviennent, disent : « *je pensais que le problème était réglé. Pour moi, c'est une question d'honneur pour la France. Ces hommes ont combattu au risque de leur vie. Ils font partie de ma famille humaine.* »

Pour la jeune génération, une part plus grande doit être accordée à ces soldats dans les programmes d'histoire car leur histoire ne doit pas être dissociée de l'histoire de France.

Le président Sarkozy a rendu un hommage appuyé aux troupes coloniales et à leur « *courage admirable* » lors de la Seconde Guerre mondiale. Il ajoute que « *la France n'oubliera jamais leur sacrifice* ».

Dakar, Sénégal, le 26 juillet 2007

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de remercier d'abord le gouvernement et le peuple sénégalais de leur accueil si chaleureux. Permettez-moi de remercier l'université de Dakar qui me permet pour la première fois de m'adresser à l'élite de la jeunesse africaine en tant que Président de la République française.

Je suis venu vous parler avec la franchise et la sincérité que l'on doit à des amis que l'on aime et que l'on respecte. J'aime l'Afrique, je respecte et j'aime les Africains.

Entre le Sénégal et la France, l'histoire a tissé les liens d'une amitié que nul ne peut défaire. Cette amitié est forte et sincère. C'est pour cela que j'ai souhaité adresser, de Dakar, le salut fraternel de la France à l'Afrique toute entière.

Je veux, ce soir, m'adresser à tous les Africains qui sont si différents les uns des autres, qui n'ont pas la même langue, qui n'ont pas la même religion, qui n'ont pas les mêmes coutumes, qui n'ont pas la même culture, qui n'ont pas la même histoire et qui pourtant se reconnaissent les uns les autres comme des Africains. Là réside le premier mystère de l'Afrique.

Oui, je veux m'adresser à tous les habitants de ce continent meurtri, et, en particulier, aux jeunes, à vous qui vous êtes tant battus les uns contre les autres et souvent tant haïs, qui parfois vous combattez et vous haïssez encore mais qui pourtant vous reconnaissez comme frères, frères dans la souffrance, frères dans l'humiliation, frères dans la révolte, frères dans l'espérance, frères dans le sentiment que vous éprouvez d'une destinée commune, frères à travers cette foi mystérieuse qui vous rattache à la terre africaine, foi qui se transmet de génération en génération et que l'exil lui-même ne peut effacer.

Je ne suis pas venu, jeunes d'Afrique, pour pleurer avec vous sur les malheurs de l'Afrique. Car l'Afrique n'a pas besoin de mes pleurs.

Je ne suis pas venu, jeunes d'Afrique, pour m'apitoyer sur votre sort parce que votre sort est d'abord entre vos mains. Que feriez-vous, fière jeunesse africaine de ma pitié ?

Je ne suis pas venu effacer le passé car le passé ne s'efface pas.

Je ne suis pas venu nier les fautes ni les crimes car il y a eu des fautes et il y a eu des crimes. Il y a eu la traite négrière, il y a eu l'esclavage, les hommes, les femmes, les enfants achetés et vendus comme des marchandises. Et ce crime ne fut pas seulement un crime contre les Africains, ce fut un crime contre l'homme, ce fut un crime contre l'humanité toute entière. Et l'homme noir qui éternellement « entend de la cale monter les malédictions enchaînées, les hoquettements des mourants, le bruit de l'un d'entre eux qu'on jette à la mer ». Cet homme noir qui ne peut s'empêcher de se répéter sans fin « Et ce pays cria pendant des siècles que nous sommes des bêtes brutes ». Cet homme noir, je veux le dire ici à Dakar, a le visage de tous les hommes du monde.

Cette souffrance de l'homme noir, je ne parle pas de l'homme au sens du sexe, je parle de l'homme au sens de l'être humain et bien sûr de la femme et de l'homme dans son acceptation générale. Cette souffrance de l'homme noir, c'est la souffrance de tous les hommes. Cette blessure ouverte dans l'âme de l'homme noir est une blessure ouverte dans l'âme de tous les hommes.

Mais nul ne peut demander aux générations d'aujourd'hui d'expier ce crime perpétré par les générations passées. Nul ne peut demander aux fils de se repentir des fautes de leurs pères.

Jeunes d'Afrique, je ne suis pas venu vous parler de repentance. Je suis venu vous dire que je ressens la traite et l'esclavage comme des crimes envers l'humanité. Je suis venu vous dire que votre déchirure et votre souffrance sont les nôtres et sont donc les miennes.

Je suis venu vous proposer de regarder ensemble, Africains et Français, au-delà de cette déchirure et au-delà de cette souffrance.

Je suis venu vous proposer, jeunes d'Afrique, non d'oublier cette déchirure et cette souffrance qui ne peuvent pas être oubliées, mais de les dépasser.

Je suis venu vous proposer, jeunes d'Afrique, non de ressasser ensemble le passé mais d'en tirer ensemble les leçons afin de regarder ensemble l'avenir.

Je suis venu, jeunes d'Afrique, regarder en face avec vous notre histoire commune.

L'Afrique a sa part de responsabilité dans son propre malheur. On s'est entretenu en Afrique au moins autant qu'en Europe. Mais il est vrai que jadis, les Européens sont venus en Afrique en conquérants. Ils ont pris la terre de vos ancêtres. Ils ont banni les dieux, les langues, les croyances, les coutumes de vos pères. Ils ont dit à vos pères ce qu'ils devaient penser, ce qu'ils devaient croire, ce qu'ils devaient faire. Ils ont coupé vos pères de leur passé, ils leur ont arraché leur âme et leurs racines. Ils ont désenchanté l'Afrique.

Ils ont eu tort.

Ils n'ont pas vu la profondeur et la richesse de l'âme africaine. Ils ont cru qu'ils étaient supérieurs, qu'ils étaient plus avancés, qu'ils étaient le progrès, qu'ils étaient la civilisation.

Ils ont eu tort.

Ils ont voulu convertir l'homme africain, ils ont voulu le façonner à leur image, ils ont cru qu'ils avaient tous les droits, ils ont cru qu'ils étaient tout puissants, plus puissants que les dieux de l'Afrique, plus puissants que l'âme africaine, plus puissants que les liens sacrés que les hommes avaient tissés patiemment pendant des millénaires avec le ciel et la terre d'Afrique, plus puissants que les mystères qui venaient du fond des âges.

Ils ont eu tort.

Ils ont abîmé un art de vivre. Ils ont abîmé un imaginaire merveilleux. Ils ont abîmé une sagesse ancestrale.

Ils ont eu tort.

Ils ont créé une angoisse, un mal de vivre. Ils ont nourri la haine. Ils ont rendu plus difficile l'ouverture aux autres, l'échange, le partage parce que pour s'ouvrir, pour échanger, pour partager, il faut être assuré de son identité, de ses valeurs, de ses convictions. Face au colonisateur, le colonisé avait fini par ne plus avoir confiance en lui, par ne plus savoir qui il était, par se laisser gagner par la peur de l'autre, par la crainte de l'avenir.

Le colonisateur est venu, il a pris, il s'est servi, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas. Il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail.

Il a pris mais je veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu fécondes des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir. Je veux le dire ici, tous les colons n'étaient pas des voleurs, tous les colons n'étaient pas des exploiteurs.

Il y avait parmi eux des hommes mauvais mais il y avait aussi des hommes de bonne volonté, des hommes qui croyaient remplir une mission civilisatrice, des hommes qui croyaient faire le bien. Ils se trompaient mais certains étaient sincères. Ils croyaient donner la liberté, ils créaient l'aliénation. Ils croyaient briser les chaînes de l'obscurantisme, de la superstition, de la servitude. Ils forgeaient des chaînes bien plus lourdes, ils imposaient une servitude plus pesante, car c'étaient les esprits, c'étaient les âmes qui étaient asservis. Ils croyaient donner l'amour sans voir qu'ils sèmaient la révolte et la haine.

La colonisation n'est pas responsable de toutes les difficultés actuelles de l'Afrique. Elle n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains entre eux. Elle n'est pas responsable des génocides. Elle n'est pas responsable des dictateurs. Elle n'est pas responsable du fanatisme. Elle n'est pas responsable de la corruption, de la

prévarication. Elle n'est pas responsable des gaspillages et de la pollution.

Mais la colonisation fut une grande faute qui fut payée par l'amertume et la souffrance de ceux qui avaient cru tout donner et qui ne comprenaient pas pourquoi on leur en voulait autant.

La colonisation fut une grande faute qui détruisit chez le colonisé l'estime de soi et fit naître dans son cœur cette haine de soi qui débouche toujours sur la haine des autres.

La colonisation fut une grande faute mais de cette grande faute est né l'embryon d'une destinée commune. Et cette idée me tient particulièrement à cœur.

La colonisation fut une faute qui a changé le destin de l'Europe et le destin de l'Afrique et qui les a mêlés. Et ce destin commun a été scellé par le sang des Africains qui sont venus mourir dans les guerres européennes.

Et la France n'oublie pas ce sang africain versé pour sa liberté.

Nul ne peut faire comme si rien n'était arrivé.

Nul ne peut faire comme si cette faute n'avait pas été commise.

Nul ne peut faire comme si cette histoire n'avait pas eu lieu.

Pour le meilleur comme pour le pire, la colonisation a transformé l'homme africain et l'homme européen.

Jeunes d'Afrique, vous êtes les héritiers des plus vieilles traditions africaines et vous êtes les héritiers de tout ce que l'Occident a déposé dans le cœur et dans l'âme de l'Afrique.

Jeunes d'Afrique, la civilisation européenne a eu tort de se croire supérieure à celle de vos ancêtres, mais désormais la civilisation européenne vous appartient aussi.

Jeunes d'Afrique, ne cédez pas à la tentation de la pureté parce qu'elle est une maladie, une maladie de l'intelligence, et qui est ce qu'il y a de plus dangereux au monde.

Jeunes d'Afrique, ne vous coupez pas de ce qui vous enrichit, ne vous amputez pas d'une part de vous-même. **La pureté est un enfermement, la pureté est une intolérance. La pureté est un fantasme qui conduit au fanatisme.**

Je veux vous dire, jeunes d'Afrique, que le drame de l'Afrique n'est pas dans une prétendue infériorité de son art, sa pensée, de sa culture. Car, pour ce qui est de l'art, de la pensée et de la culture, c'est l'Occident qui s'est mis à l'école de l'Afrique.

L'art moderne doit presque tout à l'Afrique. L'influence de l'Afrique a contribué à changer non seulement l'idée de la beauté, non seulement le sens du rythme, de la musique, de la danse, mais même dit Senghor, la manière de marcher ou de rire du monde du XXème siècle.

Je veux donc dire, à la jeunesse d'Afrique, que le drame de l'Afrique ne vient pas de ce que l'âme africaine serait imperméable à la logique et à la raison. Car l'homme africain est aussi logique et raisonnable que l'homme européen.

C'est en puisant dans l'imaginaire africain que vous ont légué vos ancêtres, c'est en puisant dans les contes, dans les proverbes, dans les mythologies, dans les rites, dans ces formes qui, depuis l'aube des temps, se transmettent et s'enrichissent de génération en génération que vous trouverez l'imagination et la force de vous inventer un avenir qui vous soit propre, un avenir singulier qui ne ressemblera à aucun autre, où vous vous sentirez enfin libres, libres, jeunes d'Afrique d'être vous-mêmes, libres de décider par vous-mêmes.

Je suis venu vous dire que vous n'avez pas à avoir honte des valeurs de la civilisation africaine, qu'elles ne vous tirent pas vers le bas mais vers le haut, qu'elles sont un antidote au matérialisme et à l'individualisme qui asservissent l'homme moderne, qu'elles sont le plus précieux des héritages face à la déshumanisation et à l'aplatissement du monde.

Je suis venu vous dire que l'homme moderne qui éprouve le besoin de se réconcilier avec la nature a beaucoup à apprendre de l'homme africain qui vit en symbiose avec la nature depuis des millénaires.

Je suis venu vous dire que cette déchirure entre ces deux parts de vous-mêmes est votre plus grande force, et votre plus grande faiblesse selon que vous vous efforcerez ou non d'en faire la

synthèse.

Mais je suis aussi venu vous dire qu'il y a en vous, jeunes d'Afrique, deux héritages, deux sagesse, deux traditions qui se sont longtemps combattues : celle de l'Afrique et celle de l'Europe.

Je suis venu vous dire que cette part africaine et cette part européenne de vous-mêmes forment votre identité déchirée.

Je ne suis pas venu, jeunes d'Afrique, vous donner des leçons.

Je ne suis pas venu vous faire la morale.

Mais je suis venu vous dire que la part d'Europe qui est en vous est le fruit d'un grand péché d'orgueil de l'Occident mais que cette part d'Europe en vous n'est pas indigne. Car elle est l'appel de la liberté, de l'émancipation et de la justice et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Car elle est l'appel à la raison et à la conscience universelles.

Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire.

Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.

Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès.

Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance.

Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin.

Le problème de l'Afrique et permettez à un ami de l'Afrique de le dire, il est là. Le défi de l'Afrique, c'est d'entrer davantage dans l'histoire. C'est de puiser en elle l'énergie, la force, l'envie, la volonté d'écouter et d'épouser sa propre histoire.

Le problème de l'Afrique, c'est de cesser de toujours répéter, de toujours ressasser, de se libérer du mythe de l'éternel retour, c'est de prendre conscience que l'âge d'or qu'elle ne cesse de regretter, ne reviendra pas pour la raison qu'il n'a jamais existé.

Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance.

Le problème de l'Afrique, c'est que trop souvent elle juge le présent par rapport à une pureté des origines totalement imaginaire et que personne ne peut espérer ressusciter.

Le problème de l'Afrique, ce n'est pas de s'inventer un passé plus ou moins mythique pour s'aider à supporter le présent mais de s'inventer un avenir avec des moyens qui lui soient propres.

Le problème de l'Afrique, ce n'est pas de se préparer au retour du malheur, comme si celui-ci devait indéfiniment se répéter, mais de vouloir se donner les moyens de conjurer le malheur, car l'Afrique a le droit au bonheur comme tous les autres continents du monde.

Le problème de l'Afrique, c'est de rester fidèle à elle-même sans rester immobile.

Le défi de l'Afrique, c'est d'apprendre à regarder son accession à l'universel non comme un reniement de ce qu'elle est mais comme un accomplissement.

Le défi de l'Afrique, c'est d'apprendre à se sentir l'héritière de tout ce qu'il y a d'universel dans toutes les civilisations humaines.

C'est de s'approprier les droits de l'homme, la démocratie, la liberté, l'égalité, la justice comme l'héritage commun de toutes les civilisations et de tous les hommes.

C'est de s'approprier la science et la technique modernes comme le produit de toute l'intelligence humaine.

Le défi de l'Afrique est celui de toutes les civilisations, de toutes les cultures, de tous les peuples qui veulent garder leur identité sans s'enfermer parce qu'ils savent que l'enfermement est mortel.

Les civilisations sont grandes à la mesure de leur participation au grand métissage de l'esprit humain.

La faiblesse de l'Afrique qui a connu sur son sol tant de civilisations brillantes, ce fut longtemps de ne pas participer assez à ce grand métissage. Elle a payé cher, l'Afrique, ce désengagement du monde qui l'a rendue si vulnérable. Mais, de ses malheurs, l'Afrique a tiré une force nouvelle en se métissant à son tour. Ce métissage, quelles que fussent les conditions douloureuses de son avènement, est la vraie force et la vraie chance de l'Afrique au moment où émerge la première civilisation mondiale.

La civilisation musulmane, la chrétienté, la colonisation, au-delà des crimes et des fautes qui furent commises en leur nom et qui ne sont pas excusables, ont ouvert les cœurs et les mentalités africaines à l'universel et à l'histoire.

Ne vous laissez pas, jeunes d'Afrique, voler votre avenir par ceux qui ne savent opposer à l'intolérance que l'intolérance, au racisme que le racisme.

Ne vous laissez pas, jeunes d'Afrique, voler votre avenir par ceux qui veulent vous exproprier d'une histoire qui vous appartient aussi parce qu'elle fut l'histoire douloureuse de vos parents, de vos grands-parents et de vos aïeux.

N'écoutez pas, jeunes d'Afrique, ceux qui veulent faire sortir l'Afrique de l'histoire au nom de la tradition parce qu'une Afrique ou plus rien ne changerait serait de nouveau condamnée à la servitude.

N'écoutez pas, jeunes d'Afrique, ceux qui veulent vous empêcher de prendre votre part dans l'aventure humaine, parce que sans vous, jeunes d'Afrique qui êtes la jeunesse du monde, l'aventure humaine sera moins belle.

N'écoutez pas jeunes d'Afrique, ceux qui veulent vous déraciner, vous priver de votre identité, faire table rase de tout ce qui est africain, de toute la mystique, la religiosité, la sensibilité, la mentalité africaine, parce que pour échanger il faut avoir quelque chose à donner, parce que pour parler aux autres, il faut avoir quelque chose à leur dire.

Ecoutez plutôt, jeunes d'Afrique, la grande voix du Président Senghor qui chercha toute sa vie à réconcilier les héritages et les cultures au croisement desquels les hasards et les tragédies de l'histoire avaient placé l'Afrique.

Il disait, lui l'enfant de Joal, qui avait été bercé par les rhapsodies des griots, il disait : « nous sommes des métis culturels, et si nous sentons en nègres, nous nous exprimons en français, parce que le français est une langue à vocation universelle, que notre message s'adresse aussi aux Français et aux autres hommes ».

Il disait aussi : « le français nous a fait don de ses mots abstraits -si rares dans nos langues maternelles. Chez nous les mots sont naturellement nimbés d'un halo de sève et de sang ; les mots du français eux rayonnent de mille feux, comme des diamants. Des fusées qui éclairent notre nuit ».

Ainsi parlait Léopold Senghor qui fait honneur à tout ce que l'humanité comprend d'intelligence. Ce grand poète et ce grand Africain voulait que l'Afrique se mit à parler à toute l'humanité et lui écrivait en français des poèmes pour tous les hommes.

Ces poèmes étaient des chants qui parlaient, à tous les hommes, d'êtres fabuleux qui gardent des fontaines, chantent dans les rivières et qui se cachent dans les arbres.

Des poèmes qui leur faisaient entendre les voix des morts du village et des ancêtres.

Des poèmes qui faisaient traverser des forêts de symboles et remonter jusqu'aux sources de la mémoire ancestrale que chaque peuple garde au fond de sa conscience comme l'adulte garde au fond de la sienne le souvenir du bonheur de l'enfance.

Car chaque peuple a connu ce temps de l'éternel présent, où il cherchait non à dominer

l'univers mais à vivre en harmonie avec l'univers. Temps de la sensation, de l'instinct, de l'intuition. Temps du mystère et de l'initiation. Temps mystique où le sacré était partout, où tout était signes et correspondances. C'est le temps des magiciens, des sorciers et des chamanes. Le temps de la parole qui était grande, parce qu'elle se respecte et se répète de génération en génération, et transmet, de siècle en siècle, des légendes aussi anciennes que les dieux.

L'Afrique a fait se ressouvenir à tous les peuples de la terre qu'ils avaient partagé la même enfance. L'Afrique en a réveillé les joies simples, les bonheurs éphémères et ce besoin, ce besoin auquel je crois moi-même tant, ce besoin de croire plutôt que de comprendre, ce besoin de ressentir plutôt que de raisonner, ce besoin d'être en harmonie plutôt que d'être en conquête.

Ceux qui jugent la culture africaine arriérée, ceux qui tiennent les Africains pour de grands enfants, tous ceux-là ont oublié que la Grèce antique qui nous a tant appris sur l'usage de la raison avait aussi ses sorciers, ses devins, ses cultes à mystères, ses sociétés secrètes, ses bois sacrés et sa mythologie qui venait du fond des âges et dans laquelle nous puisons encore, aujourd'hui, un inestimable trésor de sagesse humaine.

L'Afrique qui a aussi ses grands poèmes dramatiques et ses légendes tragiques, en écoutant Sophocle, a entendu une voix plus familière qu'elle ne l'aurait crû et l'Occident a reconnu dans l'art africain des formes de beauté qui avaient jadis été les siennes et qu'il éprouvait le besoin de ressusciter.

Alors entendez, jeunes d'Afrique, combien Rimbaud est africain quand il met des couleurs sur les voyelles comme tes ancêtres en mettaient sur leurs masques, « masque noir, masque rouge, masque blanc-et-noir ».

Ouvrez les yeux, jeunes d'Afrique, et ne regardez plus, comme l'ont fait trop souvent vos aînés, la civilisation mondiale comme une menace pour votre identité mais la civilisation mondiale comme quelque chose qui vous appartient aussi.

Dès lors que vous reconnaîtrez dans la sagesse universelle une part de la sagesse que vous tenez de vos pères et que vous aurez la volonté de la faire fructifier, alors commencera ce que j'appelle de mes vœux, la Renaissance africaine.

Dès lors que vous proclamerez que l'homme africain n'est pas voué à un destin qui serait fatalement tragique et que, partout en Afrique, il ne saurait y avoir d'autre but que le bonheur, alors commencera la Renaissance africaine.

Dès lors que vous, jeunes d'Afrique, vous déclarerez qu'il ne saurait y avoir d'autres finalités pour une politique africaine que l'unité de l'Afrique et l'unité du genre humain, alors commencera la Renaissance africaine.

Dès lors que vous regarderez bien en face la réalité de l'Afrique et que vous la prendrez à bras le corps, alors commencera la Renaissance africaine. Car le problème de l'Afrique, c'est qu'elle est devenue un mythe que chacun reconstruit pour les besoins de sa cause.

Et ce mythe empêche de regarder en face la réalité de l'Afrique.

La réalité de l'Afrique, c'est une démographie trop forte pour une croissance économique trop faible.

La réalité de l'Afrique, c'est encore trop de famine, trop de misère.

La réalité de l'Afrique, c'est la rareté qui suscite la violence.

La réalité de l'Afrique, c'est le développement qui ne va pas assez vite, c'est l'agriculture qui ne produit pas assez, c'est le manque de routes, c'est le manque d'écoles, c'est le manque d'hôpitaux.

La réalité de l'Afrique, c'est un grand gaspillage d'énergie, de courage, de talents, d'intelligence.

La réalité de l'Afrique, c'est celle d'un grand continent qui a tout pour réussir et qui ne réussit pas parce qu'il n'arrive pas à se libérer de ses mythes.

La Renaissance dont l'Afrique a besoin, vous seuls, Jeunes d'Afrique, vous pouvez l'accomplir parce que vous seuls en aurez la force.

Cette Renaissance, je suis venu vous la proposer. Je suis venu vous la proposer pour que nous l'accomplissions ensemble parce que de la Renaissance de l'Afrique dépend pour une large part la Renaissance de l'Europe et la Renaissance du monde.

Je sais l'envie de partir qu'éprouvent un si grand nombre d'entre vous confrontés aux difficultés de l'Afrique.

Je sais la tentation de l'exil qui pousse tant de jeunes Africains à aller chercher ailleurs ce qu'ils ne trouvent pas ici pour faire vivre leur famille.

Je sais ce qu'il faut de volonté, ce qu'il faut de courage pour tenter cette aventure, pour quitter sa patrie, la terre où l'on est né, où l'on a grandi, pour laisser derrière soi les lieux familiers où l'on a été heureux, l'amour d'une mère, d'un père ou d'un frère et cette solidarité, cette chaleur, cet esprit communautaire qui sont si forts en Afrique.

Je sais ce qu'il faut de force d'âme pour affronter le dépaysement, l'éloignement, la solitude.

Je sais ce que la plupart d'entre eux doivent affronter comme épreuves, comme difficultés, comme risques.

Je sais qu'ils iront parfois jusqu'à risquer leur vie pour aller jusqu'au bout de ce qu'ils croient être leur rêve.

Mais je sais que rien ne les retiendra.

Car rien ne retient jamais la jeunesse quand elle se croit portée par ses rêves.

Je ne crois pas que la jeunesse africaine ne soit poussée à partir que pour fuir la misère.

Je crois que la jeunesse africaine s'en va parce que, comme toutes les jeunes, elle veut conquérir le monde.

Comme toutes les jeunes, elle a le goût de l'aventure et du grand large.

Elle veut aller voir comment on vit, comment on pense, comment on travaille, comment on étudie ailleurs.

L'Afrique n'accomplira pas sa Renaissance en coupant les ailes de sa jeunesse. Mais l'Afrique a besoin de sa jeunesse.

La Renaissance de l'Afrique commencera en apprenant à la jeunesse africaine à vivre avec le monde, non à le refuser.

La jeunesse africaine doit avoir le sentiment que le monde lui appartient comme à toutes les jeunes de la terre.

La jeunesse africaine doit avoir le sentiment que tout deviendra possible comme tout semblait possible aux hommes de la Renaissance.

Alors, je sais bien que la jeunesse africaine, ne doit pas être la seule jeunesse du monde assignée à résidence. Elle ne peut pas être la seule jeunesse du monde qui n'a le choix qu'entre la clandestinité et le repliement sur soi.

Elle doit pouvoir acquérir, hors d'Afrique la compétence et le savoir qu'elle ne trouverait pas chez elle.

Mais elle doit aussi à la terre africaine de mettre à son service les talents qu'elle aura développés. Il faut revenir bâtir l'Afrique ; il faut lui apporter le savoir, la compétence le dynamisme de ses cadres. Il faut mettre un terme au pillage des élites africaines dont l'Afrique a besoin pour se développer.

Ce que veut la jeunesse africaine c'est de ne pas être à la merci des passeurs sans scrupules qui jouent avec votre vie.

Ce que veut la jeunesse d'Afrique, c'est que sa dignité soit préservée.

C'est pouvoir faire des études, c'est pouvoir travailler, c'est pouvoir vivre décemment. C'est au fond, ce que veut toute l'Afrique. L'Afrique ne veut pas de la charité. L'Afrique ne veut pas d'aide. L'Afrique ne veut pas de passe-droit.

Ce que veut l'Afrique et ce qu'il faut lui donner, c'est la solidarité, la compréhension et le respect.

Ce que veut l'Afrique, ce n'est pas que l'on prenne son avenir en main, ce n'est pas que l'on pense à sa place, ce n'est pas que l'on décide à sa place.

Ce que veut l'Afrique est ce que veut la France, c'est la coopération, c'est l'association, c'est le partenariat entre des nations égales en droits et en devoirs.

Jeunesse africaine, vous voulez la démocratie, vous voulez la liberté, vous voulez la justice, vous voulez le Droit ? C'est à vous d'en décider. La France ne décidera pas à votre place. Mais si vous choisissez la démocratie, la liberté, la justice et le Droit, alors la France s'associera à vous pour les construire.

Jeunes d'Afrique, la mondialisation telle qu'elle se fait ne vous plaît pas. L'Afrique a payé trop cher le mirage du collectivisme et du progressisme pour céder à celui du laisser-faire.

Jeunes d'Afrique vous croyez que le libre échange est bénéfique mais que ce n'est pas une religion. **Vous croyez que la concurrence est un moyen mais que ce n'est pas une fin en soi. Vous ne croyez pas au laisser-faire. Vous savez qu'à être trop naïve, l'Afrique serait condamnée à devenir la proie des prédateurs du monde entier. Et cela vous ne le voulez pas. Vous voulez une autre mondialisation, avec plus d'humanité, avec plus de justice, avec plus de règles.**

Je suis venu vous dire que la France la veut aussi. Elle veut se battre avec l'Europe, elle veut se battre avec l'Afrique, elle veut se battre avec tous ceux, qui dans le monde, veulent changer la mondialisation. Si l'Afrique, la France et l'Europe le veulent ensemble, alors nous réussirons. Mais nous ne pouvons pas exprimer une volonté à votre place.

Jeunes d'Afrique, vous voulez le développement, vous voulez la croissance, vous voulez la hausse du niveau de vie.

Mais le voulez-vous vraiment ? Voulez-vous que cessent l'arbitraire, la corruption, la violence ? Voulez-vous que la propriété soit respectée, que l'argent soit investi au lieu d'être détourné ? Voulez-vous que l'État se remette à faire son métier, qu'il soit allégé des bureaucraties qui l'étouffent, qu'il soit libéré du parasitisme, du clientélisme, que son autorité soit restaurée, qu'il domine les féodalités, qu'il domine les corporatismes ? Voulez-vous que partout règne l'État de droit qui permet à chacun de savoir raisonnablement ce qu'il peut attendre des autres ?

Si vous le voulez, alors la France sera à vos côtés pour l'exiger, mais personne ne le voudra à votre place.

Voulez-vous qu'il n'y ait plus de famine sur la terre africaine ? Voulez-vous que, sur la terre africaine, il n'y ait plus jamais un seul enfant qui meure de faim ? Alors cherchez

l'autosuffisance alimentaire. Alors développez les cultures vivrières. L'Afrique a d'abord besoin de produire pour se nourrir. Si c'est ce que vous voulez, jeunes d'Afrique, vous tenez entre vos mains l'avenir de l'Afrique, et la France travaillera avec vous pour bâtir cet avenir.

Vous voulez lutter contre la pollution ? Vous voulez que le développement soit durable ?

Vous voulez que les générations actuelles ne vivent plus au détriment des générations futures ? Vous voulez que chacun paye le véritable coût de ce qu'il consomme ? Vous voulez développer les technologies propres ? C'est à vous de le décider. Mais si vous le décidez, la France sera à vos côtés.

Vous voulez la paix sur le continent africain ? Vous voulez la sécurité collective ? Vous voulez le règlement pacifique des conflits ? Vous voulez mettre fin au cycle infernal de la vengeance et de la haine ? C'est à vous, mes amis africains, de le décider. Et si vous le décidez, la France sera à vos côtés, comme une amie indéfectible, mais la France ne peut pas vouloir à la place de la jeunesse d'Afrique.

Vous voulez l'unité africaine ? La France le souhaite aussi.

Parce que la France souhaite l'unité de l'Afrique, car l'unité de l'Afrique rendra l'Afrique aux Africains.

Ce que veut faire la France avec l'Afrique, c'est regarder en face les réalités. C'est faire la politique des réalités et non plus la politique des mythes.

Ce que la France veut faire avec l'Afrique, c'est le co-développement, c'est-à-dire le développement partagé.

La France veut avec l'Afrique des projets communs, des pôles de compétitivité communs, des universités communes, des laboratoires communs.

Ce que la France veut faire avec l'Afrique, c'est élaborer une stratégie commune dans la mondialisation.

Ce que la France veut faire avec l'Afrique, c'est une politique d'immigration négociée ensemble, décidée ensemble pour que la jeunesse africaine puisse être accueillie en France et dans toute l'Europe avec dignité et avec respect.

Ce que la France veut faire avec l'Afrique, c'est une alliance de la jeunesse française et de la jeunesse africaine pour que le monde de demain soit un monde meilleur.

Ce que veut faire la France avec l'Afrique, c'est préparer l'avènement de l'Eurafrrique, ce grand destin commun qui attend l'Europe et l'Afrique.

A ceux qui, en Afrique, regardent avec méfiance ce grand projet de l'Union Méditerranéenne que la France a proposé à tous les pays riverains de la Méditerranée, je veux dire que, dans l'esprit de la France, il ne s'agit nullement de mettre à l'écart l'Afrique, qui s'étend au sud du Sahara mais, qu'au contraire, il s'agit de faire de cette Union le pivot de l'Eurafrrique, la première étape du plus grand rêve de paix et de prospérité qu'Européens et Africains sont capables de concevoir ensemble.

Alors, mes chers Amis, alors seulement, l'enfant noir de Camara Laye, à genoux dans le silence de la nuit africaine, saura et comprendra qu'il peut lever la tête et regarder avec confiance l'avenir. Et cet enfant noir de Camara Laye, il sentira réconciliées en lui les deux parts de lui-même. Et il se sentira enfin un homme comme tous les autres hommes de l'humanité.

Je vous remercie.

LES REACTIONS

Malgré quelques précautions oratoires, le discours prononcé à Dakar par Nicolas Sarkozy le 26 juillet 2007 concentre tous les traits dominants de la vision néo-conservatrice occidentale des peuples africains, dans la droite ligne des préjugés racistes de l'époque coloniale.

Comme le note le philosophe **Boubacar Boris Diop** : « *A Dakar, le président de la République a refusé d'appeler l'université par son nom, parce qu'il lui en coûtait sans doute de prononcer celui de Cheikh Anta Diop* ». Ce livre contient d'ailleurs les contributions de cinq enseignants de diverses disciplines de cette université

Le thème sarkozyen du « *refus de la repentance* », une « *repentance* » que, pour plusieurs d'entre eux, d'ailleurs, nul n'avait songé à lui demander.

Professeur Ibrahima Thioub

Les intérêts privés et publics impliqués dans le trafic négrier, puis dans l'économie coloniale, ont senti très tôt la nécessité de légitimer auprès de leur opinion publique la mobilisation et l'investissement des ressources publiques dans les terres lointaines. La presse et l'école, outils par excellence de façonnage de ces opinions, ont été mobilisées dans ce sens.

« Sauver l'âme » des Noirs, accomplir une « mission civilisatrice », mettre « à la disposition de l'humanité » les ressources laissées en souffrance par les « peuples primitifs », protéger les peuples de ces terres lointaines contre « les pratiques barbares » de leurs « roitelets », sont le terreau idéologique qui a donné bonne conscience aux porteurs de l'expansion de l'Europe qui soumettaient au régime de servitude ou à la domination coloniale les peuples non européens. Impériaux ou républicains, des plus radicaux au plus conservateurs, les pouvoirs politiques européens de cette époque, adossés sur les lumières d'une intelligentsia le plus souvent acquise à leur cause, n'ont jamais douté de leur bon droit à se procurer les esclaves dont l'économie coloniale américaine avait besoin ou à se tailler plus tard, dans une violence souvent sans borne, des territoires coloniaux.

Les idéologues de l'expansion européenne, sous ses versions esclavagiste ou coloniale, n'ont cessé de travailler leurs opinions publiques, d'autant plus faciles à convaincre que le meilleur de la science et de la foi de l'époque donnait caution et bénédiction aux pires atrocités, exécutées au nom des lumières d'une civilisation triomphant des ténèbres. Il était bien sûr inconcevable que les ressources infinies dont regorgent des continents comme l'Afrique soient laissées en friche, du simple fait de « l'indolence, de l'oisiveté ou de la barbarie » de leurs habitants !

Les savoirs producteurs d'une mentalité africaine pigmentaire, mystique, religieuse, sensible, ne relèvent point d'un déficit de culture historique. Ce discours qui drape l'Afrique dans les mythes de l'enfance du monde est au service d'intérêts qui n'ont rien de mythique. Au demeurant, s'il a déjà servi à légitimer les conquêtes coloniales du XIX^e siècle, voire les traites esclavagistes, depuis les dernières décennies, nombreux sont les régimes politiques africains et leurs élites gouvernantes, du politique à l'académique, qui ont manipulé cette lecture nativiste de l'Afrique pour légitimer la brutalité de leur pouvoir, soutenu par des réseaux qui ne s'embarrassent pas de la couleur de peau ou de la nationalité.

Ce type de savoir qui réduit les conflits à des catégories a- historiques et fige l'un des protagonistes dans une nature immuable, obstacle à tout essor, permet de jeter un voile sur les enjeux réels des relations entre les peuples et en leur sein. Il confère légitimité à la brutalité des pouvoirs au nom de la mise en oeuvre de politiques déclinées sous les vocables de « mise en valeur » à l'époque coloniale, de « développement » depuis la fin Deuxième Guerre mondiale ou « d'humanitaire » plus récemment. Ce type d'intervention qui prend la figure d'une action missionnaire, relayée par les élites autochtones intéressées, stigmatise toute opposition à sa philosophie, à ses objectifs et à sa mise en oeuvre comme un refus du progrès contre lequel l'usage de la violence est légitime. La majorité des pouvoirs africains issus du

mouvement anticolonial ont adopté et adapté ce savoir qui fait corps avec la violence, en exhumant et en exaltant « des traditions africaines » mises hors de toute temporalité. Cette riposte n'est pas une affaire d'Africains blessés dans leur dignité, mais une affaire d'historiens, ceux du Nord comme du Sud, soucieux de rétablir la vérité des faits contre toutes les tentatives de manipulation.

Préface, par Elikia M'Bokolo - Introduction générale, par *Adame Ba Konaré* - I / Qui a dit que l'Afrique n'avait pas d'histoire ? - 1. Un essai de périodisation de l'histoire africaine, par *Catherine Coquery-Vidrovitch* - 2. Innovations et dynamiques créatives dans la préhistoire africaine, par *Éric Huysecom et Kléna Sanogo* - 3. Universalité des valeurs et idéal d'humanité en Afrique : témoignages d'explorateurs, par *Drissa Diakité* - 4. La gestion et la prévention des crises de subsistance dans les sociétés précoloniales du Sahel : mythe ou réalité ?, par *Boureima Alpha Gado* - 5. L'opposition tradition/modernité comme modèle d'analyse des réalités africaines, par *Doulaye Konaté* - II / Un discours d'un autre âge ? - 6. Les visions françaises de l'Afrique et des Africains, par *Pierre Boilley* - 7. Le musée du quai Branly ou l'histoire oubliée, par *Catherine Coquery-Vidrovitch* - 8. Le refus de savoir est un refus de reconnaissance, par *Bogumil Jewsiewicki* - 9. L'enseignement du fait colonial dans une perspective d'histoire mondiale, par *Tayeb Chenntouf* - 10. Apologie du colonialisme, usages de l'histoire et identité nationale : sur la rhétorique de Nicolas Sarkozy, par *Olivier Le Cour Grandmaison* - III / Qui est responsable des « difficultés actuelles » de l'Afrique ? - 11. Quelques aspects de la contribution de l'Afrique au développement du Nouveau Monde et de la France, par *Hassimi Maïga* - 12. Aux origines de la traite négrière transatlantique : introduction au débat sur la responsabilité africaine, par *Kinvi Logossah* - 13. L'esclavage et les traites en Afrique occidentale : entre mémoires et histoires, par *Ibrahima Thioub* - 14. Le rôle de la colonisation dans l'« immobilisme » des sociétés africaines, par *John O. Igué* - 15. Pérennité des structures de dépendance et reproduction du sous-développement : le cas du Bénin (ex-Dahomey) de la colonisation à aujourd'hui, par *Sébastien Dossa Sotindjo* - 16. La crise ivoirienne : le poids de l'histoire coloniale, par *Daouda Gary-Tounkara* - IV / Qui a parlé de Renaissance africaine ? - 17. La philosophie négro-africaine : une lutte permanente pour sa reconnaissance, par *Sandra Fagbohoun* - 18. L'Union pour la Méditerranée : un projet pour diviser l'Afrique et tourner le dos à la Francophonie, par *Isidore Ndaywel è Nziem* - 19. Le Sahara n'est pas une frontière, par *Djohar Sidhoum-Rahal* - 20. La Renaissance africaine : un défi à relever, par *Alioune Sall* - 21. Gouvernance et expérience démocratique en Afrique : l'éclairage de la culture et de l'histoire, par *Adame Ba Konaré* - Postface, par *Catherine Clément* - Orientations bibliographiques, par *Daouda Gary Tounkara* - Les auteurs - Index.

Le discours de Sarkozy à Dakar

Adama Ba Konaré

En tout cas, sitôt prononcé, le discours de Nicolas Sarkozy a déchaîné passions et réactions indignées en chaîne chez nombre d'intellectuels africains qui l'ont considéré comme insultant et donc inacceptable [10].

Cet ouvrage est le résultat de cette mobilisation : vingt-cinq contributions de spécialistes de notoriété internationale ou de plus jeunes chercheurs, africains et européens, qui abordent chacun avec rigueur et précision un pan de l'histoire riche, complexe et trop souvent méconnue du continent. La construction à la fois chronologique et thématique de l'ouvrage permet de réfuter point par point les poncifs hérités de l'ethnologie coloniale véhiculés par le discours de Dakar et de prodiguer plus largement une véritable leçon d'histoire pour en finir avec le regard statique porté sur l'Afrique.

Dans le débat télévisé qu'il a accordé à la télévision le 24 avril 2008 à l'occasion de la fin de sa première année de mandature à la tête de la République, il proclame cette ambition, alors qu'à la date du 23 avril, les sondages le classent en dernière position (40 %) du classement des chefs d'État ayant le mieux représenté la France de son époque. Charles de Gaulle (88 %) vient en tête de peloton, suivi de François Mitterrand (74 %), Georges Pompidou (69 %), Jacques Chirac (66 %), Valéry Giscard D'Estaing (56 %) : sondage CSA publié dans Le Parisien du 24 avril 2008.

A propos du "Discours de Dakar" de Nicolas Sarkozy

Laurence de Cock- Pierrepont [1]

Le discours de Nicolas Sarkozy prononcé à l'Université de Dakar a provoqué un tollé chez les intellectuels africains. Le site de la LDH (section de Toulon) s'en est fait largement l'écho. Deux textes y soulèvent les principaux objets d'indignation face aux propos qui épousent sans complexe la vision « frivole et exotique » de l'Afrique (Mbembe), au mépris de toutes les recherches scientifiques africaines, françaises ou conjointes : « **L'Afrique de Nicolas Sarkozy** » par Achille Mbembe, Professeur d'histoire et de science politique au Wits Institute for Social and Economic Research à Johannesburg ; « **lettre à Nicolas Sarkozy** » par Ibrahima Thioub, professeur d'histoire à l'Université de Dakar. Le CVUH ne peut que s'associer à cette légitime dénonciation. Catherine Coquery-Vidrovitch [2] a d'ailleurs déjà ouvertement soutenu ses collègues africains, s'indignant de cette méconnaissance partagée de l'histoire africaine, jusqu'au milieu journalistique.

Sans reprendre tous les arguments déjà fort clairement exposés par les textes sus-cités, il convient de s'arrêter sur les aspects principaux de ce discours qui s'inscrivent dans la logique des usages publics de l'histoire par Nicolas Sarkozy, et qui révèlent, outre son ignorance et son désintérêt profond pour l'Afrique, la matrice idéologique de sa politique.

Car au regard de l'ensemble des discours de Nicolas Sarkozy, celui de Dakar ne fait pas vraiment rupture. Comme dans tous les autres, on peut en effet y lire sa tentative de camoufler son refus du débat politique derrière des signes de réconciliation ou d'union qui confinent à l'amnistie symbolique, tentative dont la thématique de l'anti-repentance et le procédé d'infantilisation sont les principaux outils. Ce mécanisme est très visible dans le discours de Dakar. Le premier argument relève du déni d'historicité illustré par la phrase qui a soulevé légitimement l'ire des auditeurs africains : « *Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.* » Sous couvert d'une admiration pour cette spiritueuse terre de mystère et de magie, l'attribution d'un « zéro de température historique » (Marshall Sahlins) au continent africain témoigne d'une posture ethnocentrique et paternaliste qui lui permet, au passage, de réactualiser la mission civilisatrice d'une ancienne métropole porteuse des secrets de la marche vers le progrès : « *Cette Renaissance, je suis venu vous la proposer. Je suis venu vous la proposer pour que nous l'accomplissions ensemble, parce que de la Renaissance de l'Afrique dépend pour une large part la Renaissance de l'Europe et la Renaissance du monde.* » [3] Derrière un patchwork de références et de citations littéraires dont semble friand Henri Guaino, le concepteur de ses discours, Nicolas Sarkozy s'arroge un droit d'anticipation des désirs et volontés des « *Africains* » pour se poser comme l'homme providentiel venu libérer un peuple de ses ancestraux fantômes.

Il fallait une certaine dose de mépris pour faire fi du fait que l'auditoire à Dakar se composait des meilleurs universitaires du pays peu disposés à se laisser faire la leçon. C'est que le Président français s'adresse, ce jour-là, à un continent entier : « *Ce que l'Afrique veut... je suis venu le lui donner* ». Le procédé rhétorique est bien rôdé, et les formules répétitives qui

scandent les propos tentent de produire leur « effet-vérité » derrière une fausse envolée lyrique que l'on sait en réalité très contrôlée. Soucieux de rassembler, le discours n'évince, en apparence, aucun sujet épineux. Conscient en effet des enjeux politiques soulevés par l'histoire de l'esclavage et celle de la colonisation, Nicolas Sarkozy s'empare de ces questions, mais la thématique de l'anti-repentance lui permet de désamorcer toutes possibilités de débats potentiellement conflictuels : « *Je suis venu vous proposer de regarder ensemble, Africains et Français, au-delà de cette déchirure et au-delà de cette souffrance* ». En se posant comme le grand réconciliateur, Nicolas Sarkozy poursuit sa quête de consensus, laquelle témoigne d'une vision très particulière de la démocratie. « *Je veux une démocratie irréprochable* » disait-il dans un précédent discours (14 janvier 2007) ; et on pourra méditer longtemps sur cette alliance de mots qui vise à purger la démocratie de ce qui fait son essence même, l'acceptation du conflit.

Laurence De Cock-Pierrepont

Le Président et sa plume Guaino affectionnent les grands auteurs du passé. Il a invoqué à Dakar Senghor et *l'Enfant noir* de Camara Laye (1953), il s'est référé à Rabat à Lyautey (premier Résident général du protectorat en 1912), il se met en Algérie sous la protection d'Albert Camus (mort en 1960) dont à la veille de son voyage il déclare que, grâce à lui, il a la nostalgie « de ne pas être né en Afrique du Nord ». Autrement dit, ses références datent de l'ère coloniale. L'Afrique n'aurait pas bougé depuis que la France l'a quittée...

Le discours de Dakar (26 juillet 2007), devant l'aréopage des universitaires du pays, a scandalisé. Certes, le Président a souligné le passif passé de la colonisation. Mais il a traité ses hôtes de grands enfants demeurés dans un passé immobile, et s'est proposé pour les conduire à la « renaissance » ... en marche depuis longtemps [3]. Rebelote au discours de Tanger (23 octobre) : comprendra qui voudra, Lyautey, ce colonisateur fier de l'être (« Je me sentais né pour créer et je crée, pour commander et je commande »), aura été nommé, affirme Sarkozy, pour « accompagner [les Marocains] sur le chemin de la liberté » qu'ils venaient de perdre. Ce qui n'empêche pas un tour de passe-passe (coutumier au temps colonial) : d'un côté, l'Afrique noire est exclue de l'histoire ; de l'autre, l'Afrique blanche méditerranéenne est installée au cœur de ... la même histoire.

En France, les stèles mémorielles à la gloire des Français, harkis compris depuis peu (dont la dernière à Perpignan le 25 novembre, la prochaine à Sète) se multiplient dans les municipalités désireuses de gagner des voix. Or, la pétition des chercheurs spécialistes de l'histoire algérienne publiée samedi dans *l'Huma* l'explique : la compréhension du passé doit « être accomplie non par des entreprises mémorielles unilatérales privilégiant une catégorie de victimes, mais par un travail historique rigoureux conçu en partenariat » : franco-algérien, franco-africain, franco-vietnamien. La bibliothèque de Guaino s'est arrêtée au siècle dernier...

Mémoire coloniale, histoire et politique [4]

« Réconcilier les mémoires », ce n'est pas une incantation politique : c'est un travail de savoir. Un proverbe africain le dit bien : « pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient ». Le « devoir de mémoire » souvent mis en avant par les politiques impose à l'amont un « travail de mémoire » ; c'est l'historien qui analyse les mémoires en qualité de sources respectables mais à interpréter – comme n'importe quelle autre source –. L'histoire coloniale française n'a pris fin qu'avec les indépendances en Afrique noire (1960) et la guerre d'Algérie (1962). La mémoire « vivante » des anciens acteurs est encore là, pleine d'affect ; la mémoire reconstruite par les descendants l'est aussi, manipulée par les aléas de la transmission, et manipulable.

Aujourd'hui ces mémoires coloniales restent à vif. Car, de part et d'autre, la consolidation de la communauté politique (France, Algérie, Sénégal...) est en jeu ; même si l'historien est protégé par son exigence de rigueur dans l'analyse exhaustive, rigoureuse et critique des

documents du passé, il ne peut pas plus que les autres se démarquer totalement de sa propre mémoire, processus de construction subjective lié à sa position dans l'espace et dans le temps. Entre descendants de colonisés et de colonisateurs, l'affectivité réciproque est difficile à transcender car nous sommes dans l'histoire immédiate. Les mémoires traumatisées s'agitent dans tous les sens : Français blancs peu concernés qui se pensent les plus « objectifs » ; Français noirs, beurs ou « pieds-noirs » ; descendants de « porteurs de valises » ou au contraire de pro-OAS ; enfants de colonisateurs ou de coopérants... Ces mémoires contrastées ne concernent pas que des Français. C'est pourquoi il est contraire à toute « réconciliation » d'élever des « mémoriaux » en célébrant les morts d'un camp sans s'occuper de l'autre. Ce qu'on faisait aux colonisés qui étaient des « sujets indigènes », il est insultant de le faire à l'égard de citoyens qui ont droit à notre respect.

Le seul recours, c'est comprendre ces mémoires et les surmonter par le savoir, sans tabou et en travaillant de concert. Foin de la *repentance*, terme moral et politique. Les intellectuels qui utilisent ce gros mot comme une insulte sont mauvais chercheurs ou malhonnêtes, ils induisent son maniement irresponsable par les politiques qui ne s'en servent que pour discréditer leurs opposants. L'historien n'a pas à juger mais à analyser comment et pourquoi la colonisation a été, comment elle a transformé et les colonisés et les colonisateurs, quels en furent – et quels qu'ils furent – les effets induits et les héritages aujourd'hui dans leurs pays respectifs. Il ne s'agit ni de pardon ni d'oubli : tout « non-dit » est ennemi du savoir, de l'intelligence réciproque, de la réconciliation.

Le débat est posé en termes de « spécificité nationale française » menacée, ce qui élude la vraie question, celle des discriminations raciales (dans l'emploi, le logement, la vie quotidienne) à l'égard de groupes condamnés par le regard des autres à constituer une « communauté d'immigrés ». C'est l'absurdité du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale, qui confond à dessein les deux termes pour figer l'identité nationale et du même coup figer les immigrants (jusqu'à combien de générations ?). La tâche de l'État est de définir la nationalité et d'en imposer les règles à tous, aux « vieux » Français comme aux nouveaux, par l'éducation etc. Mais le politique n'a pas à définir l'identité nationale : comment définir une fois pour toutes ce qui est en constant devenir, précisément en fonction du creuset culturel français ? C'est le travail du chercheur en sciences sociales, du socio-historien dirait Gérard Noiriel, mais pas du fonctionnaire d'autorité.

Catherine Coquery-Vidrovitch

Un sociologue confirme l'étendue des discriminations que vivent les jeunes issus de l'immigration dans le domaine de l'emploi. Quant au discours de nos gouvernants, un rapporteur spécial de l'ONU contre le racisme avait estimé en juin dernier que **le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale participe à une « banalisation du racisme »**.

ONU : un racisme « pernicieux » perdure en France

[NOUVELOBS.COM - 28.09.2007 - 18:13]

De retour d'une mission de 10 jours en France, l'émissaire de l'ONU **Gay MacDougall** a déclaré, vendredi 28 septembre, qu'un racisme « *pernicieux* » perdure en France, où des minorités sont reléguées dans des « *ghettos* » sans espoir de promotion sociale. Regrettant l'« *ambiguïté* » du discours politique à cet égard, **Gay MacDougall s'est « rendu compte que le racisme était un sentiment pernicieux dans la société » française.** « *Des personnes qui ont beaucoup travaillé, qui ont respecté toutes les règles du jeu et qui croient sincèrement aux principes de la République française se retrouvent piégées dans des ghettos urbains où le taux de chômage dans certains cas peut dépasser les 40%* », a affirmé lors d'une conférence de presse l'experte américaine, qui s'est rendue notamment dans des banlieues défavorisées de Paris, Marseille et Strasbourg.

Concept de minorité

Les jeunes d'origine immigrée « *se sentent discriminés et rejetés par une conception rigide de l'identité nationale française qui ne leur convient pas* », a-t-elle ajouté. Gay McDougall a noté des « *pas en avant très importants* » dans un pays qui « *rejette historiquement le concept même de minorité parce que contraire aux principes de la République* », comme l'autorisation prévue de statistiques par origines ethniques, jusqu'à présent interdites en France, et le débat lancé sur la « *discrimination positive* » par le président Nicolas Sarkozy.

Tests ADN

Par ailleurs, Gay McDougall a regretté « *l'ambiguïté* » de certaines mesures et déclarations des responsables politiques français sur l'immigration, citant notamment le débat sur l'introduction de tests ADN pour les candidats au regroupement familial et la mise en avant systématique de la notion d'« *identité nationale* ». « *La France est en train d'engager un virage, mais sans un leadership engagé absolument sans la moindre ambiguïté, la voie ne sera pas la bonne. Il faut que tout le monde comprenne que le gouvernement est contre la discrimination et pour l'égalité* », a-t-elle assuré.

L'émissaire doit présenter un rapport à Genève en mars lors de la prochaine session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

Les jeunes issus de l'immigration et la bataille de l'emploi en France : Silence on discrimine ! par Mohamed Madoui, Sociologue Enseignant-chercheur CNAM, LISE-CNRS

Le Quotidien d'Oran du 29 sept. 2007

« Notre couleur, c'est notre douleur », déclarait un jeune Français d'origine marocaine à la journaliste qui l'interrogeait, le 9 novembre 2005 sur France 3, à propos des événements de Clichy Sous-Bois.

Cette formule résume à elle seule tout le désarroi des jeunes des cités confrontés à la banalisation du racisme tant sur le marché du travail que sur le plan du logement social ou des loisirs.

Un constat que vient de confirmer l'étude conduite par **Dominique Meurs, Ariane Pailhé et Patrick Simon [1]** dont les résultats rejoignent ceux obtenus en 1991 par le **sociologue Eric Maurin** qui concluait déjà à cette époque à la montée en force de la « **spirale de la précarité** » **qui frappe en premier lieu la main-d'oeuvre d'origine étrangère**. Il calculait un risque de chômage supérieur de 79% pour les Maghrébins par rapport à la référence française et, inférieur de 49% pour les Portugais. Près de vingt ans plus tard, la situation ne s'est guère améliorée. « Les déterminants de cette surexposition à la perte ou à l'absence d'emploi ne relèvent pas tous, poursuit Patrick Simon et à des caractéristiques personnelles, que ce soit la formation initiale, l'origine sociale, l'âge ou la composition familiale. Toutes choses égales par ailleurs, les écarts atteignent des niveaux impressionnants en ce qui concerne les immigrés d'origine non européenne, et restent élevés pour les deuxièmes générations d'origine maghrébine ou africaine ». Ainsi, les jeunes issus de l'immigration maghrébine souffrent d'un handicap, celui d'être d'origine non européenne, et combien même ils possèdent la nationalité française et les diplômes nécessaires, ils sont confrontés, sur le marché du travail, à une véritable difficulté celle d'accéder à un emploi.

A cette question des origines, un jeune d'origine algérienne, interrogé dans le cadre de notre enquête [2], a le sentiment que son origine algérienne pose problème :

« Bien que citoyen français, on me renvoie toujours à mes origines ethniques... A chaque fois que je recherche un emploi ou que je me présente à quelqu'un on me demande si je suis Algérien, Marocain ou Tunisien. Moi je suis né ici, je suis Français mais dans la tête des Français finalement il n'y a aucune différence. Tu es un Arabe, ils te regardent comme quelqu'un qui n'a rien à faire ici, tu es en plus, et de ce fait tu acceptes ton sort. Ils nous

dénigrent même cette appartenance de français de seconde zone... J'ai l'impression de revivre le scénario de la colonisation et de la guerre d'Algérie... Comment voulez-vous croire alors au modèle français d'intégration républicaine comme ils disent quand on est systématiquement situé en fonction de la couleur de sa peau, de l'intonation de son nom ou de son accent ».

(Patron d'une petite entreprise de transport, 37 ans).

Dans le même ordre d'idées, un autre jeune avocat, que nous avons interviewé, nous confie qu'« il avait envoyé près de deux cents demandes de candidature » et qu'il « n'a obtenu que deux entretiens ». D'une voix traduisant la déception, il s'explique en disant ceci : « il m'était impossible de trouver un stage à ma sortie de l'école des avocats ; j'ai envoyé une centaine de demandes pour effectuer un stage avec un avocat, je n'ai reçu aucune réponse favorable ».

La création de son cabinet d'avocat est ici salvatrice, une sortie de tunnel pour ne pas dire des « ténèbres » car rien ne le disposait à créer son « entreprise » si ce n'est la menace de la précarité et du chômage, aggravée, comme il dit, par un contexte social de banalisation de la discrimination touchant essentiellement les populations issues de l'immigration maghrébine.

La discrimination touche également beaucoup de jeunes apprentis sortis des centres de formation professionnels (CFA) qui se voient refuser des stages et ont du mal à trouver un employeur pour finaliser leur contrat. Parfois, note l'un des jeunes entrepreneurs interviewés, cette discrimination se joue dès les premières démarches pour s'inscrire dans un CFA. « Pour m'inscrire dans un CFA, il fallait que je trouve un employeur qui accepte de me prendre en apprentissage. Le CFA vous fournit une liste de patrons à contacter mais c'est à vous de vous débrouiller pour trouver un employeur. Quand vous habitez le 93 ou Sarcelles et que vous vous appelez Ali ou Mohamed, je peux vous dire que le parcours du combattant commence déjà à cet âge où l'on essaye d'entrer dans le marché du travail. Au début, on se culpabilise mais quand on se rend compte que les jeunes recalés du quartier sont pratiquement tous issus de l'immigration maghrébine ou africaine, alors là on se pose vraiment la question ».

Trouver un stage ou un emploi : un parcours du combattant

Dans son ouvrage « Le monde apprenti » paru en 2003, le sociologue Gilles Moreau souligne, en effet, que parmi les jeunes qui n'arrivent pas à entrer en apprentissage faute d'avoir trouvé une entreprise d'accueil, figure une proportion non négligeable de jeunes issus de l'immigration. Parfois ce sont même les CFA qui dressent des barrages à l'entrée de ces jeunes en apprentissage, en estimant qu'ils font partie de ces catégories de jeunes « stigmatisés » pour lesquels il est difficile de trouver des entreprises d'accueil.

Par conséquent, au lieu de s'attaquer à la racine du mal qu'est la discrimination à l'embauche, certains CFA se contentent, tout simplement, de refuser l'accès de ces jeunes à l'apprentissage en prétextant qu'ils sont difficiles à placer dans des entreprises. Ce constat a été confirmé par un formateur dans un CFA public de la région parisienne qui témoigne des exigences de certains employeurs qui refusent d'embaucher des jeunes issus de l'immigration : « dans la restauration, les entreprises nous font souvent comprendre qu'un apprenti de couleur ou d'origine maghrébine n'a pas sa place dans les emplois en contact direct avec la clientèle » (Le Monde du 8 mars 2006). Un directeur opérationnel d'une grande entreprise d'intérim qui reconnaît que « certains CFA sont connus pour écarter presque systématiquement les candidatures de jeunes issus de l'immigration » (Le Monde du 8 mars 2006). Il est évident qu'en cédant aux exigences discriminatoires des employeurs, les CFA comme les ANPE qui entretiennent des relations avec ce type d'entreprises, font en réalité le jeu de ces employeurs. Ces derniers qui ne souhaitent pas recruter des personnes d'origine maghrébine ou non européenne d'une façon générale font tout pour repousser les candidats « indésirables ».

Dans son ouvrage « Les jeunes dans la discrimination » paru en 2004, Mohammed Rebzani a classé les annonces des employeurs en trois catégories : dans le premier cas de figure, les annonces sont crues et directes, avec un ton on ne peut plus explicite : une annonce déposée auprès d'une mission locale pour un profil de poste d'employé d'entretien fait mention de

cette formule « candidat de race blanche exigé » ; une autre annonce établie par un cabinet de recrutement pour une chaîne d'hypermarchés à la recherche de jeunes diplômés précise (pas Noir, pas Arabe, Asiatique si bonne élocution), etc. Dans le deuxième cas de figure, la formulation s'entoure de quelques précautions mais qui n'enlèvent rien à la finalité de l'intention discriminatoire comme cette annonce reçue par une mission locale de la ville de Lille : « Recherche Français d'origine pour travailler comme employé de nettoyage de voitures en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) » ; une autre annonce pour la recherche de cadres commerciaux du secteur de la vente précise « bonne tête, BCBG, pas typé(e) ». Le terme « typé » est réduit ici à son sens restrictif et qui vise en particulier les Noirs et les Maghrébins. Enfin dans la troisième catégorie, l'auteur classe les annonces dans le registre des symboles que les employeurs imposent aux professionnels de l'ANPE, des agences d'interim ou des missions locales comme, par exemple, la fameuse formule chère au Front national en référence aux couleurs du drapeau français « BBR » et qui accompagne la rédaction de certaines offres d'emploi. Sont exclus de ces offres non seulement les candidats qui n'ont pas la nationalité française mais aussi tous les Français d'origine étrangère (particulièrement non européenne). Certaines de ces pratiques sont également monnaie courante dans les offices HLM qui instruisent les demandes de logement social émanant des collectivités locales. Si certains professionnels se montrent intransigeants en refusant de tels procédés, d'autres, au contraire, adoptent un comportement laxiste, voire même complaisant sous prétexte qu'ils courent le risque de perdre des employeurs qui iraient négocier les emplois disponibles ailleurs que chez eux.

Des carrières bloquées...

Mais la discrimination ne touche pas seulement ceux qui sont à la recherche d'un emploi, elle frappe aussi ceux qui travaillent mais qui sont confrontés aux difficultés de promotion professionnelle. L'un des entrepreneurs interviewé dans le cadre de notre étude a dû démissionner de son poste de comptable après quinze ans de travail dans la même entreprise en région parisienne ; son patron, nous disait-il, n'a jamais voulu le promouvoir à un poste de responsabilité. « Je ne sais pas si c'est de la discrimination ou pas, toujours est-il, je me pose la question pourquoi je suis toujours au même poste depuis quinze ans alors que certains de mes collègues récemment arrivés dans l'entreprise se voient confiés des postes de responsabilité ? A chaque fois que j'évoquais la question avec mon patron, il essaye de trouver des raisons du style : je ne te vois pas à ces postes de responsabilité, tu es bien où tu es, tu as de la chance d'être encore ici, etc. Rester sur ce poste, c'est comme s'il me faisait une faveur. C'est très dur, je pense que mon origine algérienne le dérange vraiment, je ne sais pas comment exprimer ça. Parfois il me dit que nos clients ne préfèrent pas avoir affaire à des étrangers alors que je suis Français. Le seul avancement que j'ai eu c'est par l'ancienneté, je ne bénéficie d'aucune promotion au choix ou sur proposition de mes chefs de service. J'ai fini par baisser les bras et ne plus espérer quoi que ce soit de cette entreprise. Ça fait très mal quand on a tout donné en quinze ans. J'ai fini par démissionner et songer à créer ma petite entreprise pour échapper à toutes ces humiliations. Je sais que c'est difficile mais au moins je serai mon propre patron ». En effet, en 2001, Ali (appelons le comme ça), grâce à ses petites économies s'est associé à son frère qui tient un restaurant à Paris pour s'occuper, dit-il, encore de la comptabilité de l'établissement, « histoire de prendre du recul » et d'échapper à ce monde du travail fortement oppressant et discriminant.

... aux « illusions » brisées

L'armée n'est pas également épargnée par le problème de discriminations. Selon un rapport du CESPAT [3], les jeunes d'origine maghrébine et, plus particulièrement algérienne, sont nombreux à avoir connu des relations « conflictuelles » avec les cadres de l'armée lors de leur

service militaire. Si le rapport ne réfute pas ce constat, il l'attribue en revanche à des causes objectives : problèmes physiques ou psycho-sociologiques (intolérance à la frustration, indiscipline, esprit querelleur, etc.) Mais en aucun cas à l'idée que ces jeunes appelés subissent une maltraitance due principalement à leur appartenance ethnique. Il ne faut pas ignorer le poids de l'histoire dans la construction des représentations sociales et de l'imaginaire collectif où la figure de l'Algérien est souvent réduite à l'image de l'indigène et du rebelle eu égard à la guerre d'Algérie, de l'ouvrier-immigré, figure emblématique du dominé, ou encore celles plus récentes de « jeunes de banlieues », menaçant l'ordre social. La récente étude conduite, en 2005, par Catherine de Wenden sur « les militaires français issus de l'immigration » souligne la prégnance du phénomène de discrimination que l'encadrement militaire fait subir, de manière parfois violente, aux jeunes recrues d'origine maghrébine. « Pendant mes classes, ils...ils voulaient que je résilie mon contrat... L'encadrement... Parce que la plupart, c'est des vrais racistes et...je peux vous dire que j'ai ramassé, là. C'est clair que moi, j'ai mangé plus que tout le monde. Ils se fixaient bien sur moi, quoi. Quand on était sur le terrain, euh... Ils me prenaient chacun son tour... chacun son tour à la suite, comme ça, ils m'emmenaient faire, euh, pour rire, faire des pompes, faire des conneries, quoi. Pendant que les autres, ils étaient tranquilles. Et ils le voyaient, quoi, et tous ils se demandaient comment je faisais pour tenir... Heureusement que je suis un bon sportif... Quelqu'un de... pas très bien dans sa tête, psychologiquement pas très bien, il aurait craqué, quoi... C'est clair que j'aurai craqué, hein. Ils ont essayé plusieurs fois... » (p.59). Ces différentes formes de discrimination se traduisent aussi pour les jeunes militaires d'origine maghrébine par l'absence de promotion et/ou le blocage de leur carrière comparativement à leurs camarades français de souche ou d'origine européenne. Beaucoup d'entre eux, souligne Catherine de Wenden, ont le sentiment que leur origine maghrébine pose problème et que leur hiérarchie les empêche d'évoluer correctement. « J'ai été bloqué au niveau des promotions sociales ... il y a des gens avec lesquels j'ai fait mes classes, qui sont adjudants, adjudants-chefs. Et ils ne sont pas meilleurs que moi... » (p. 63).

Mais comment prouver qu'on est discriminé ?

Car, au-delà de son sens étymologique, discriminer, ce n'est pas simplement séparer, comme le souligne, à juste titre, Danièle Lochak, mais également « hiérarchiser, traiter plus mal ceux qui, précisément, seront dits victimes d'une discrimination. L'adjectif discriminatoire désigne ainsi exclusivement un acte ou des agissements qui tendent à distinguer un groupe humain ou une personne des autres, à son détriment » [4]. Mais comment lutter contre ce qu'il est difficile de prouver ? Du point de vue juridique, et c'est toute la difficulté pour lutter contre les discriminations au travail, une « discrimination qui ne peut être prouvée n'existe tout simplement pas ». La personne qui se dit victime de discrimination ethnique ou « raciale » doit non seulement apporter la preuve de ses propos mais il doit en plus montrer « l'intention discriminatoire » de celui qu'il accuse. Et c'est justement cette question de la preuve, note Véronique de Rudder [5], qui paralyse la justice. Prouver qu'on n'a pas été recruté ou qu'on n'a pas eu un déroulement de carrière normal en vertu de son appartenance ethnique, de la consonance de son nom ou de la couleur de sa peau suppose réunir tout un arsenal de preuves qui finit en fin de compte par désarmer les victimes de ces discriminations ainsi que leurs défenseurs (le plus souvent les syndicats ou les associations anti-racistes) confrontés à l'incapacité de réunir toutes les preuves. Même les inspections du travail ne s'aventurent guère sur ce terrain et préfèrent plutôt occulter cette question des discriminations au bénéfice d'autres motivations (harcèlement moral, licenciement abusif, etc.). Malgré le nombre élevé d'appels reçus au cours des deux premières années, le numéro vert 114 (traitement des plaintes) s'est soldé par un double échec : d'abord parce que le dispositif mis en place est relativement inefficace pour faire aboutir les plaintes et apporter des réponses aux attentes des

victimes ; ensuite le seul traitement de la plainte ne saurait répondre aux discriminations systématiques difficilement repérables par les victimes elles-mêmes. Les prouver, c'est encore plus difficile car il faut établir l'existence d'une inégalité de traitement et démontrer que cette inégalité repose sur des critères illicites.

Un bilan mitigé de l'intégration républicaine

Qu'ils soient jeunes ou âgés, civils ou militaires, diplômés ou peu qualifiés, hommes ou femmes, les jeunes issus de l'immigration ont le sentiment de subir sur le marché du travail (et certainement dans tous les autres espaces de la vie sociale) une discrimination ou un racisme de plus en plus affiché et banal du fait de leur appartenance ethnique et religieuse. Cela a été illustré par les entrepreneurs que nous avons rencontrés dans le cadre de cette enquête et qui m'ont raconté chacun à sa manière toute l'amertume qu'ils ressentent quand ils voient leurs « copains de promotion », de souche française ou d'origine européenne pour la plupart, accéder rapidement à un emploi qualifié et entamer rapidement une carrière professionnelle alors qu'ils se « défoncent tous les jours à trouver un job ou parfois même un stage » qu'ils n'arrivent jamais à décrocher.

Le bilan de l'intégration républicaine via l'école ne peut être que plus mitigé et tous les discours politiques sur l'égalité des chances ne sont à leurs yeux que des « paroles creuses » puisque sur le terrain ils vivent une autre réalité, plus dure, plus complexe. A diplôme et à statut social égaux, les enfants d'origine maghrébine connaissent davantage des situations de chômage que leurs homologues français de souche. C'est pour échapper à cette triste réalité aggravée par la montée d'un racisme « ordinaire » qu'ils vivent au quotidien que certains ont vu dans la création d'entreprises la voie de la dernière chance d'insertion. C'est également à travers l'entreprise et non plus l'école que certains jeunes issus de l'immigration maghrébine, à l'instar des entrepreneurs que nous étudions, ici, vont tenter de réaliser cette quête acharnée de la mobilité sociale ascendante au prix parfois d'une grande amertume à l'égard du modèle républicain de l'intégration. On comprend alors que des tensions et des malaises puissent résulter d'un tel processus de déclassement et de disqualification sociale qui peuvent trouver dans les émeutes comme celles qu'a vécu Clichy Sous-Bois en novembre 2005 un moyen de s'exprimer.

Mohamed Madoui

Devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève, **Doudou Diène, expert des Nations unies sur le racisme, a critiqué lundi 11 juin la création en France d'un ministère de l'Immigration et de l'identité nationale, affirmant y voir une expression de la "banalisation du racisme" [6].**

« Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, M. Doudou Diène, a pour sa part présenté son rapport sur les plates-formes politiques qui incitent à la discrimination raciale ou l'encouragent ainsi que son rapport sur la mission qu'il a effectuée en juin 2006 en Fédération de Russie. M. Diène a notamment attiré l'attention du Conseil sur deux manifestations croissantes de la banalisation du racisme, à savoir la lecture ethnique et raciale des questions politiques, économiques et sociales et le traitement idéologique et politique de l'immigration comme un enjeu sécuritaire et comme une menace à l'identité nationale. Un exemple en la matière vient d'être donné par la France avec la création d'un Ministère spécifique à cet égard, a-t-il souligné. [...] »

Le discours de Dakar reflète-t-il l'image d'une France qui a du mal à assumer son passé ?

Doudou Diène : Oui, la France a un véritable problème avec son passé. Ce pays n'a pas assumé la guerre d'Algérie, tout se passe comme si la décolonisation ne s'était pas produite.

De plus, il y a un refus de repentance et une absence de travail de mémoire. La France a peur de la pluralité, elle est en pleine crise identitaire. Sa seule réponse à la diversité est la dépréciation.

La France accusée à l'ONU de "légitimer le racisme »
par **Philippe Bolopion**, *Le Monde* du 10 novembre 2007

Au cours d'une session de la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, **Doudou Diène**, le rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie, s'en est pris, mercredi 7 novembre, au président français, Nicolas Sarkozy, qu'il a accusé de s'être inscrit dans *"une dynamique de légitimation du racisme"*. M. Diène s'exprimait sur *"la recrudescence des phénomènes de racisme à travers le monde"* et sur leur *"banalisation politique"*, voire leur *"légitimation démocratique"*.

M. Diène a sévèrement critiqué le discours prononcé à Dakar le 2 juillet par M. Sarkozy. Dans cette allocution, le président français avait dénoncé l'esclavage et les effets pervers de la colonisation tout en estimant que *"le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire"* et que *"jamais il ne s'élance vers l'avenir"*.

ACCUSATIONS "INFONDÉES"

Doudou Diène, qui dépend du Conseil des droits de l'homme de Genève, a, selon le communiqué officiel, placé le discours de M. Sarkozy dans le contexte des propos du Prix Nobel de médecine James Watson sur la prétendue infériorité intellectuelle des personnes d'ascendance africaine. Ces deux éléments illustrent, selon le rapporteur sénégalais, *"la recrudescence des phénomènes et des manifestations de racisme"* et participent d'une *"légitimation intellectuelle du racisme"*.

M. Diène a également dénoncé *"la criminalisation et le traitement exclusivement sécuritaire des questions relatives à l'immigration"*. *"En France, le projet de loi introduisant les tests ADN dans la procédure de traitement administratif des postulants au regroupement familial constitue aussi une illustration de cette stigmatisation de l'immigré"*, a-t-il ajouté.

Le représentant de la France au sein de la troisième commission a répliqué en jugeant les accusations du rapporteur *"infondées et irresponsables"*. Le président français *"a réaffirmé dans ses discours et ses actes que la lutte contre le racisme faisait partie de ses priorités"*, a expliqué le diplomate, qui a assuré que les tests ADN ne seraient pratiqués que *"sur une base volontaire"*.

Doudou Diène a repris la parole pour affirmer qu' *"il était essentiel que le président français, Nicolas Sarkozy, sache que le discours de Dakar a causé une blessure profonde"*. *"Dire devant des intellectuels africains qu'ils ne sont pas entrés dans l'histoire s'inspire des écrits racistes des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles"*, a ajouté le rapporteur.

Philippe Bolopion

La montée du révisionnisme historique

par **Doudou Diène** [2]

M. Diène, il est constant pour tout observateur averti que Nicolas Sarkozy à Dakar a péché par ignorance, arrogance en se trompant dangereusement d'époque. Quelle est votre lecture de sa déclaration ?

Ce n'est qu'une juxtaposition de textes différents avec des propos forts sur la culture africaine et sur l'homme africain. Deuxièmement, et le plus critique, c'est la posture politique.

Comment comprendre qu'un homme d'Etat français puisse venir dire aux Africains ce qu'ils sont, ce qu'ils doivent faire. Sur ce point c'est au pouvoir politique de répondre à Nicolas Sarkozy. Cette réponse est attendue même après son départ.

Le dernier élément, c'est la vision historique qu'a le Président français du Continent africain. M. Sarkozy prêche par ignorance. Il a dans sa vision historique de l'Afrique

reproduit mot à mot les stéréotypes sur l'homme Noir qui a été décrit comme un être inférieur par des savants des Lumières pour légitimer l'esclavage et plus tard la colonisation. Et c'est de cette littérature qu'est née l'anthropologie du racisme anti-Noir en décrivant une absence de civilisation de l'Afrique et de l'homme Africain. Pour Nicolas Sarkozy l'homme noir est attaché à la nature, il ne peut pas faire le saut cantique de la nature à la civilisation et il est resté collé à la nature. C'est là une reproduction des vieilles constructions idéologiques qui ont été faites à l'encontre des autres peuples non-européens. Malgré tout ce qui a été fait par des scientifiques français comme africains à l'image du parrain de l' Université de Dakar Cheikh Anta Diop, que Nicolas Sarkozy a délibérément oublié dans son adresse à la jeunesse africaine. C'est un silence voulu. Un silence idéologique.

Même quand il passe la pommade aux Africains, c'est pour mieux les rabaisser. Quand on connaît bien le débat en France, ne peut – on pas dire que Sarkozy ne s'adressait pas uniquement à la jeunesse africaine ?

Ce discours exprime la montée de deux courants idéologiques en Occident. Premièrement, le courant du révisionnisme historique qui est en train de monter et qui a été illustré par le débat sur la « **dimension positive de la colonisation** ». Dans leur posture révisionniste des historiens essaient de démontrer que l'esclavage était l'œuvre même des victimes. Le deuxième courant propose une relecture ethnique des faits sociaux. Les tenants de ce courant suggèrent par exemple que l'immigration n'est plus un phénomène dont il faut avoir une lecture historique de tous les peuples mais exclusivement de peuples dont les valeurs culturelles ne sont pas en conformité avec la civilisation. Il s'agit d'intellectuels de renom comme le philosophe français Alain Finkielkraut ou l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse qui avait considéré que la révolte des banlieues était liée à la polygamie. C'est un courant assez profond. Ce que dit Nicolas Sarkozy est donc une expression politique d'un courant idéologique profondément révisionniste. Cependant, on ne peut pas accuser Nicolas Sarkozy d'être raciste. Il ne l'est peut-être pas. **Le problème se trouve en France même. C'est la crise identitaire que vit la République française. Le surgissement d'un courant avant-gardiste et révisionniste est lié à une certaine idée d'une Europe blanche et chrétienne. Ces vieilles constructions identitaires sont en contradiction avec la société européenne d'aujourd'hui.**

Notes

[1] Extrait d'un entretien de **Doudou Diène avec Stéphanie Plasse**, publié le mardi 13 novembre 2007 sur le site www.afrik.com.

[2] Extraits d'un entretien de **Doudou Diène avec El Hadji Gorgui Wade Ndoeye**, publié sur le site www.continentpremier.com

« Pourtant, malgré une réputation plus que mitigée en Afrique – les images de l'ancien ministre de l'intérieur, drapé dans ses certitudes policières sur fond de banlieues qui brûlent, ont fait le tour du continent –, M. Sarkozy était attendu avec un certain intérêt. Durant la campagne présidentielle, n'avait-il pas déclaré vouloir en finir avec la « francafrique » ? Symboliquement, il devait se rendre au Ghana et en Afrique du Sud plutôt que dans la zone francophone. Les Africains, en particulier les jeunes, sont las des promesses non tenues (qui se souvient, en France, qu'on dansait dans les rues d'Afrique de l'Ouest, le 10 mai 1981, parce qu'on pensait que la « Francafrique » était terminée ?). Ils attendent avec impatience que la France cesse d'entretenir des relations avec les « *fossoyeurs de [leurs] espérances* » [2] et dialogue avec des interlocuteurs vraiment représentatifs d'un continent en profonde mutation. Et le temps presse.

L'image de la France est ternie par le génocide rwandais et les humiliations d'une politique d'immigration bêtement restrictive ; les entreprises nationales subissent la concurrence chinoise et américaine ; les vieux amis dictateurs commencent à mourir...

Mais peut-être M. Sarkozy a-t-il trop d'amis parmi les patrons pour ne pas prolonger encore un peu un système si juteux. Il s'est donc finalement rendu au Sénégal, pays à peu près démocratique. Puis il est allé au Gabon, où les entreprises françaises sont choyées sous l'autorité d'un président Bongo qui connaît tout (trop ?) sur le village françafricain. Cherchant sans doute une fin lyrique, M. Sarkozy a proposé une alliance France-Afrique contre... les excès de la mondialisation libérale. Pour faire avaler cette improbable pilule altermondialiste, il a exhumé le vieux projet d'« Eurafrique », cher à Gaston Defferre et à Léopold Sédar Senghor du temps de la colonisation. L'Europe, la France et l'Afrique unies pour doter la globalisation de règles ? Cette stratégie nécessaire serait plus crédible si les partenaires étaient égaux et si, depuis vingt-cinq ans, l'Europe et la France ne s'étaient pas soumises au libéralisme mondialisé, dont elles sont devenues les promotrices zélées.

Comme à son habitude, M. Sarkozy a tenu, sous la bannière du changement, des propos justifiant l'ordre établi. La rupture annoncée par le président français réside surtout dans le style de ses propos qui renouvelle assurément le langage diplomatique ! Peut-être, comme le suggèrent certains observateurs sénégalais [3], cela ouvrira-t-il les yeux de ceux qu'il faut encore convaincre, en Afrique, de la vraie nature de la mondialisation économique et des rapports Nord-Sud. »

Anne-Cécile Robert

Le journaliste canadien qualifie de condescendant et de raciste le discours que Nicolas Sarkozy a prononcé à Dakar.

Lilian Thuram l'avait déjà remarqué : « *Sarkozy a une vision raciale des gens* ».

Pour reprendre ce qu'a dit le romancier sénégalais **Boubacar Boris Diop** : « **un président étranger faisant, du haut de son mètre soixante-quatre, le procès de tous les habitants d'un continent, sommés d'oser enfin s'éloigner de la nature, pour entrer dans l'histoire humaine et s'inventer un destin.** » Sarkozy a en outre indiqué à son auditoire que le colonialisme, du moins sa version française, avait beaucoup apporté à l'Afrique. Mais son message principal était que les Africains devaient cesser d'être de « nobles sauvages » (même s'il ne l'a pas tout à fait dit comme ça) et entrer dans le 21^e siècle.

« **Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire** », a affirmé Sarkozy devant son public. « **Le paysan africain qui vit avec les saisons depuis des millénaires, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.** » Et d'ajouter : « **Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès.** »

« **Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme (africain) échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne mais l'homme reste immobile (piégé) au milieu d'un ordre immuable ou tout semble être écrit d'avance. Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin [...]** Le problème de l'Afrique est [...] [qu'elle doit] prendre conscience que l'âge d'or qu'elle ne cesse de regretter, ne reviendra pas pour la raison qu'il n'a jamais existé.

Condescendant

Il y a un terme complexe de quatre syllabes pour désigner les gens qui pensent de cette façon : orientaliste. Un autre terme de quatre syllabes, plus simple, remplit la même fonction : condescendant. Et il existe un vilain mot de deux syllabes qui résume le tout : **raciste**. Dieu seul sait qui a validé l'allocution de Sarkozy avant qu'il ne la fasse : ils sont en tout cas aussi ignorants que lui. Pour une analyse des problèmes de l'Afrique moderne, c'est tout simplement pitoyable.

Pourquoi Sarkozy parle-t-il de cette manière ? Parce qu'il aime choquer et il sait que son vrai public est en France, pas en Afrique. Mais aussi parce qu'il ne connaît pas l'histoire et qu'il manque de patience et peut-être des capacités pour tolérer un tant soit peu de complexité et d'ambiguïté.

Et pourquoi un homme aussi intelligent que **Thabo Mbeki a-t-il écrit à Nicolas Sarkozy pour le féliciter de son discours** ? Eh bien, parce que c'est ainsi que cela fonctionne en coulisse.

Le chef d'État français avait aussi indiqué, dans son discours, que la France était prête à débloquer des moyens au service de la « renaissance » de l'Afrique. Voilà pourquoi le chef d'État sud-africain lui a adressé une lettre ne tenant pas compte de toutes ses remarques stupides et le remerciant de sa promesse d'aider l'Afrique. « Le président, par ce geste visant à féliciter [N. Sarkozy] ne s'est pas concentré sur ce sentiment mais a pris acte de l'engagement de la France à développer le continent [africain] et son peuple », a précisé le porte-parole du président sud-africain Mukoni Ratshitanga.

En France, les années à venir vont être longues...

Gwynne Dyer

Thuram : « *Sarkozy a une vision raciale des gens* »

[AFP 31 janvier 2007 18:32]

Le footballeur **Lilian Thuram** a estimé que Nicolas Sarkozy avait une vision "raciale" des choses et des gens, dans un entretien diffusé ce mercredi par la radio France Culture.

Evoquant son entretien de l'automne 2005 avec le ministre de l'Intérieur, juste après la crise des banlieues, Lilian Thuram raconte : « ***Il me dit, vous savez, c'est les Noirs et les Arabes qui créent des problèmes dans les banlieues. Et moi je lui dis : non, ce ne sont pas les Noirs et les Arabes qui créent des problèmes dans les banlieues, ceux qui créent des problèmes dans les banlieues, ça s'appelle des délinquants*** ».

« ***Cela démontre qu'il a une vision raciale des choses et des gens*** », poursuit l'international français, qui avait vivement critiqué à l'époque certains propos de M. Sarkozy, notamment l'expression "racaille" pour parler des délinquants des banlieues. « ***Il m'a dit par exemple qu'il avait été le premier à nommer un préfet musulman***, poursuit Thuram : ***Ca veut dire qu'il juge les gens par leur religion [...] Maintenant je comprends mieux ses discours sur le communautarisme et tout ça, pourquoi il pense ça*** ».

La cannibalisation de la droite ne s'est pas arrêtée là. Pour vertébrer son projet hégémonique, Sarkozy a fait feu de tout bois : du « Non » à la repentance à la réaffirmation autoritaire de la nation et de l'identité, sans compter les appels à la remise au travail face à la menace de décrochage de la France. Du coup, il a su convaincre ses compatriotes qu'il est l'homme qu'il faut – celui qui, pourvu que le pays accepte de lui donner les pleins pouvoirs, fera sauter les verrous et offrira à tous les possibilités d'embourgeoisement. Non seulement on pourra accéder à la propriété, mais encore on pourra la léguer sans droits de succession. Une société d'individus et de propriétaires incarnée par la figure de celui qui se lève tôt et se couche tard, travaille plus et gagne plus, remplacera le modèle actuel.

Achille Mbembe

D'abord, l'Afrique se doit d'agir collectivement pour assurer la paix et mettre fin au cycle infernal de la vengeance et de la haine. La France, l'Europe seront à ses côtés, et nous l'aiderons, comme nous l'avons fait en Europe, à bâtir son unité. Ensuite, nous devons agir ensemble pour parvenir à mieux réguler la mondialisation, en introduisant davantage de justice, de règles, bref, d'humanité. Tout en reconnaissant les bienfaits du libre-échange et de la concurrence, nous devons sortir d'un certain angélisme qui risque, sinon, de condamner l'Afrique à la marginalisation. Enfin, la priorité doit être donnée à ce qui construira la croissance de manière durable. Pour ce faire, il faut que cesse, comme l'a rappelé le président, l'arbitraire, la corruption, la violence. L'argent investi doit aller aux populations au plus près de leurs besoins.

Présent dans le grand amphithéâtre de Dakar, ce jeudi 26 juillet, je me souviens qu'à ce moment précis du discours du président **les étudiants se sont levés et ont applaudi** [3].

Jean-Marie Bockel

Signalons que, dans son article *Le faux pas africain de Sarkozy*, **Philippe Bernard** écrit que le discours de Nicolas Sarkozy a été prononcé « **devant un parterre d'universitaires triés sur le volet. Les "vrais" étudiants avaient été écartés par crainte de manifestations d'hostilité à l'égard de l'homme de "l'immigration choisie".** » **Affirmation confirmée par la presse locale.**

Le faux pas africain de Sarkozy

Philippe Bernard, *Le Monde* du 24 août 2007

Depuis près d'un mois, Nicolas Sarkozy déclenche en Afrique une vague d'hostilité dont il n'avait sans doute pas anticipé l'ampleur. S'adressant aux "jeunes d'Afrique" dans un amphithéâtre de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar le 26 juillet, le président de la République avait proclamé avec fougue son amour du continent : *"J'aime l'Afrique, j'aime et je respecte les Africains"*, a-t-il lancé devant un parterre d'universitaires triés sur le volet. Les "vrais" étudiants avaient été écartés par crainte de manifestations d'hostilité à l'égard de l'homme de *"l'immigration choisie"*.

L'assistance aurait pu applaudir à la reconnaissance des *"crimes contre l'humanité"* liés à l'esclavage et des *"effets pervers de la colonisation"* exprimée avec un degré d'emphase que n'avait jamais atteint le candidat Sarkozy. Si l'auditoire a finalement réservé un accueil glacial à cette longue "adresse" présentée par l'Elysée comme fondatrice, c'est probablement qu'il n'y a pas trouvé le moindre signe de "repentance". Pareille absence ne pouvait pourtant guère surprendre de la part d'un président dont le discours décomplexé tourne le dos à une démarche qu'il assimile à une forme de haine de soi et de la France. Fidèle à lui-même, le président a absous les colonisateurs qui, certes, *"ont pillé des ressources"* et *"ont eu tort"* de le faire, mais étaient *"sincères"*.

La stupeur des invités et le torrent de commentaires indignés que suscite jusqu'à aujourd'hui le discours de Dakar parmi les intellectuels africains proviennent surtout des sentences définitives et globalisantes, à forte teneur culturaliste, voire essentialiste, qu'a assénées le président français à propos de *"l'homme africain"*. Nul ne saurait contester, y compris parmi les élites du continent, que *"l'Afrique a sa part de responsabilité dans son propre malheur"*. Le problème est que M. Sarkozy a présenté les échecs présents du continent comme contrebalançant, voire justifiant, les torts des colonisateurs. Désireux de mettre l'accent sur les responsabilités actuelles, il s'est exprimé comme si la ponction historique de 13 millions d'esclaves et l'exploitation coloniale étaient strictement sans effet sur l'Afrique actuelle. Comme si la mise en place et le soutien par la France, y compris par la violence, de régimes dévoués à ses intérêts n'étaient pour rien dans les errements de la démocratie.

Dans ce texte rédigé par son conseiller spécial **Henri Guaino**, le président a présenté l'Africain comme un homme prisonnier de sa culture, marqué par l'irrationalité et l'incapacité d'envisager le futur. *"Le drame de l'Afrique, a-t-il déclaré, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire (...). Jamais il ne s'élance vers l'avenir (...). Dans cet univers où la nature commande tout (...), il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès."*

Certes, la suite du discours appelait à la *"renaissance africaine"*, un thème cher au président sud-africain Thabo Mbeki, qui a félicité chaleureusement son homologue français dans une lettre rendue publique par l'Elysée le 13 août. M. Sarkozy a aussi magnifié le métissage culturel né de la colonisation qui annonce le *"grand destin commun"* de *"l'Eurafrique"*, une expression qui date de l'entre-deux-guerres et fleurit le colonialisme. Ce "métissage", il n'est d'ailleurs plus question pour le président français de l'honorer dès qu'est abordée la question sensible de l'immigration.

Mais les auditeurs africains de M. Sarkozy ont surtout été choqués par ses généralisations sur l'homme africain, animé par *"ce besoin de croire plutôt que de comprendre, de ressentir plutôt que de raisonner, d'être en harmonie plutôt qu'en conquête"*.

Sur quel autre continent que l'Afrique un chef d'Etat occidental en visite officielle pourrait-il se permettre de donner pareille leçon, d'instruire des procès en responsabilité historique, de multiplier des clichés dans une enceinte universitaire précisément consacrée à la réflexion critique et à la recherche sur des réalités complexes ?

"NOUS NOUS SENTONS INSULTÉS"

"La recherche sur l'Afrique et ses relations au monde ont fait (...) des progrès considérables, qui interdisent absolument de parler du continent dans les termes qui ont été les vôtres", réplique **Ibrahima Thioub**, historien à l'université **Cheikh-Anta-Diop de Dakar** dans un texte diffusé sur Internet. L'enseignant, tout en refusant toute comparaison avec le nazisme, appelle à *"comprendre que la mémoire africaine de la traite atlantique des esclaves et de la colonisation est à l'Afrique (...) ce que la mémoire de l'Occupation est à la France"*.

"Se peut-il que (M. Sarkozy) n'ait pas compris à quel point nous nous sommes sentis insultés ?", interroge **Boubacar Boris Diop**. Cet écrivain et journaliste sénégalais estime *"légitime"* le fait d'*"instruire le procès des sociétés africaines"* à condition qu'une telle démarche ne serve pas uniquement à renforcer les Occidentaux dans leurs préjugés. Il analyse les propos de M. Sarkozy en *"une sorte de discours sur l'état de l'Union... française" significatif des "relations de suzerain à vassal que Sarkozy peut entretenir avec ses obligés de la Françafrique"*.

Alors que ces intellectuels espéraient prendre au mot M. Sarkozy, chantre de la "rupture", ils ont vu dans son discours la confirmation d'une vision paternaliste et d'un soutien renouvelé à des régimes indéfendables. En faisant ainsi la leçon à des intellectuels dont certains n'ont aucune complaisance à l'égard des régimes africains, le président a affaibli leur position, agissant comme si la critique et les remèdes ne pouvaient venir que des Blancs. *"Dans sa "franchise" et sa "sincérité", Nicolas Sarkozy révèle au grand jour ce qui, jusqu'à présent, relevait du non-dit, à savoir que (...) l'armature intellectuelle qui sous-tend la politique africaine de la France date de la fin du XIX^e siècle"*, écrit Achille Mbembe, universitaire camerounais de renom. **M. Mbembe raille la vision des "élites dirigeantes françaises" d'une Afrique "mi-bucolique, mi-cauchemardesque", faite d'"une communauté de souffrants prostrés dans un hors-monde"**.

Muet à Dakar sur la dérive autoritaire du pouvoir au Sénégal, empressé à honorer de sa visite Omar Bongo, à la tête du Gabon depuis quarante ans, Nicolas Sarkozy n'a pas été jusqu'au bout du discours de vérité qu'il prétend tenir. Son choix de faire étape chez M. Bongo, défenseur des intérêts pétroliers français mais peu soucieux de transformer les richesses de

son pays en développement, accrédite le constat d'une certaine inertie de la politique africaine de la France, loin de la rupture revendiquée. Comment, dans ces conditions, le président français aurait-il pu rendre crédible aux yeux des *"jeunes d'Afrique"* son appel à la *"renaissance"* solennellement adressé depuis Dakar ?

Philippe Bernard

Dès le lendemain, Konaré avait violemment critiqué le discours de Dakar

Dès le 27 juillet, l'ancien président du Mali, Alpha Oumar Konaré, président de la Commission de l'Union africaine (UA), avait jugé dans une interview à Radio France Internationale (RFI) que *« ce discours n'est pas le genre de rupture qu'on aurait souhaitée. Ce discours n'est pas neuf dans le fond, il rappelle des déclarations fort anciennes, d'une autre époque, surtout quant à l'appréciation sur les paysans que je n'approuve pas. »* Alpha Oumar Konaré avait également réagi au rejet par Nicolas Sarkozy de toute repentance concernant la colonisation : *« Une bonne partie du retard de l'Afrique est liée à cela et cette réalité, je suis sûr que le président le sait, (...) personne n'a le droit de la nier, et cela n'a rien à voir avec la repentance. Cette exigence de mémoire ne peut pas être simplement le fait des Africains ».*

Un mois plus tard, Achille Mbembe renouvelle ses critiques [1]

Un mois tout juste après le discours du même président à Dakar, l'historien camerounais Achille Mbembe déclare aux *Inrockuptibles* : *« Sarkozy invente une Afrique fantôme... Une Afrique imaginaire peuplée de mythes sortis tout droit du bréviaire raciste du XIXème siècle... Nous ne voulons pas revenir à ce genre de vision du monde qui a servi à légitimer la colonisation »...* Et ce professeur à l'université de Johannesburg rappelle que *« depuis 1960, la France soutient systématiquement en Afrique les régimes les plus corrompus et qui se sont le plus investis dans la destruction de leurs peuples : au Gabon, au Cameroun, au Togo, au Congo et ailleurs »...* Et pourtant, *« la France est une nation qui a du génie. Elle doit faire preuve de ce génie dans ses rapports avec l'Afrique. Le besoin d'un 'big bang' dans les rapports franco-africains n'a jamais été aussi pressant qu'aujourd'hui. Mais ce 'big bang', on ne le fera pas sans une véritable révolution intellectuelle, et certainement pas en régurgitant les clichés racistes du XIXème siècle ».*

Sévérité du Guardian

Dans son édition du 27 août, le quotidien britannique consacrait un article aux répercussions de ce discours notamment en Afrique du Sud.

Mbeki critiqué pour avoir félicité le "raciste" Sarkozy [2]

« Le président de la République sud-africaine, Thabo Mbeki, a été contraint de se justifier pour avoir qualifié Nicolas Sarkozy de "citizen of Africa" après un discours du président français condamné pour racisme par l'ensemble du continent africain. »

Pour en savoir plus sur ce sujet, lire l'article *Thabo Mbeki victime collatérale du discours de Dakar ?* sur ce site.

Mbeki endosse-t-il la vision raciste de l'Afrique de Sarkozy ?

L'historien commence par rappeler que Nicolas Sarkozy a prononcé son discours de Dakar à l'occasion d'une visite officielle au Sénégal et au Gabon, *« deux anciennes colonies françaises où on peut encore voir une partie des 11.000 militaires français qui stationnent sur le continent africain, cinquante ans après les indépendances ».* Il avoue sa surprise devant le soutien que le prophète de la renaissance africaine semble apporter à Nicolas Sarkozy à propos d'une allocution qu'il juge intellectuellement incohérente et moralement inacceptable, et qui a été particulièrement mal reçue en Afrique francophone.

Dans l'ignorance de leur contexte, Achille Mbembé refuse de se prononcer sur les extraits de la lettre de Thabo Mbeki rapportés par *Le Monde*. Mais il évoque la « [Lettre du président](#) » du 3 août 2007, dans laquelle Mbeki avait repris certaines des parties les plus acceptables de l'allocution de Sarkozy tout en les commentant de façon positive. Pour Thabo Mbeki le discours de Dakar est « *d'une très grande importance pour notre pays* », car il vise à « *relever le défi que constituent les milliards de pauvres qui vivent au Sud, et particulièrement en Afrique* ».

L'approbation par le président Mbeki du discours de Sarkozy à Dakar n'a pas été comprise en Afrique francophone, où la France est largement perçue comme un des principaux obstacles à l'émancipation de l'Afrique — le traitement infligé aux personnes d'origine africaine à l'époque où Sarkozy était ministre de l'intérieur n'ayant fait qu'accroître le ressentiment. Que Mbeki, deux ans avant de quitter le pouvoir, associe son image de panafricain irréprochable au sort de l'héritage colonial agonisant de la France en Afrique francophone ne serait que le dernier paradoxe de l'itinéraire politique d'un homme qui a prospéré sur ses contradictions.

S'il en était ainsi, Mbeki s'aliénerait profondément l'élite francophone d'une Afrique occidentale que l'Afrique du Sud connaît si peu.

Il courrait également le risque de cautionner une représentation profondément avilissante du continent par une ancienne puissance coloniale arrogante qui, depuis un demi-siècle, résiste activement au projet d'émancipation africaine.

Le jeu (diplomatique) en vaut-il la chandelle ?

Achille Mbembe

Dans la soirée du 24 août, après avoir rappelé que le discours sur le colonialisme de Sarkozy au Sénégal le mois dernier avait été jugé raciste et paternaliste envers l'Afrique, la présidence de la République sud-africaine devait préciser que les félicitations de Thabo Mbeki ne concernaient que le soutien de la France à la renaissance et au développement de l'Afrique. Le courrier de Mbeki a provoqué un grand émoi dans certains milieux. En effet, beaucoup estiment que le discours de Sarkozy sur le colonialisme, prononcé au Sénégal le mois dernier, était raciste et paternaliste envers l'Afrique. La présidence de la République sud-africaine précise que les félicitations de Mbeki ne concernaient que le soutien de la France à la renaissance et au développement de l'Afrique.

Concernant « le refus de repentance », cheval de bataille de Nicolas Sarkozy qui en moins de cent (100) jours veut faire table rase de l'histoire douloureuse et de la souffrance infligée par les Blancs aux Noirs. Une souffrance qui se perpétue par des règles commerciales injustes à l'OMC, M. Mbow clarifie le débat : « *On oublie que la traite des Noirs a contribué très largement à l'accumulation primitive du capital. On ne peut pas passer tout ça par pertes et par profits. Nous ne demandons pas de repentance. Ce que nous demandons c'est que l'histoire de l'Afrique, soit écrite de manière objective, qu'elle ne soit pas tronquée et qu'elle soit écrite sans falsification.* » Pour le Pr Amadou Mactar Mbow au contraire « *ce que les Africains ne peuvent pas accepter c'est qu'on passe sous silence des situations qui continuent d'influer sur notre propre présent.* »

L'Africain qui avait osé dénoncer la domination de l'information mondiale par trois robinets occidentaux qui ne s'intéressent qu'à une certaine Afrique décrite comme la terre des « *génocides* » de la « *corruption* », de la « *violence* » et des « *guerres ethniques* », se désole qu'en plein 21ème siècle le Continent noir continue d'être traité comme un « *mineur* » irresponsable : « *L'heure, a-t-il asséné, est passée où on pouvait donner des leçons aux Africains. Il faut laisser aux Africains le soin de trouver les voies de*

leur propre bonheur. » Il considère que « la coopération entre l'Afrique et les autres pays doit être basée sur la connaissance de l'Afrique sur ce qui a marqué ce Continent ».

Ainsi a-t-il justifié : « la déclaration de Nicolas Sarkozy à Dakar ignore les réalités profondes de l'histoire de l'Afrique. ». **Très remonté par le discours inamical et irrespectueux de Sarkozy, le sage Amadou Mactar de lancer au Président français : « Le problème est que personne ne peut écrire l'histoire de l'Afrique à la place des Africains. Nous ne sommes pas des mineurs. Nous sommes des majeurs. L'heure est venue de repenser l'Afrique autrement qu'avec des rapports condescendants. »**
« On ne sort pas indemne de trois siècles d'esclavage » déclarait Sembène Ousmane à ContinentPremier.Com. Une vérité que partage le Pr Mbow : **« Il est une vérité bien admise le passé conditionne l'avenir. Plus concrètement le comportement des gens à notre égard ne peut se comprendre qu'à travers cette histoire qui remonte au milieu du 15ème siècle. On a tendance de plus en plus à culpabiliser les Africains comme s'ils étaient responsables de ce qui leur arrive aujourd'hui. »**

Traite et colonisation...

La colonisation était nécessaire pour les occidentaux. Lors de la première révolution industrielle du 19ème siècle, l'Europe avait besoin de matières premières, de marchés et d'espace d'investissement. « C'est ce qui fait que nous refusons des allégations qui font porter sur les épaules des victimes la responsabilité de la traite négrière. Nous la refusons car ce ne sont pas nous qui avons armé les négriers. ».

Là, l'historien creusant dans ses souvenirs renvoie Sarkozy à Las Casas, le moine qui avait plaidé auprès de Charles Quint l'institution du transfert officiel d'esclaves africains en Amérique pour sauver la vie des Indiens soumis au travail forcé et qui mouraient en masse. Las Casas a publié au 16ème siècle un grand ouvrage sur « L'Histoire des Indes » qui a été récemment réédité en trois volumes. Dans le Tome 1, il décrit la chasse à l'homme par les Portugais avec des armes à feu — « que les Africains, précise Mbow, n'avaient pas — pour se procurer les esclaves vendus ensuite au Portugal avant leur envoi en Amérique après sa « découverte ».

Amadou Mbow très didactique renvoie aussi Sarkozy à ses études : **« Il faut relire André Gide “Voyage au Congo” où il décrit dans les années vingt la pratique et les ravages du travail forcé ».**

Ne parlez surtout pas d'aspects positifs de la colonisation au Professeur Mbow. « Mettre en avant la construction des ponts et des routes par la colonisation en ignorant que tout cela a été réalisé par les Africains et avec leur argent est une cécité intellectuelle. Ils veulent nous donner des leçons en refusant de connaître notre histoire ».

En réalité le financement de ces infrastructures était fait par emprunt et payé par l'argent des territoires. Par ailleurs ce sont des investissements consentis pour le commerce du colon. Et tout allait vite avec son cortège macabre lié au travail forcé. « Chaque traverse du chemin de fer était le tombeau d'un Africain ».

El Hadji Gorgui Wade NDOYE

On a vu apparaître lors de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy le thème du « refus de la repentance ». Cette notion utilisée aussi sous la plume de quelques auteurs d'essais historiques polémiques, sans dire qui seraient précisément les « repentants » ni citer leurs écrits, renvoie principalement à la question de l'histoire coloniale, mais aussi à d'autres épisodes du passé, en particulier la période de Vichy et l'Ancien régime. Etait visé d'abord le tournant qui s'est produit depuis le milieu des années 1970 dans l'historiographie de la France sous l'occupation depuis *La France de Vichy* de Robert Paxton

et qui a abouti, vingt ans plus tard, à la déclaration du président Chirac de juillet 1995 sur les complicités de l'Etat français avec l'occupant. Nicolas Sarkozy l'a suggéré quand il s'est référé à cette période, dans sa manière de passer sous silence dans ses discours toute complicité de Français avec l'occupant : quand il a évoqué Guy Môquet sans aucune allusion au fait que ce sont des policiers français qui l'ont arrêté en octobre 1940 et des autorités tout aussi françaises qui l'ont livré comme otage à Châteaubriant au peloton d'exécution des nazis ; quand il a évoqué le sort de Léon Blum et Georges Mandel en ne nommant que la Gestapo, sans parler des responsabilités de la milice et de Vichy.

Plus explicites encore ont été certains de ses soutiens. Tel Max Gallo, qui a été plus clair dans la critique du discours de Chirac en lui reprochant l'emploi des mots « *la France a accompli l'irréparable* » dans la phrase où il reconnaissait que des Français avaient, hélas, prêté main forte aux déportations de Juifs depuis notre pays ; reproche injuste à un discours historique si on prête attention à la phrase suivante où Chirac rendait hommage à une autre France, celle de la Résistance. Ou telle Simone Veil, qui, au moment de l'hommage aux « justes » au Panthéon de janvier 2007, a revendiqué le fait de s'être toujours opposée à la diffusion du film *Le chagrin et la pitié* à la télévision, présentant comme deux actes contradictoires le fait de rendre un tel hommage et celui de dire que des Français sous l'occupation avaient sombré dans le déshonneur.

Etrange vision de ce passé que de penser qu'il n'y aurait que deux manières de le décrire : soit tout en noir, soit tout en blanc... Les historiens qui n'ont cessé d'en analyser la complexité ne peuvent y souscrire, du moins ceux qui s'efforcent de se préserver des instrumentalisation politiques de l'histoire. Le choix du président de la République de ne faire aucune déclaration officielle lors de l'anniversaire de la rafle du Vel' d'hiv' qui a suivi son élection et d'en charger son premier ministre – qui a, certes, rendu hommage au Chirac de 1995, mais aussi réduit l'antisémitisme de Vichy à sa soumission aux nazis –, ne constitue pas vraiment un démenti. D'autant que l'on voit Brice Hortefeux déplorer (*Libération* du 27 juillet [1]) que « *la mémoire des morts "pour" la France passe aujourd'hui après la promotion de ceux qu'on présente comme morts "à cause" d'elle.* »

Un tel positionnement était d'évidence dicté par un objectif bien actuel, non historien mais politique : celui de revenir sur la cassure profonde de la droite française entre pétainisme et gaullisme qui s'est produite alors et de chercher à dépasser les blessures qu'elle a laissées jusqu'à aujourd'hui. Pour faire l'union de ce que René Rémond appelait les « trois droites » et dont il discernait la permanence : la droite bonapartiste, la droite orléaniste et la droite légitimiste, dont les antagonismes ont été entretenus par les épisodes de Vichy et de la guerre d'Algérie.

C'est pourquoi le discours sur la repentance s'est aussi appliqué à ce moment plus ancien de notre histoire qu'est l'Ancien régime. La droite la plus conservatrice avait naguère coutume d'exalter l'œuvre des « *quarante rois qui ont fait la France* » et de réduire la Révolution française à la guillotine et à la Terreur. Longtemps incarné par l'Action française, ce courant s'est maintenu dans le villiérisme et une partie du Front national. Mais, dès lors qu'il devient de plus en plus difficile de glorifier la monarchie absolue, il a fallu trouver un biais : accuser ceux qui font de la Révolution française un moment fondateur de notre modernité de nier une partie de l'histoire de France. Celle-ci est présentée comme une totalité insécable, ce qui permet d'assimiler implicitement les valeurs de l'Ancien régime à celles qui ont fondé la République.

Ainsi, dans le discours de Nicolas Sarkozy à Poitiers, le 26 janvier : « *la gauche qui proclame que l'Ancien régime ce n'est pas la France, que les Croisades ce n'est pas la France, que la chrétienté ce n'est pas la France, que la droite ce n'est pas la France, cette gauche-là je l'ai accusée, je l'accuse de nouveau de communautarisme historique* ». Personne n'est cité, car on chercherait en vain un illuminé pour lequel la France n'aurait commencé à exister qu'en 1789,

ou pour qui le Moyen âge ne ferait pas partie de notre histoire. Bien difficile, par exemple, d'attribuer une telle ineptie au brillant biographe de Saint-Louis Jacques Le Goff, qui, en l'occurrence, a personnellement argumenté pour soutenir Ségolène Royal... Mais qu'importe, la référence aux Croisades et à la chrétienté permet un discret rappel du discours clérical d'antan dénonçant les républicains athées et leur « *école sans Dieu* » et prônant l'alliance du trône et de l'autel. On invente un ennemi imaginaire pour faire passer un message politique utilitaire pour le présent.

Surtout, le thème vise à refuser un quelconque regard critique sur la colonisation. Pour rallier la fraction de l'électorat la plus nostalgique de l'Empire, souvent proche de l'extrême droite, le futur président de la République a laissé poindre **une relance de l'éloge de la « colonisation positive »** que voulait imposer, avec les résultats que l'on sait, l'article 4 de la loi du 23 février 2005.

A la question du passé colonial sont ainsi sans cesse associées celles de l'immigration et de la « haine de soi ». La nation devient un bloc insécable à défendre globalement au lieu d'être une nation dotée d'une histoire, où certains ont joué un rôle dont on peut être légitimement fier, et où, comme dans toute autre nation, d'autres ont pu apparaître plus discutables. Mais le seul fait d'évoquer cette réalité devient la volonté de dénigrer la France elle-même, posée comme un tout indivisible.

C'est lors des discours prononcés dans le sud de la France, à Toulon et surtout à Nice, que le candidat président a été le plus loin dans **le thème de la réhabilitation diffuse de la colonisation, associé aux propos les plus durs sur l'immigration.** A Toulon, le 7 février, après être revenu sur ceux qui « *répudient l'histoire de France* » et « *dénigrent la nation* », il a développé **une réhabilitation de la colonisation** d'autant plus subtile que simultanément démentie, puisqu'elle « *ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation* ». Certes, courage et bonnes intentions animaient incontestablement de nombreux colons. On avait forgé à l'époque soviétique le concept de culpabilité collective qui permettait de stigmatiser et de punir des peuples coupables en les associant à des idéologies ; il s'agit cette fois d'un concept de « *générosité collective* ». Il permet de qualifier avec indulgence un processus historique, la colonisation, sur lequel les historiens n'ont pas à porter de jugement moral. C'est l'examen des faits qui les conduit à constater (et à expliquer) une contradiction certaine avec les principes de liberté, d'égalité et du droit des peuples à l'indépendance auxquels l'Europe du XIXe siècle eut pourtant tendance à adhérer par ailleurs.

Nicolas Sarkozy a même annoncé, le 31 mars, une décision qui consacre le « refus de la repentance » : « la création rapide d'une Fondation pour la mémoire sur la guerre d'Algérie », dans laquelle les associations de rapatriés auraient « toute leur place ». Ce qui reviendrait à mettre en œuvre une mesure qui faisait partie de la loi du 23 février 2005 (article 3), que le président Chirac avait eu la sagesse de « geler », qui créerait une Fondation échappant aux historiens pour être placée sous l'influence de lobbies mémoriels « algérienistes ». Or, **une Fondation vouée à « l'œuvre positive » de la colonisation et à « l'anti-repentance » n'a rien à voir avec l'histoire.** Pas davantage qu'un Mémorial de l'Algérie française tel que celui annoncé à Perpignan. Le rôle des historiens n'est ni de prôner une quelconque repentance, ni d'emboucher les trompettes de « l'anti-repentance » en faisant écho à la vision du passé de certains témoins. C'est de prendre en compte toutes les mémoires et les mettre à l'épreuve de la recherche pour travailler patiemment à l'écriture d'une histoire, qui est, par nature, transnationale.

A l'opposé du travail historique, **le discours de l'« anti-repentance » entretient les guerres de mémoires. Il répond à des objectifs politiques,** non seulement pour faire l'union des droites mais aussi pour gêner une gauche française qui, depuis sa coupure lors de la guerre d'Algérie, n'a jamais vraiment clarifié son discours sur la question coloniale. Exposé de manière beaucoup plus subtile, il s'apparente au discours contre « l'anti-France » tel qu'il a

pu prendre pour cible, durant la guerre d'Algérie, les adversaires de la torture pratiquée par l'armée française et les partisans de l'indépendance algérienne ; ou encore au discours actuel des nationalistes turcs qui accusent les partisans de la reconnaissance du génocide arménien de tenir un discours « antinational ».

En définitive, les « repentants » sont, pour l'essentiel, une nébuleuse fantasmée, et l'« anti-repentance » a pour objectif, en matière d'histoire coloniale d'entraver l'évolution de l'historiographie scientifique sur cette page de notre passé. Le mot repentance fait écran. La seule demande réelle exprimée fortement dans notre société ces dernières années, en particulier depuis l'affaire Aussaresses et les réactions à l'article de la loi du 23 février 2005 n'est pas la repentance, mais bien la *reconnaissance*. C'est affaire non de morale, mais de savoir. Telle est la condition d'un véritable apaisement, aussi bien pour la société française, qui ne cesse de se diversifier, que, comme l'ont montré les réactions critiques de la presse africaine aux propos tenus le 26 juillet à Dakar par Nicolas Sarkozy, pour les relations futures entre la France et les pays qui ont été autrefois ses colonies.

Catherine Coquery-Vidrovitch — Gilles Manceron — Benjamin Stora

La repentance avec ou sans Sarkozy

par Ali Bahmane, *El Watan*, éditorial du 20 août 2007

La France officielle s'enfonce de jour en jour dans le dénigrement de l'idée de repentance vis-à-vis des crimes coloniaux. L'extrême droite et toutes les couches nostalgistes relèvent la tête, dopées par le discours de Nicolas Sarkozy que la loi du 23 février 2005 a fortement inspiré bien que le texte ait été gelé sur initiative de Jacques Chirac, suite à l'émotion suscitée dans les anciennes colonies, notamment en Algérie, et à la mobilisation des historiens français. **Le nouveau président a décidé de revenir à la case départ, de gommer tout l'argumentaire scientifique des spécialistes des questions coloniales et de faire fi de la sensibilité des populations victimes des méfaits des expéditions coloniales.** A l'évidence, sur cette question, Nicolas Sarkozy a une conviction profonde, bien inscrite dans la durée et pas du tout feinte. Elle ne procède pas d'un calcul politique consistant à rallier à lui les rêveurs des grandes conquêtes d'antan même si ce calcul n'est pas tout à fait absent.

A ses yeux, les armées coloniales ont civilisé des « peuplades arriérées » et apporté « progrès et humanité » : la France civilisatrice a laissé son empreinte. Gloire donc à tous les généraux des expéditions et aux soldats et missionnaires, large reconnaissance à tous les supplétifs et aux groupes tueurs de type OAS. Et haro sur les « dénigreur » et ceux qui se hasardent à emprunter le chemin des excuses et du pardon. Nicolas Sarkozy s'est attelé à propager sa vérité autour de lui, ouvrant les bras aux admirateurs et nostalgiques de la colonisation, n'hésitant pas à prendre son bâton de pèlerin pour l'étranger. En Algérie le 11 juillet dernier, il a lâché qu'il n'était pas là (à Alger) pour s'excuser.

Au Sénégal, il a reconnu que « quelques erreurs » ont été commises par le passé. Ainsi donc, tout le mal engendré par l'esclavagisme relève de l'insignifiant. Le président français rame à contre-courant du mouvement d'opinion qui se développe dans les anciennes colonies du monde occidental pour que l'esclavagisme soit considéré comme crime contre l'humanité. Là aussi est posée l'exigence de repentance pour les millions d'Africains livrés à la traite négrière dans des conditions de souffrance inimaginables. Alors qu'elle commençait à vaincre ses vieux démons, la France se trouve brutalement rattrapée par son passé odieux. Elle est piégée par la glorification insensée de la colonisation portée par un président de la République dont le rôle essentiel pourtant est de réparer les préjudices et de se plier à la vérité historique. Pourquoi la France refuserait-elle aux anciennes colonies ce qu'elle a concédé, à juste titre, aux juifs de la

Shoah ? Et pourquoi un tribunal de Nuremberg pour les seuls crimes nazis ? Mais la repentance est inscrite dans le sens de l'histoire. Elle se fera avec ou sans Sarkozy.
Ali Bahmane

Sarkozy, « le civilisateur »

par Faycal Metaoui, *El Watan*, le 29 juillet 2007

Depuis son arrivée au pouvoir, Nicolas Sarkozy tente de donner un coup de jeune à la diplomatie française. Mais à vouloir trop faire de bruit, avec des gestes et des actes qui vont dans tous les sens, le président français, bien ancré dans sa droite natale, renvoie plutôt **une mauvaise image : une diplomatie-spectacle. Il veut faire accroire au monde entier qu'il a réglé l'affaire des infirmières bulgares en Libye, alors que la médiation qatarie et européenne était à l'origine du dénouement de la crise. Il tente de chercher des solutions à la crise du Darfour soudanais en ignorant le gouvernement de Khartoum. Il se lance dans la quête d'une issue au problème libanais en s'attaquant au Hezbollah. Il propose une idée de créer une union méditerranéenne sans en préciser les contours.** Ce n'est pas forcément mauvais de faire des propositions à un niveau géostratégique, à condition que celles-ci soient définies.

Et voilà que Nicolas Sarkozy vient en Afrique pour essayer de rompre avec les complaisances liées à « la Françafrique » et au « pré carré ». Sans y parvenir. **Des discours tenus au Sénégal et au Gabon, pays amis de la France, ont choqué les Africains.** Le franc-parler du locataire du palais de l'Elysée plaît peut-être à une partie des Français, y compris ceux de l'extrême droite, mais ne passe pas ailleurs. « L'Afrique a sa part de responsabilité dans son propre malheur : la colonisation n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains entre eux », a dit Sarkozy à Dakar. Autrement dit, que les Africains s'entretuent, c'est de leur faute. **Qui a divisé des tribus en créant des frontières artificielles ? Qui a pillé les richesses des terres du continent ? Qui a introduit l'idée diabolique de la main coupée à la machette ? Qui a alimenté les haines entre ethnies en tentant d'effacer les identités et les langues ?**

Le fautif porte un nom : le colonialisme. Ce colonialisme, selon la thèse de Sarkozy, n'est pas responsable de la venue de « dictateurs et de corruption ». Ces mêmes « dictateurs » sont couverts d'or et de lumière lorsqu'ils débarquent dans les capitales européennes, à commencer par Paris, et leurs comptes sont protégés par les banques du Vieux continent. Des chefs d'Etat de ce continent revendiquent publiquement une amitié avec ces « dictateurs » et n'hésitent pas à conclure avec eux de juteux marchés. A Libreville, Sarkozy a serré la main au Gabonais Omar Bongo, qui n'a aucun palmarès à défendre en matière de démocratie ou de respect des droits humains. Tout comme le Tunisien Zine El Abidine Ben Ali que Sarkozy a embrassé avec entrain lors de sa récente visite à Tunis. Pire. **Le président français suggère que les Africains n'ont aucun héritage civilisationnel. « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire (...). Jamais il ne s'élance vers l'avenir. Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout est écrit d'avance », a-t-il dit à Dakar.** En termes peu diplomatiques, cela s'appelle une insulte. Ces propos d'une gravité intense soulignent que le président français a une conviction : la suprématie supposée de la « civilisation » occidentale. C'est simple : il demande aux Africains « d'assimiler » une part de cette civilisation pour sortir de la misère. Et là, il n'est pas loin des thèses des néoconservateurs américains et des milieux racistes de l'extrême droite européenne. Après cette incroyable gymnastique, qui rappelle l'état d'esprit des premiers colons venus « civiliser » les autochtones en Algérie et en Afrique de l'Ouest, Sarkozy est arrivé à proposer à l'Afrique un autre projet : l'Eurafrrique. Est-il autorisé à parler au nom de l'Union européenne sur ce projet aux traits flous comme celui de

l'union méditerranéenne ? Et pourquoi cette volonté de chercher à diviser entre Afrique du Nord et l'Afrique au-delà du Sahara en proposant deux projets différents ?

« J'aime l'Afrique », a dit Sarkozy. On a tendance à ne pas le croire.

Faycal Metaoui

Je ne crois pas que le combat à mener est de récuser l'approche de Sarkozy, ni même sa vision de l'Afrique. La question que nous devons nous poser est de savoir pourquoi se donne-t-il le droit de nous tancer et de juger nos pratiques d'une part et d'autre part pourquoi sommes-nous obligés de répondre, de nous indigner. Pourquoi son discours fait-il mouche nous obligeant à sortir la grande et la petite artillerie pour lui dire qu'il s'est planté et trompé d'époque. Devons-nous réellement prêter attention à son discours ou devons-nous faire en sorte qu'il ne puisse plus prendre avec une telle arrogance et un tel mépris — un mépris fait de tant d'ignorance — cette liberté que s'octroie le maître vis-à-vis de l'esclave : lui dire son fait, le définir, lui attribuer une essence qui affiche son comportement, sa moralité douteuse, sa sexualité débridée tout en se rendant disponible pour le corriger et le punir parce qu'il le connaît mieux que tout le monde.

Sarkozy cite à volonté Senghor pour étayer et valider par un Noir ce que Hegel a appelé la « mentalité prélogique » et l'enfance éternelle des Africains. Senghor pensait-il vraiment que les Noirs n'avaient pas de raison ?

Si les combats menés par des générations d'intellectuels noirs, africains, africain-américains, caribéens, et parmi eux, Firmin Anténor, *De L'Egalité des Races Humaines* (1885), Martin Delaney, Alan Locke, W. E. B. Dubois, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor, Cheikh Anta Diop, depuis au moins la fin du 18ème siècle ont si peu porté leurs fruits qu'il faille les engager une nouvelle fois, il devient indispensable de relire autrement le discours du président français afin de proposer la riposte appropriée.

Appréciant les politiques d'assimilation et d'association successivement mises à l'épreuve par l'Empire français — le cadre des bienfaits de la colonisation française — Senghor n'hésite pas à convoquer des « techniciens de l'empire » et « théoriciens de l'association » tels que Lyautey, Delavignette, Bugeaud, Faïdherbe, même Napoléon III pour affirmer avec force qu'il importe de souligner les différences de la commune humanité de tous les hommes.

« Mais les différences, écrit-il, ne sont-elles pas dans le rapport des éléments plus dans leur nature ? Sous les différences n'y a-t-il pas des similitudes plus essentielles. Mais surtout la raison n'est-elle pas identique chez tous les hommes ? Je ne crois pas à la « mentalité prélogique ». L'esprit ne peut être prélogique, encore moins alogique » (*Vues sur l'Afrique Noires ou Assimiler et non Etre Assimilés, Liberté 1 : Négritude et Humanisme*).

Ce texte a été publié pour la première fois il y a 62 ans, l'année qui marque la fin de la Seconde guerre mondiale et republié en 1964, quatre années après l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale. Il envoyait déjà un violent coup de pied à la pédagogie tirée de la bibliothèque politique coloniale. **Celle-là même que répète, sans sourciller et l'air décidé le nouveau prophète de la rupture.**

Que signifie réellement le discours de Nicolas Sarkozy ?

Au delà de sa signification — un jugement à la fois banal et erroné sur l'âme africaine — il signe tout à la fois notre dépendance et le poids insignifiant que nous pesons sur la scène du monde. Sarkozy ne nous expulse pas de seulement l'histoire, nous renvoyant à l'obscurité dans laquelle le Siècle des Lumières, Hegel et tant d'autres anciens et modernes nous arrimaient avec force et condescendance — la pâte à modeler pour la mission civilisatrice — mais il nous refuse d'entrer dans le temps du monde. Il exige de nous un abandon total pour mériter de la générosité de la mère métropole. Enfants en perdition, hagards et affamés sur les chemins du monde, trouble-fêtes vaincus par la maladie, la misère, les guerres et haines

tribales cuites et recuites, pris aux pièges d'une nature tropicale moite et torride, propice à une sexualité sauvage qui multiplie une humanité grouillante, irresponsable.

Une humanité prompte à tendre la main, à avaler les rebuffades, à courber l'échine jusqu'aux courbatures, affichant au nez des nantis toute la misère du monde, les empêchant de jouir du fruit du dur labeur qui établit dans le même mouvement leur humanité et notre enfermement dans le cycle primitif de la nature, refusant obstinément de suivre les leçons administrées autant par la violence, les offres de pacotilles, l'éducation, la religion, l'armée, le commerce et l'agriculture. Souriants, heureux, insouciant, pareils à la cigale de la fable, nous attendons notre pitance de la fourmi, prenant le risque de la piqure venimeuse et fatale. **Cette fois-ci, elle a pris la forme d'un discours.**

L'indignation suscitée est-elle à la hauteur de l'offense ?

Devons-nous accorder autant d'intérêt à ce retour du refoulé occidental — français en particulier — face à la multiplication des cultures du monde et l'établissement d'un universalisme sorti de la gangue de la civilisation occidentale. Un universalisme de la rencontre, de l'hybridité, de la symbiose et du métissage (Senghor), du rendez-vous du donner et du recevoir (Césaire) ? Ou bien devons-nous procéder à une introspection qui exige un recentrage sur nous-mêmes et notre présence dans le monde ? Une présence africaine qui force le respect tout en nous assurant un regard critique sur nous-mêmes et sur le monde. Forcer le respect c'est d'abord se respecter soi-même et compter sur ses propres forces pour reprendre une vieille formule devenue étrangère à nos anciens maoïstes qui se couvrent de poussière pour se faire pardonner par le prince leur crime de lèse-majesté.

Ne pensez-vous pas que les Sénégalais ont été trop passifs ?

Vider le calice de nos hontes, prendre des coups sans broncher sont devenus le lot quotidien d'un peuple qui s'est longtemps cru élu et qui se trouve aujourd'hui relégué au plus bas de l'échelle de l'histoire. Les Sénégalais doivent aujourd'hui trancher la question suivante : s'il est inconcevable d'imaginer le président français prononcer un tel discours dans les capitales des anciennes colonies britanniques, ou même à Abidjan, qu'est-ce qui fait de Dakar le lieu indiqué pour un tel crime ? A-t-on quitté la salle pour protester ? Un pareil geste, bruyant et indiscipliné, devant le criminel et ses acolytes aurait eu de la gueule et des effets plus que les exégèses à posteriori. Le gouvernement sénégalais a-t-il protesté ou exigé des excuses parce que Dakar a été le lieu où le crime contre l'humanité africaine a été perpétré ? Une société malade dans ses élites s'est fait administrer une volée de bois vert et semble en redemander. Un peuple qui se contente des miettes d'un festin imaginaire applaudit à tout rompre au spectacle de la chicotte manipulée avec dextérité par le bourreau aimé et révééré.

Les Africains ne doivent-ils pas oublier la France ? En tout cas celle de Sarkozy ?

Il est temps pour les Africains d'oublier l'Europe pour s'offrir le monde. Il est temps d'échapper aux logiques réactives pour se perdre dans les dédales dans un monde qui se réinvente sous nos yeux et avec notre contribution. Il est plus que temps de nous aimer pour devenir une communauté libre et démocratique, prête à tous les sacrifices. Le respect ne se gagne pas par la parole mais les actes. Il est temps de suivre avec confiance et bonheur la leçon de Toni Morrison déclarant : je n'écris pas pour expliquer le monde des noirs aux blancs, j'écris d'abord pour ma communauté. Il est plus que temps d'entretenir une conversation indigène pour les indigènes en se souciant de la seule reconnaissance qui vaille, celle de notre communauté d'abord et des hommes et femmes épris de paix et de justice. N'est-il pas venu le temps de suivre la voie tracée par Franz Fanon dont Sartre disait, dans la préface aux Damnés de la Terre qu'il se souciait de parler de l'Occident et des Occidentaux, sans s'adresser à eux. Fanon

s'adressait à ses frères et soeurs de combat. Réapprendre la parole libre, enjouée et forte et si aérienne d'Aimé Césaire, de Franz Fanon et de Toni Morrison pour vivre libre. Propos recueillis par El Hadji Gorgui Wade NDOYE

Nico la gaffe, Sarko l'immigré

par Pr. El Hadj Hamidou Diallo, *Wal Fadjri* (Dakar), le 28 juillet 2007

Pendant près de trois siècles, tes ancêtres ont exporté vers les Amériques 250 millions de mes ancêtres, entassés dans des voiliers négriers comme de la marchandise, pour être vendus dans des marchés comme bêtes de somme.

Contre de la pacotille, notre or, diamant, bois et autres richesses ont été pillés à leur profit exclusif. Des routes ont été construites pour acheminer plus rapidement nos richesses vers ports et aéroports également construits pas pour développer, mais pour accélérer l'exportation. Des hôpitaux ont été créés pour maintenir la main-d'oeuvre en bonne santé pour ne pas qu'il y ait arrêt de la production. Des écoles construites pour avoir des commis et des traducteurs au service du colon. Rien n'a été obtenu par l'Afrique qui ne soit d'une haute lutte. Rien n'a été offert à l'Afrique.

Nico la gaffe, magistral dans une assemblée polie, a parlé et n'a convaincu personne. La teranga et le massla sénégalais sont passés par là et Nico la gaffe n'a rien compris. Devant un parterre d'hommes 10 000 fois plus valeureux que lui, en commençant par son pair, l'homme qui ne boit pas que de l'eau seulement, s'est transformé en professeur. Peut-être en Afrique seulement devant des nègres incultes, Nico la gaffe, pour la première fois de sa vie, a pu dispenser un cours magistral sur l'homo africain new-look.

Merci Nico la gaffe, désormais, nous savons qui nous sommes et nous transmettons la leçon aux autres nègres du coin et à ceux de la brousse. Nous te promettons de ne plus chercher à nous rendre en France, nous te promettons de ne plus parler de l'accumulation primitive, de la colonisation, de la néo-colonisation, de l'impérialisme, du nouvel ordre économique mondial, de l'organisation mondiale du commerce, de la surveillance de nos côtes, du rapatriement de nos enfants, de ceux qui meurent en mer, de ceux qui sont bastonnés, violés et emprisonnés par tes flics. Nous te promettons de ne plus parler des fonds des peuples africains que tu planques. Nous serons adeptes dociles de l'Eurafrrique, cette balance inclinée, vous en haut, nous en bas.

Nous te promettons de construire de nombreux hôtels pour que tes pédophiles s'y prélassent. Nous te promettons de laisser intacts notre environnement, notre faune et notre flore à la merci de tes déprédateurs.

Nico la gaffe, tu es le président de la France, du Sénégal et de l'Afrique. Fais ce que tu veux en France et en Afrique. Humilie en pensant dire la vérité. Tu es un roi. Garde les "Rama" et renvoie les "Fatou" et les "Modou". Que d'autres que toi viennent nous piller ne te concerne plus, car tu es rassasié et tu laisses la place aux autres.

Accumule des gaffes pour ta France en déclin. Tu n'as pas besoin de t'inquiéter pour la présence d'étrangers en France. Vois les statistiques, la France n'est plus une destination. Ni pour les études, ni pour les emplois.

C'est là une donne inexorablement en chute. La France, dans moins de 10 ans, n'intéressera même pas les Français. Tous les Sénégalais de France iront visiter d'autres cieux ou reviendront chez nous. Les Sénégalais du Sénégal qui, aujourd'hui, parlent plus anglais, espagnol, italien ou portugais que français, ne survoleront même pas votre pays.

Nico la gaffe, je te confie quelque chose : quand, pendant les vacances, tu dis que tu viens de la France, on sait d'office que tu as besoin d'aide. Quand tu viens des Etats-Unis, de l'Italie ou de l'Espagne, on sait que tu peux aider ta famille, ton village, le Sénégal. Alors, Sarko l'immigré, pourquoi vas-tu si vite ? Nous préférons nous rendre en Hongrie plutôt qu'en France.

Vois-tu Nico la gaffe, moi je t'aime autant que tu m'aimes. De ton cours magistral, j'ai retenu que des amis doivent toujours se dire la vérité et c'est pourquoi je suis sincère avec toi et que je te dis la vérité mais, sans aucune intention d'offense. Et si tu penses que j'ai été offensant, s'il te plaît, ne te fâche pas en m'envoyant un charter d'

Porte-toi bien et transmets mes salutations aux Français de France. Ceux d'ici, je gère, qu'ils soient français français blancs, français français noirs, français sénégalais blancs, français sénégalais noirs, français libanais libanais, français libanais sénégalais, français africains, français asiatiques Il y a près d'un milliard de français au plus bas mot de corps, de coeur et d'esprit et la France ne le sait pas. C'est le plus grand malheur de la France.

Pr. El Hadj Hamidou Diallo

[le massacre des Hereros \(1904-1908\)](#)

article de la rubrique [histoire et colonies > les nations et leurs passés](#)

date de publication : jeudi 12 avril 2007

Des Hereros, on connaît surtout les coiffes exubérantes de leurs femmes et les couleurs vives des vêtements qu'elles arborent lors des fêtes. Mais peu de gens savent que ce peuple a subi un massacre au début du XX-ème siècle. Ce massacre est d'ailleurs considéré, à juste titre, comme « le premier génocide du siècle ». [1]

Le 14 août 2004, lors d'une cérémonie marquant le centième anniversaire du soulèvement des Hereros contre leurs colons allemands, une ministre a présenté les [excuses du gouvernement allemand](#) pour ce massacre.

[Première publication le 27 janvier 2005, mise à jour le 12 avril 2007]

Voir en ligne : [Cent ans après le génocide des Hereros, l'Allemagne découvre son sanglant passé africain](#)

La Namibie est un territoire semi-désertique, grand comme presque deux fois la France, situé au Nord-Ouest de l'Afrique du Sud. Après la première guerre mondiale, le territoire a été placé par la SDN [2] sous mandat sud-africain. Il est devenu indépendant en novembre 1989. Avant l'arrivée des Européens, la Namibie n'était habitée que par des groupes clairsemés : les premiers occupants, Hottentots et Khoisans ou Bochimans, et des Bantous - Ovambos et Hereros.

Au début des années 1880 une poignée de colons allemands s'y installe. L'Allemagne prend possession du territoire qu'elle gouvernera jusqu'en 1915. Le premier gouverneur de la colonie (Südwest-Afrika en allemand) est un certain Dr Heinrich Goering, dont le fils Hermann s'illustrera d'une façon tristement célèbre aux côtés d'Adolf Hitler.

En janvier 1894, sont découverts de fantastiques gisements de diamants en Namibie. Au cours de la même année, une politique de déplacement et de confiscation systématique des terres est mise en oeuvre dans le Hereroland (Région centrale namibienne où vivent les Hereros). Les colons développent de vastes plantations en employant les indigènes à des travaux forcés, en volant leur bétail et à l'occasion leurs femmes (d'où l'apparition, rapidement, d'une communauté métissée). Violences, exécutions sommaires ...

Révolte et massacres

Le 12 janvier 1904, éclate la révolte des Hereros. Un groupe de guerriers conduit par le chef Samuel Maharero attaque les colons du poste d'Okahandja. En trois jours de sang et de fureur, près de deux cents civils allemands sont massacrés.

La riposte allemande est terrible.

L'empereur Guillaume II limoge le gouverneur Theodor Leutwein pour lui substituer un homme résolu, le général Lothar Von Trotha. Il a mission de chasser les Hereros du territoire ou de les exterminer.

Le 11 août 1904, les troupes allemandes conduites par Lothar von Trotha encerclent 7500 Hereros et leur chef Maharero sur le plateau de Waterberg. Leurs armes puissantes ont facilement raison des assiégés. Les survivants sont chassés vers le désert d'Omeheke (l'actuel désert de Khalahari) [3].



prisonniers hereros enchaînés

Pour ceux qui survécurent, esclavage et camps. Des milliers de femmes Hereros furent transformées en femmes de réconfort pour les troupes coloniales allemandes.

Le 2 octobre, un ordre du jour de Von Trotha enlève aux Hereros tout espoir de retour. Cet ordre d'extermination (Vernichtungsbefehl) est ainsi rédigé :

“Le général des troupes allemandes [en Namibie] envoie cette lettre au peuple Herero. Les Hereros ne sont dorénavant plus sujets allemands [...] Tous les Hereros doivent partir ou mourir. S'ils n'acceptent pas, ils y seront contraints par les armes. Tout Herero aperçu à l'intérieur des frontières [namibiennes] avec ou sans arme, sera exécuté. Femmes et enfants seront reconduits hors d'ici - ou seront fusillés [...] Nous ne ferons pas de prisonnier mâle ; ils seront fusillés.

Telle est ma décision prise pour le peuple Herero”

Signé : le grand général du tout puissant Kaiser [Guillaume II],

Lieutenant général Lothar Von Trotha.

le 2 octobre 1904

Le 11 décembre de la même année, le chancelier allemand Bülow ordonne d'enfermer les Hereros survivants dans des camps de travail forcé - des *Konzentrationslagern* - et, peu après, les dernières terres indigènes sont confisquées et mises à la disposition des colons allemands. Au cours des trois années qui suivent, des dizaines de milliers de Hereros succombent à la répression, aux combats, à la famine et aux camps. De près d'une centaine de milliers, leur population tombe à 15.000.

Vers une reconnaissance du génocide

Ce massacre d'un peuple reflète les horreurs dont a été entachée l'expansion coloniale européenne à la fin du XIX-ème siècle.

Il donne aussi un avant-goût des génocides du siècle suivant.

On y trouve les éléments constitutifs de certains génocides du XX-ème siècle :

- la volonté politique délibérée : il ne s'agit pas d'un accident,
- les critères raciaux ou ethniques choisis : éliminer les Hereros, afin de libérer les terres pour les colons allemands,
- le nombre massif des victimes, civiles pour l'essentiel, avec femmes et enfants,
- l'organisation « rationnelle » et planifiée du massacre,
- la documentation disponible en archives, par le biais des compte-rendus détaillés des opérations, rédigés par von Trotha, et ses subordonnés.

Au début de l'année 2 000 des champs impressionnants de squelettes ont été révélés par les vents dans le désert namibien près de Luderitz. Le cimetière sauvage est celui des Hereros exterminés un siècle plus tôt.

Au cours de sa visite officielle en mars 1 998, le président allemand Roman Herzog est interpellé par des représentants Hereros qui demande que l'Allemagne reconnaisse le génocide dont leur peuple a été victime. Le président Herzog exprime son sentiment de culpabilité sans accepter de responsabilités.

Début octobre 2 000. Première rencontre officielle entre les Hereros et le Commissariat aux Droits de l'homme des Nations Unies à Genève.

Dimanche 11 janvier 2 004, à Okahandja, ancienne capitale des Hereros, 600 personnes entouraient l'ambassadeur allemand et le chef suprême des Hereros, Kuaima Riruako, alors qu'ils déposaient une gerbe de fleurs sur la tombe de l'ancien chef Maharero. « Nous allons donner aux descendants Hereros victimes du génocide, leur dignité », a déclaré l'ambassadeur allemand Wolfgang Massing.

L'Allemagne présente ses excuses pour le massacre de la tribu des Hereros en Namibie il y a 100 ans

OKOKARARA, Namibie [AP - dimanche 15 août 2004] - Pour la première fois, l'Allemagne a présenté samedi ses excuses officielles pour le massacre par des colons allemands de la tribu des Hereros en Namibie (Afrique australe), qui fit 65.000 morts de 1904 à 1907.

« *Nous, Allemands, acceptons notre responsabilité morale et historique* » pour les crimes commis à l'époque par des Allemands, a déclaré la ministre allemande de l'Aide au développement Heidemarie Wiecek-Zeul.

Elle s'exprimait lors d'une cérémonie à Okokarara (250 km au nord de la capitale Windhoek) marquant le centième anniversaire du soulèvement des Hereros contre leurs colons allemands, en août 1904.

Suite à ce soulèvement, les insurgés furent pourchassés et massacrés. « *Les atrocités perpétrées alors auraient dû être qualifiées de génocide* », a déclaré la ministre, premier responsable allemand à participer aux cérémonies. Tout en excluant des indemnités pour les descendants des victimes, elle a promis la poursuite de l'aide économique à la Namibie. « *Tout ce que j'ai dit constitue des excuses du gouvernement allemand* », a-t-elle conclu sous les applaudissements du millier de personnes rassemblées pour la cérémonie.

L'Allemagne a colonisé la Namibie, semi-désertique mais diamantifère, en 1884. Après la défaite de l'Allemagne en 1918, l'Afrique du Sud a occupé la Namibie pendant plus de 70 ans, jusqu'à l'indépendance du pays en 1990. C'est aujourd'hui le principal destinataire de l'aide allemande, recevant environ 11,5 millions d'euros par an.

Notes

[1] Un article de Joël Kotek, intitulé "*le génocide oublié des Hereros*", est paru dans le numéro 261 (Janvier 2002) de la revue *L'Histoire*.

[2] SDN : *Société des Nations*, organisation internationale qui préfigurait l'ONU.

[3] À Berlin, le chef d'état-major allemand, le comte Alfred von Schlieffen, peut écrire : « L'aride désert Omeheke finira ce que l'armée allemande a commencé : l'extermination de la nation Herero ».

La volonté de réhabilitation du colonialisme manifestée par Nicolas Sarkozy dans ses discours s'inscrit dans le droit fil de la loi du 23 février 2005 — et de la tentative avortée pour imposer l'enseignement du rôle "positif" de la colonisation.

Le recours à quelques artifices (la disqualification de tout regard critique sur la colonisation au nom du refus de la "repentance", l'accumulation de bons sentiments pour noyer la réflexion, etc.) ne peut masquer un fait : la vision qu'a Nicolas Sarkozy de l'Afrique et de "l'Africain" reste structurée par les poncifs de l'époque coloniale.

Surpris ! de Henri Rousseau (détail)

« Nous n'avons pas à rougir de l'histoire de France »

Combien de fois cette affirmation nous a-t-elle été assénée, tout au long de la dernière campagne électorale, de début mars à début mai 2007, à Caen, à Nice, à Lyon, à Metz, à Marseille, à Dijon puis à Montpellier ? [1]

« Alors, c'est vrai, il y a dans notre histoire des erreurs, des fautes, des crimes, comme dans toutes les histoires de tous les pays. Mais nous n'avons pas à rougir de l'histoire de France. La France n'a pas commis de génocide, elle n'a pas inventé la solution finale. Elle est le pays qui a le plus fait pour la liberté du monde. Elle est le pays qui a le plus fait rayonner les valeurs de liberté, de tolérance, d'humanisme.

Nous pouvons être fiers de notre pays, de ce qu'il a apporté à la civilisation universelle, à l'idée d'humanité.

Nous pouvons être fiers d'être les enfants d'un pays de liberté et de démocratie.

Nous pouvons être fiers d'être les enfants de la patrie des Droits de l'Homme. »

Commençons par remarquer avec Daniel Schneidermann [2] que ces allusions à la Shoah sont insultantes « pour les Allemands d'aujourd'hui, et ceux d'hier, qui ont accompli un travail de mémoire tel qu'aucun autre peuple n'en a accompli. »

Ensuite, si les Nazis « inventèrent » la solution finale, la France y contribua. Le président Chirac l'a reconnu de façon solennelle le 16 juillet 1995 : « La France, patrie des Lumières et des droits de l'homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là [le 16 juillet 1942], accomplissait l'irréparable. Manquant à sa parole, elle livrait ses protégés à leurs bourreaux. » Ce jour-là, le président de la République a employé les mots de la vérité et non ceux de la repentance pour reconnaître la responsabilité de la France.

Lors de la campagne électorale du printemps dernier, le candidat Nicolas Sarkozy avait peut-être oublié cet épisode, mais il s'est ressaisi depuis : le 16 juillet 2007, à l'occasion d'une visite discrète au mémorial de la Shoah il devait déclarer : « Jacques Chirac a dit ce qu'il fallait dire et je pense qu'il n'y a rien à retrancher et rien à rajouter au très bon discours qu'il avait fait à l'époque ».

L'histoire de France, comme celle d'autres pays, comporte des crimes dont certains peuvent être qualifiés de « crimes contre l'humanité ». La part qu'elle a prise à la traite négrière en est un et elle l'a reconnu. Là comme ailleurs il ne s'agit pas de repentance — « nul ne peut demander aux fils de se repentir des fautes de leurs pères » — mais d'une exigence de vérité. Le travail de l'historien consiste à rechercher la vérité sur le passé. C'est une mission fondamentale pour les vivants, afin que tous les descendants de ce passé sanglant puissent vivre en paix les uns avec les autres.

Le temps béni des colonies ...

L'un des premiers discours à thème "colonial" de la campagne de Nicolas Sarkozy a été celui qu'il a prononcé lors de son meeting de Toulon, le 7 février 2007. En voici un très large extrait [3] :

« Le drame algérien, l'occultation du passé colonial, la mode de la repentance ont contribué à nous rendre étrangers à ce qui avait été si longtemps et si naturellement un prolongement de nous-mêmes. » [...]

« Il faut dire les choses comme elles sont : en tournant le dos à la Méditerranée, l'Europe et la France ont cru tourner le dos au passé. Elles ont en fait tourné le dos à leur avenir. Car l'avenir de l'Europe est au sud.

« Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de

Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation.

« Cessons de noircir le passé. L'Occident longtemps pécha par arrogance et par ignorance. Beaucoup de crimes et d'injustices furent commis. Mais la plupart de ceux qui partirent vers le Sud n'étaient ni des monstres ni des exploiters. Beaucoup mirent leur énergie à construire des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux. Beaucoup s'épuisèrent à cultiver un bout de terre ingrat que nul avant n'eux n'avait cultivé. Beaucoup ne partirent que pour soigner, pour enseigner. On peut désapprouver la colonisation avec les valeurs qui sont les nôtres aujourd'hui. Mais on doit respecter les hommes et les femmes de bonne volonté qui ont pensé de bonne foi œuvrer utilement pour un idéal de civilisation auquel ils croyaient. Il faut respecter ces milliers d'hommes et de femmes qui toute leur vie se sont donné du mal pour gagner par eux-mêmes de quoi élever leurs enfants sans jamais exploiter personne et qui ont tout perdu parce qu'on les a chassés d'une terre où ils avaient acquis par leur travail le droit de vivre en paix, une terre qu'ils aimaient, parmi une population à laquelle les unissait un lien fraternel.

« Je veux le dire à tous les adeptes de la repentance qui refont l'histoire et qui jugent les hommes d'hier sans se soucier des conditions dans lesquelles ils vivaient, ni de ce qu'ils éprouvaient.

Je veux leur dire : de quel droit les jugez-vous ?

Je veux leur dire : de quel droit demandez-vous aux fils de se repentir des fautes de leurs pères, que souvent leurs pères n'ont commises que dans votre imagination ? » [...]

« A tous ceux d'entre vous qui sont revenus des colonies en ayant tout abandonné, n'emportant avec eux que leurs souvenirs de jeunesse et cette nostalgie qui ne les quittera plus jamais, je veux dire que si la France a une dette morale, c'est d'abord envers eux. »

Cette pathétique défense et illustration de l'Algérie française était avant tout destinée, on s'en doute, à la communauté des Pieds-noirs, importante dans la capitale du Var comme dans tout le Midi, et à tous ceux qui partagent sa nostalgie de l'époque coloniale. A Toulon, les rapatriés constituent en effet une minorité active et le discours de Nicolas Sarkozy découlait d'abord de considérations stratégiques locales.

Pour autant, sa portée ne doit pas être sous-estimée ; car ce type de discours appelant à réévaluer avec bienveillance le fait colonial tend à se généraliser. C'est pourquoi il semble intéressant d'examiner comment procède ce révisionnisme historique insidieux.

L'“opinion” anticoloniale

Diplomate, le ministre de l'Intérieur commence par formuler les réserves d'usage, sans grande conviction d'ailleurs : « on peut », dit-il, « désapprouver la colonisation ». Par la vertu de ce « on peut », l'anticolonialisme est ramené au rang de simple opinion.

La dénonciation de la “repentance”

On peut alors sans vergogne s'en prendre à tous ceux qui critiquent le colonialisme. Le ministre de l'Intérieur reprend à certains publicistes en vogue le thème de la “repentance” : toute réflexion critique sur l'épisode colonial ne serait que la manifestation d'une tendance française à la morosité et à l'auto-flagellation, avec laquelle il conviendrait de rompre.

L'histoire réorientée

C'est là que commence vraiment le révisionnisme historique. Aux « adeptes de la repentance » — entendez : à tous ceux qui ont eu la clairvoyance et parfois le courage de s'opposer à l'institution coloniale, aux militants de gauche d'hier et d'aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur fait la leçon. Aux historiens d'aujourd'hui, il adresse ce mot d'ordre bonhomme : « Cessons de noircir le passé ». C'est cette instrumentalisation de l'histoire qui a conduit, on le sait, au vote de la loi du 23 février 2005.

De l'exaltation des colons ...

Cette loi, rappelons-le, exprimait la « reconnaissance de la Nation » « aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'oeuvre accomplie » outre-mer, avant d'aborder dans son article 4 la valorisation de la colonisation. Sur ce sujet, et devant un public conquis d'avance, le candidat de l'UMP s'en donne à cœur joie : « Il faut respecter ces milliers d'hommes et de femmes qui toute leur vie se sont donné du mal pour gagner par eux-mêmes de quoi élever leurs enfants sans jamais exploiter personne et qui ont tout perdu parce qu'on les a chassés d'une terre où ils avaient acquis par leur travail le droit de vivre en paix, une terre qu'ils aimaient, parmi une population à laquelle les unissait un lien fraternel. »

Et le ministre-candidat de conclure, à l'intention des adeptes de la repentance : « de quel droit les jugez-vous ? Je veux leur dire : de quel droit demandez-vous aux fils de se repentir des fautes des pères, que souvent les pères n'ont commises que dans votre imagination ? »

L'objectif est ainsi atteint : noyer l'intelligence historique et l'esprit critique dans un flot de bons sentiments, interdire tout regard critique sur la colonisation fût-elle injuste dans son principe et oppressive dans ses structures.

... à la réhabilitation de la colonisation

Contre les faits historiques, ce qui compte, c'est d'épurer à toute force l'histoire coloniale pour la rendre acceptable, et même aimable. A en croire Sarkozy, la colonisation est le fruit d'un « rêve européen » qui « jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation. »

La falsification historique est alors complète : impérialisme, massacres, exploitation ont disparu, pour laisser place à un conte édifiant où Godeffroy de Bouillon et les massacreurs de musulmans de la première croisade sont comparés aux orientalistes saint simoniens du XIX^{ème} siècle. En somme, Bugeaud rêvait d'Orient et Massu de civilisation...

La colonisation vue comme une entreprise humanitaire

Lors de son récent voyage en Afrique, Nicolas Sarkozy a prononcé le 26 juillet un important discours devant les étudiants de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. En voici deux extraits [4].

Le colonisateur est venu, il a pris, il s'est servi, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas. Il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail.

Il a pris mais je veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu fécondes des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir. Je veux le dire ici, tous les colons n'étaient pas des voleurs, tous les colons n'étaient pas des exploiters.

Il y avait parmi eux des hommes mauvais mais il y avait aussi des hommes de bonne volonté, des hommes qui croyaient remplir une mission civilisatrice, des hommes qui croyaient faire le bien. Ils se trompaient mais certains étaient sincères. Ils croyaient donner la liberté, ils créaient l'aliénation. Ils croyaient briser les chaînes de l'obscurantisme, de la superstition, de la servitude. Ils forgeaient des chaînes bien plus lourdes, ils imposaient une servitude plus pesante, car c'étaient les esprits, c'étaient les âmes qui étaient asservis. Ils croyaient donner l'amour sans voir qu'ils sèmaient la révolte et la haine.

La colonisation fut une grande faute qui fut payée par l'amertume et la souffrance de ceux qui avaient cru tout donner et qui ne comprenaient pas pourquoi on leur en voulait autant.

La colonisation fut une grande faute qui détruisit chez le colonisé l'estime de soi et fit naître dans son cœur cette haine de soi qui débouche toujours sur la haine des autres.

Après tout ce que nous avons fait pour eux, de Jean Effel [René Andrieu et Jean Effel, « En feuilletant l'histoire de France », éd. Albin Michel, sept. 1969]

Pour résumer : la colonisation fut sans doute une « faute », mais elle présente des aspects positifs et nombre des colonisateurs étaient des hommes sincères... Achille Mbembe a, mieux que quiconque, répondu à ce discours [5] :

« Afin de dédouaner un système inique, la tentation est aujourd'hui de réécrire l'histoire de la France et de son empire en en faisant une histoire de la “pacification”, de la “mise en valeur de territoires vacants et sans maîtres”, de la “diffusion de l'enseignement”, de la “fondation d'une médecine moderne”, de la mise en place d'infrastructures routières et ferroviaires. Cet argument repose sur le vieux mensonge selon lequel la colonisation fut une entreprise humanitaire et qu'elle contribua à la modernisation de vieilles sociétés primitives et agonisantes qui, abandonnées à elles-mêmes, auraient peut-être fini par se suicider.

« En traitant ainsi de la colonisation, on prétend s'autoriser, comme dans le discours de Dakar, d'une sincérité intime, d'une authenticité de départ afin de mieux trouver des alibis – auxquels on est les seuls à croire – à une entreprise passablement cruelle, abjecte et infâme. L'on prétend que les guerres de conquête, les massacres, les déportations, les razzias, les travaux forcés, la discrimination raciale institutionnelle – tout cela ne fut que “la corruption d'une grande idée” ou, comme l'explique Alexis de Tocqueville, “des nécessités fâcheuses”. » On aura pu constater que, abstraction faite de l'adaptation à deux publics différents, les discours de Toulon et de Dakar ne révèlent aucune évolution des conceptions de Nicolas Sarkozy sur la période coloniale [6].

Le regard sur “l'Africain”

Mais un autre passage du discours de Nicolas Sarkozy à Dakar mérite d'être relu, car il permet de mieux cerner sa vision des Africains.

Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.

Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès.

Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable ou tout semble être écrit d'avance.

Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin.

Ce texte évoque étrangement les imaginaires construits par les idéologues de la colonisation. Relisons par exemple cet extrait du *Manuel alphabétique de psychiatrie* publié en 1952 sous la direction d'Antoine Porot, fondateur et chef de file de l'École algéroise de psychiatrie [7] : « Les indigènes de l'Afrique noire se rapprochent dans une large mesure de la mentalité primitive. Chez eux les besoins physiques (nutrition, sexualité) prennent une place de tout premier plan ; la vivacité de leurs émotions et leur courte durée, l'indigence de leur activité intellectuelle, leur font vivre surtout le présent comme des enfants ».

Faut-il en conclure que la vision de Nicolas Sarkozy sur l'Afrique continue à être structurée par les poncifs de l'époque coloniale ? On peut le penser à la lecture de certaines de ses déclarations. Celle-ci par exemple [8] :

« Dans les quartiers, les problèmes d'intégration sont d'abord ceux des Français de culture musulmane. Si la France ne veut pas voir les problèmes avant qu'ils n'exploient, notre pays n'a alors que peu de chance de les surmonter. Finalement, “musulman”, ce n'est pas une connotation religieuse, mais un adjectif employé avant moi par le général de Gaulle pour définir une population qui a reçu l'islam en héritage culturel et non simplement cultuel. »

Comment ne pas y voir une réminiscence du temps de l'Algérie coloniale où un musulman converti au catholicisme pouvait continuer à être considéré comme "musulman" dans la mesure où, soumis au « code de l'indigénat », il ne bénéficiait pas de la pleine nationalité française [9].

En août 2004, l'Allemagne a présenté des excuses officielles pour le massacre par l'armée allemande de la tribu des Hereros en Namibie (Afrique australe), qui fit 65.000 morts de 1904 à 1907. « Nous, Allemands, acceptons notre responsabilité morale et historique » pour les crimes commis à l'époque par des Allemands, a déclaré la ministre allemande de l'Aide au développement, lors d'une cérémonie marquant le centième anniversaire du soulèvement des Hereros contre leurs colons allemands, en août 1904 [10].

Pouvons-nous espérer, avec Achille Mbembe, qu'un jour prochain, la France, par la voix de son Président, « assumera ses responsabilités » et reconnaîtra que « le gouvernement colonial fut un gouvernement dur, violent, arbitraire et grossier » ?

Notes

[1] Discours de Montpellier le 3 mai 2007, <http://www.u-m-p.org/site/index.php...>

[2] Voir sur notre site : *Nicolas Sarkozy donne un bon point à la France en histoire*.

[3] Le discours : <http://www.u-m-p.org/site/index.php...>

[4] Le *discours de Dakar* est publié in extenso sur notre site.

[5] Extrait de *l'Afrique de Nicolas Sarkozy*, par Achille Mbembe.

[6] Ces deux discours auraient été écrits par Henri Guaino, le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy qui déclarait récemment lors d'un entretien publié le 21 juillet 2007 dans le journal *Le Monde* : « *La politique, c'est écrire une histoire partagée par ceux qui la font et ceux à qui elle est destinée. On ne transforme pas un pays sans être capable d'écrire et de raconter une histoire.* »

[7] Ce texte, écrit par Henri Aubin, élève d'Antoine Porot, figurait toujours dans la quatrième édition de l'ouvrage publiée en 1969 aux éditions P.U.F. [Voir sur ce site *le regard colonial de l'École psychiatrique d'Alger*.]

[8] Extrait d'un entretien publié par *L'Express* le 19 janvier 2004.

[9] Voir notre page *Français, Juifs, Musulmans ... en Algérie de 1830 à 1962*.

[10] Voir, sur ce site, *le massacre des Hereros (1904-1908)*

l'Afrique en France après le discours de Dakar par Michel Agier

Plusieurs commentaires ont mis l'accent sur l'arrogance et l'ignorance profonde de l'Afrique historique et actuelle qu'a montrées le discours prononcé par Nicolas Sarkozy à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar le 26 juillet 2007. Scandalisés et couverts de honte par les propos de celui qui devrait représenter par sa fonction l'ensemble de la société française et porter son histoire, nous pouvons aussi faire un autre constat. Le discours de Dakar n'est pas seulement contre l'Afrique, il est aussi contre les Africains de France, et même contre la France africaine, et ce qu'elle signifie de solidarité et diversité.

un racisme « décomplexé »

On connaît la manière Sarkozy : la main sur l'épaule, la caresse giflante et le tutoiement immédiat. Un style politique « vrai et direct », nous dit-on, l'attitude corporelle « familière » d'un homme politique « décomplexé » qui ose dire *la vérité* à des « amis » qu'il ne connaît pas. Pour qui connaît l'esclavage et les sociétés qui en sont issues, ces gestes relèvent d'une autre panoplie : l'arrogance paternaliste décrétant l'insouciance de l'esclave et le traitant comme un *mineur* familial, vérité simple d'un racisme archaïque dont les mots viennent du lexique raciste et ethnique forgé au milieu du XIXe siècle dans le ventre de l'Europe blanche colonisatrice, qui eut un besoin *sauvage* de racialisier le monde pour le conquérir et le dominer. On peut rapprocher l'intelligentsia française qui construit aujourd'hui la pensée de

droite portée par Sarkozy et, par exemple, Arthur de Gobineau. Romancier sans succès, aristocrate haïssant la démocratie et diplomate voulant écrire la « science » des races, il fixa, avec son *Essai sur l'inégalité des races humaines*, une référence « universelle » du racialisme (le fait de penser la société en termes de races et de hiérarchies « naturelles » entre les humains), tout en épousant la pensée naturaliste qui prévalait à l'époque. Lors d'un séjour au Brésil il put ainsi s'émouvoir face aux splendeurs de la nature tropicale, admirer les arcs et pagaies des Indiens, tout comme Sarkozy est « sincèrement » ému face aux « mystères » de ce qu'il prend pour l'Afrique, ses rites et ses secrets, tout en les fixant dans son discours politique comme des antonymes de la modernité, du dynamisme européen et de l'Histoire elle-même.

« L'homme africain », certes, ferait bien partie de l'humanité, nous dit le discours de Dakar, mais de manière incomplète, comme un enfant, ou diminué, comme la victime souffrant de « son propre malheur », de ses propres « guerres sanglantes », de la « haine de soi ». Humanité à peine ébauchée, souffrante, incapable « d'entrer dans l'Histoire », l'Afrique serait ce « mystérieux » monde de la « nuit », du « fanatisme », du « sacré », des « morts » et des « ancêtres », qui relève d'une infra-humanité, prélogique, hors du temps. L'Afrique de Sarkozy serait scotchée à cette « mémoire ancestrale que chaque peuple garde au fond de sa conscience [...] comme l'adulte garde au fond de la sienne le souvenir du bonheur de l'enfance ». « L'homme africain » se différencie de « l'homme moderne » parce qu'il « reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble être écrit d'avance. Jamais [il] ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin. » Etc.

c'est de la France qu'il parle

Ces mots, il nous faut bien leur *faire face*. Car ils ont été prononcés en Afrique devant un auditoire d'intellectuels, chercheurs, enseignants, étudiants, journalistes, par un citoyen français, en outre représentant officiel de la France.

Il est vrai, comme l'a déclaré l'historien sénégalais Mamadou Diouf, nouveau directeur de l'Institut d'études africaines de l'université Columbia à New York, qu'ils ne méritent pas qu'on s'y attarde ou qu'on y réponde, mais seulement qu'on se demande comment il est aujourd'hui possible de les tenir publiquement en Afrique. Et si Achille Mbembe, historien et politiste camerounais, enseignant-chercheur dans la très illustre université du Witwatersrand de Johannesburg, renvoie Sarkozy et la nouvelle élite intellectuelle de la droite française à leur profonde ignorance des études africaines, s'il montre comment cet obscurantisme puise aux premiers temps d'une ethnologie coloniale raciste, s'il mentionne les avancées de la recherche en sciences sociales africaine et française sur l'Afrique depuis plus de cinquante ans, il nous dit aussi que cette France qui par la voix de son président actuel maintient intacts les préjugés raciaux construits mot pour mot avant même le XX^e siècle, « personne, ici [en Afrique], ne la prendra vraiment au sérieux et, encore moins, l'écouterà ». Ibrahima Thioub, professeur d'histoire à l'université Cheikh Anta Diop, fait en revanche le lien entre cette sombre Afrique imaginée par Sarkozy et la situation de la France elle-même, la manière dont elle traite ses migrants africains d'aujourd'hui autant que son passé colonial, et cite Senghor : « Est-ce donc que la France n'est plus la France [1] ? » C'est cette piste qu'il nous faut creuser.

Le discours de Sarkozy s'adresse aux Africains francophones en général, c'est-à-dire à ceux qui vivent dans le périmètre culturel et politique laissé par l'Empire français et dont les parents et grands-parents ont été les sujets. Aux Africains vivant en France, qui ne trouvent de place ni en tant qu'Africains ni en tant que Noirs dans une République injuste. *C'est de la France que parle le discours de Dakar*, et c'est la France qu'il ampute de la part africaine de son identité — part mémorielle, en effaçant ce que les « sujets » de l'Empire français ont

vécu, part contemporaine, en officialisant des propos racistes, en voulant avoir les mains libres pour trier et expulser de France les migrants et enfants de migrants d'Afrique.

Les caricatures raciales que Sarkozy a exposées à Dakar, au-delà de la pure fabulation et de l'ignorance qu'elles révèlent, s'inscrivent dans un dispositif intellectuel et politique bien circonscrit, un dispositif identitaire qui inclut des mesures et discours

institutionnels à caractère raciste, xénophobe, ségrégationniste [2], qui provoque des divisions internes à la nation et des exclusions au-delà de ses frontières. Antérieure à l'élection présidentielle de mai 2007, sa mise en place remonte à l'année 2002, avec en France la fermeture du camp de Sangatte par Sarkozy ministre de l'Intérieur, et en Europe l'accélération de la collaboration intergouvernementale pour rendre les frontières plus étanches et externaliser les procédures de l'asile aux marges de l'Europe. **En France, le pivot symbolique en est aujourd'hui le ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, créé en mai 2007. Dans le dispositif entrent aussi la mise en place (par Sarkozy ministre de l'Intérieur) de quotas annuels de 25 000 expulsions, et l'adoption d'une nouvelle loi sur l'immigration permettant d'appliquer des tests ADN aux migrants candidats au regroupement familial.** Du point de vue argumentatif, le discours de Dakar a été annoncé par l'article (ultérieurement retiré) de la loi de février 2005 sur le « rôle positif » de la colonisation. Plus récemment la création d'un Institut d'études sur l'immigration et l'intégration présidé par Hélène Carrère d'Encausse (qui tint en novembre 2005 des propos racistes contre les Africains des banlieues françaises) a été suspendue en octobre 2007 face à l'émoi suscité parmi les chercheurs, tandis que la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (projet lancé sous Jospin et Chirac, relayant l'initiative d'associations d'historiens) était mise entre parenthèses. En novembre 2007, l'affaire de l'Arche de Zoé a révélé l'existence, dans la société comme au plus haut niveau de l'État, d'une conception exceptionnaliste de l'action envers une Afrique mineure dont on peut mépriser les institutions politiques et juridiques, mépriser les personnes elles-mêmes, en toute impunité, au nom d'une représentation humanitaire. Le dernier épisode en date est, en décembre 2007, la réhabilitation de Kadhafi en échange du rôle de « cordon sanitaire contre les migrants » que joue la Libye, avec ses camps pour les clandestins africains cherchant à atteindre l'Europe [3]. Un bref retour en arrière est nécessaire pour comprendre ce qui permet aujourd'hui à l'élite intellectuelle de la droite française de mettre en place ce nouveau cadre identitaire français.

malaise post-colonial

Fière de son modèle supposé « a-racial » (que des mouvements comme l'ANC de Mandela, dans les années 1980, défendaient également), la France — dans ses dimensions sociale, intellectuelle ou politique — n'a pas réellement fait l'inventaire d'une action et d'une pensée raciale marquées par une colonisation à la fois répressive et « civilisatrice », soit une double violence, physique et symbolique, sociopolitique et culturelle, visant à intégrer à la France impériale les peuples d'Afrique de l'Ouest et du Nord saisis et figés dans les catégories de la situation coloniale. Cette double violence est toujours la référence de la manière française de penser les autres auxquels elle a eu à faire dans son histoire, ces autres « proches » étant ceux-là mêmes qui ont migré vers la « métropole » dans les années 1960, ou leurs descendants d'aujourd'hui qui se trouvent français et africains ou « africains de France » (expression pas aussi scandaleuse que le supposent les tenants de l'identité africaine comme réalité fixe immuable et localisée).

Il faut tenir compte, dans l'inventaire nécessaire de la situation post-coloniale, de la portée intégrative de l'idée égalitaire française, qui a eu des effets, du point de vue de la culture politique africaine, dans la période allant de la Seconde Guerre mondiale aux indépendances, dans le monde intellectuel dit « africaniste » comme parmi les élites politiques africaines de

France. Des solidarités se sont formées, des liens personnels parfois forts même s'ils étaient marqués par des différences hiérarchiques, ainsi que des solidarités sociales, des réseaux politiques [4]. Une gauche française militante et proche du « terrain », celle du PC, de la SFIO, de la CGT, a tissé des liens, a fait émerger, a soutenu ou a influencé des leaders politiques africains (Senghor, Houphouët-Boigny, etc.) devenus députés ou ministres du parlement ou du gouvernement de la France dans les années 1940 et 1950. Dans le même temps, des chercheurs en sciences sociales se sont engagés dans des descriptions et des analyses des réalités coloniales africaines et de leurs dynamismes, et ont traduit leur engagement dans des interventions pour la décolonisation et le développement, ainsi que dans la formation d'intellectuels critiques et politisés. Relation ambiguë certes, complexe mais aussi souvent solidaire, qui a disparu dans la transformation récente des liens entre l'Afrique et la France. Un certain malaise postcolonial, présent dans la crise des relations franco-africaines et maintenant dans la représentation des Africains en/de France, désigne un angle mort de l'histoire de la France et de ses prolongements post-coloniaux, et permet les discours brutaux de la politique identitaire de Sarkozy qui ne visent pas seulement l'Afrique sur son continent mais aussi la part africaine de la France.

puisqu'il nous faut parler d'identité

Celui-qui-a-réponse-à-tout se prend les pieds dans un hyper- autoritarisme identitaire forcené — ceci est français, cela ne l'est pas ; voici un produit propre et utile, voilà son déchet jetable ; montrer l'*alien* et nommer l'endogène. Il nous faut donc aussi parler d'identité. Tous les peuples, les écrivains, les penseurs n'ont cessé de dire que si les quêtes identitaires sont toujours là, c'est parce qu'elles ne trouvent jamais de réponse. Tout montre d'ailleurs *qu'elles ne supposent pas même l'existence d'une réponse*. Elles sont le moteur, virtuel mais puissant, des essais de dépassement de soi au miroir des autres.

Les solidarités, les rassemblements et les rencontres existent bien, mais l'identité, elle, se dérobe alors même qu'on fonde très souvent l'action commune dans sa référence. Il y a plus de trente ans, Claude Lévi-Strauss organisa un séminaire dont le thème était tout simplement « L'identité », notion qu'il désigna lui-même comme une « sorte de foyer virtuel auquel il nous est indispensable de nous référer pour expliquer un certain nombre de choses, mais sans qu'il ait jamais d'existence réelle [5] ». Depuis plusieurs décennies, à l'instar des anthropologues situationnels des années 1950, on cherche l'explication des quêtes collectives d'identité, ou l'explication de ce qui fait que nous parlons si souvent d'identité, dans les limites, les frontières, les contacts, bien loin de la croyance en une identité « vraie », essentielle ou originelle.

L'ouverture fait de la grandeur du *nous* et permet, littéralement, l'augmentation de la surface de vie. La fermeture rapetisse le *nous* qui est déjà là et, de pression en pression, prépare l'implosion. Il y a une géophysique de l'identité comme il y a une mécanique des fluides. Chaque moi et son alter ego, chaque biographie et le collectif qu'elle rencontre (dans un rite, une fête, la rue), forment un *nous* pour un court instant d'unité, de fusion ou de communauté, puis chacun repart chez soi aussi libre que perdu dans l'espace de son seul *je*. Pourtant ce *je* s'est transformé, il se réinvente sans arrêt selon les modalités multiples de la rencontre avec d'autres *je* : observation, apprentissage, mimétisme, dispute, dérision, compétition. Alors non seulement *je* est l'autre des autres, mais lui-même devient petit à petit autre, *tout autre*. Cette transformation permanente est irrépressible, seule une formule poétique peut nous en donner un instantané : « *Je est un autre* », écrit Rimbaud, encore faut-il rappeler que la formule est inventée par un poète voyageur, sans frontières en quelque sorte. Quelle arrogance, quel pathos, conduisent un personnage politique à croire que ce mouvement permanent de la vie puisse s'arrêter, ou pire, s'arrêtera selon ses vœux ?

Comment un gouvernement va-t-il « gérer » ce domaine aussi étrange que profond de l'identité ? Gouverner l'Identité ? Celui qui prétend décrire la matière d'une *identité sans réalité* risque un violent retour de flamme, parce qu'il produit des normes identitaires qui, comme toutes les normes, ont pour seule fonction de produire des a-normaux et de les exclure — ce qui a pour effet de faire exister tout un monde de *parias* contemporains et mondialisés, produisant leurs propres reconnaissances et solidarités à partir du refus de cette fiction d'identité qui les aura rejetés après contrôle génétique ou après vérification d'un défaut d'« intégration » nationale. L'Afrique de l'université de Dakar, celle des camps libyens, des enfants du Tchad, de la zone d'attente de Roissy, et l'Afrique des banlieues françaises se reconnaîtront.

Négation de la négation de soi, le mot d'ordre rimbaldien permet à l'exclu de l'intégration identitaire de prendre parole : je ne suis pas celui que vous croyez, je change sans cesse au long de ma biographie, *Je est un autre !* Une prise de parole dans laquelle, heureuse coïncidence, les nationaux français peuvent eux aussi se reconnaître.

[1] Voir articles et réactions sur le site de la LDH Toulon <http://www.ldh-toulon.net/spip.ph...>

[2] On ne peut que constater l'existence d'une ségrégation raciale urbaine, par exemple, dans la stigmatisation et le traitement policier des banlieues les plus pauvres et majoritairement peuplées de migrants et descendants de migrants, banlieues dont en novembre 2005, le Président français alors ministre de l'Intérieur avait donné une lecture raciale.

[3] Voir Claire Rodier, « Un arrière-goût bulgare », *Vacarme*, automne 2007, n°41.

[4] Voir par exemple le récit romancé de la grève des cheminots du Dakar-Niger dans les années 1950 par Sembene Ousmane, *Les Bouts de bois de Dieu*, Pocket, 2002 (1^e édition 1960).

Claude Lévi-Strauss (éd.), *L'Identité*, Paris, PUF, 1977, p. 332.

Sarkozy a dakar: Un discours néo-colonial

Le président français était jeudi à Dakar où il a tenu, à l'endroit de la jeunesse africaine, un discours paternaliste digne de la grande métropole, dans lequel il justifie la traite négrière. Les Européens ne changeront pas de si tôt, comme le chien, leur façon de s'asseoir. Dans un discours fleuve qu'il a prononcé jeudi, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, la capitale sénégalaise, Nicolas Sarkozy, le nouveau président français, a cru devoir donner des leçons européennes aux Africains. Si la jeunesse africaine, a-t-il demandé, veut la démocratie, les droits de l'Homme, son pays la France et l'Europe s'engageront à ses côtés. Mais pour cela, a-t-il expliqué, il faut que cette jeunesse prenne ses responsabilités car personne d'autre ne le fera à sa place. Joli ! pourrait-on dire pour s'exclamer. Manière de dire que le président français aurait pu trouver un autre angle d'attaque de son texte car ce qui a été dit ce jeudi n'est que du déjà vu et du déjà entendu. La jeunesse africaine a toujours été consciente du rôle qu'elle doit jouer dans l'émergence d'un Africain nouveau qui ne repose pas sa stratégie politique sur l'Occident mais qui pose les vrais problèmes de l'Afrique pour espérer en tirer de bonnes leçons et avancer. Les différentes luttes que cette jeunesse a menées depuis la colonisation sont là pour corroborer nos dires. Mais c'est malheureusement l'Occident qui, trouvant ses intérêts particuliers dans l'avènement au pouvoir d'un certain nombre de chefs d'Etat ou dans le maintien au pouvoir d'autres, les aide par des moyens colossaux, à briser toute velléité d'indépendance ou de contestation. C'est sur ce terrain qu'on attendait Sarkozy qui prône la rupture dans son pays mais qui encourage le statu quo dans bon nombre de pays africains. Les escales choisis de sa toute première visite en Afrique en disent long sur sa volonté manifeste d'encourager la mal gouvernance et tous les maux qui rongent l'Afrique jusqu'aux os. On attendait donc que Sarkozy dise publiquement que plus jamais, son pays n'interviendra dans les affaires intérieures des Etats. Que jamais plus, la France ne se cachera

derrière les rébellions pour déstabiliser les pays africains qui veulent, justement, diversifier leurs économies, se trouver des partenaires autres que le Club de Paris. Que la France n'apportera plus son aide aux présidents africains qui tordent le cou à leur Constitution pour se maintenir au pouvoir et fêter leurs 20, 30 voire 40 années à la tête d'une République. On s'attendait à ce que Sarkozy dise haut et fort que la France est prête à aider la jeunesse africaine à obtenir de leurs pays respectifs, que la banque centrale française ne garde plus jamais l'argent des pays africains. Justification hasardeuse de la traite négrière. En tout cas, il y avait mieux à dire devant les nombreux étudiants rassemblés que de donner des leçons à nos Etats dont les jeunes pensent, contrairement à ce qu'a soutenu Sarkozy que quand on reconnaît qu'on a commis une faute, un crime, on se repent pour être pardonné. A moins qu'on ne se considère comme le centre de la terre ou même pour le Dieu vivant sur la terre. Le président français a reconnu la traite négrière et la colonisation comme une grande faute, un crime. Mais malgré cela, il refuse toute idée de repentance. Allez-y comprendre quelque chose ! Si agir ainsi n'est pas injurier l'Afrique, ses dirigeants, sa jeunesse et se foutre de la mémoire des disparus, quel autre vocable peut-on utiliser pour qualifier la longue litanie du successeur de Chirac ? La repentance, vœu cher au Tout-puissant, est rejetée par Sarkozy qui estime sans doute qu'un continent comme l'Afrique n'en mérite pas, surtout lorsque cette repentance vient d'un pays métropolitain. La jeunesse africaine n'a jamais dit ni écrit que tous les maux dont elle souffre aujourd'hui sont le fait du colonisateur. Mais elle soutient avec force arguments que ses malheurs sont nés le jour où elle a accepté sur son sol, les colons précédés par des diffuseurs de la bonne parole. L'Afrique a des problèmes insurmontables aujourd'hui parce qu'après avoir détruit sa civilisation, l'Occident lui impose la sienne. Et, avec le grand retard qu'elle a accumulé, il lui est pratiquement impossible de se mettre au même niveau que les pays européens qui, par ailleurs, se donnent tous les moyens pour ne pas être rattrapés par quelque pays africain. Sarkozy a peut-être raison quand il dit que c'est à la jeunesse qu'il revient et non à quelqu'un d'autre de demander et d'obtenir la mise à mort de tous les maux qui mettent à mal le développement du continent. Mais le problème avec lui, c'est que son discours ne peut pas être efficace parce que totalement disqualifié vis-à-vis de la jeunesse ambitieuse et respectueuse de l'Afrique. La raison est que Sarkozy, par ses choix politiques (et c'est ce qu'il a derrière la tête), montre bien qu'il ne peut être l'homme qui accompagnera la jeunesse africaine sur le chemin du développement de l'Afrique. Elle doit s'attendre plutôt à l'affronter sur tous les plans. Malheureusement !

Abdoulaye Villard Sanogo

CONCLUSION

Frantz Fanon

Le colonialisme et l'impérialisme ne sont pas **quittes avec nous** quand ils ont retiré de nos territoires leurs drapeaux et leurs forces de police. Pendant des siècles les capitalistes se sont comportés dans le monde sous-développé comme de véritables criminels de guerre. Les déportations, les massacres, le travail forcé, l'esclavagisme ont été les principaux moyens utilisés par le capitalisme pour augmenter ses réserves d'or et de diamants, ses richesses et pour établir sa puissance. Il y a peu de temps, le nazisme a transformé la

totalité de l'Europe en véritable colonie. **Les gouvernements des différentes nations européennes ont exigé des réparations et demandé la restitution en argent et en nature des richesses qui leur avaient été volées [...].**

Pareillement nous disons que les Etats impérialistes commettraient une grave erreur et une justice inqualifiable s'ils se contentaient de retirer de notre sol les cohortes militaires, les services administratifs et d'intendance dont c'était la fonction de découvrir des richesses, de les extraire et de les expédier vers les métropoles. La réparation morale de l'indépendance nationale ne nous aveugle pas, ne nous nourrit pas. La richesse des pays impérialistes est aussi notre richesse.

L'Europe est littéralement la création du tiers monde.

Mais à Dakar, un français magnifie la colonisation et fait de l'Afrique une oubliée de l'histoire. Il signe et persiste et c'est pour cela qu'au nom « des Arabes d'Algérie, et des nègres d'Afrique », je porte plainte contre Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsá citoyen français, pour manque de respect et insulte raciste, xénophobe, ségrégationniste envers l'Afrique et l'homme noir.

Par son discours à Dakar, Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsá a ostensiblement bafoué les règles de l'hospitalité africaine. Il a voulu se faire remarquer par l'Afrique comme étant un ami diseur de vérités. Il n'a fait que raviver l'humiliation de la présence coloniale passée et notre manque de souveraineté actuelle. L'homme qui ouvre les salles d'audience en Afrique le dimanche, a voulu montrer au monde qu'au Sénégal, il lui était possible de tout dire et de tout faire comme ses ancêtres l'ont fait.

C'est en cela que sa transgression des règles élémentaires de bonne conduite est une insulte à l'Afrique toute entière. Un langage injuste, des mots erronés, une analyse tronquée, des conclusions fausses, un ton ironique, un air docte, une humiliation constante tout le long de son discours. Son injure a rouvert les plaies, a blessé et a choqué dans cet auditorium où la réplique n'était pas permise.

Je porte plainte contre Nicolas Sarkozy de Nagy Bocsá pour attaque contre mon identité mes sentiments et mes valeurs.

Les preuves de l'insulte sont dans son discours : Allocution de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République, prononcée à l'Université de Dakar, le 26 juillet 2007.

Dakar le 19 mai 2009

**El Hadj Hamidou Diallo
Secrétaire Général
du Bloc pour le Renforcement
de la Démocratie Au Sénégal
BRDS.
Villa 12, Rue Niard-Sicap Rue Dix
Dakar-Sénégal
Cel : 00 221 77 444 21 94
E-mail : partirds@yahoo.fr**